



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFÉRENCE

Trente-sixième session

Rome, 18 - 23 novembre 2009

CONCLUSIONS DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU « NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (Rome, 12 et 13 octobre 2009)

Table des matières

- I. Note d'information sur le Forum d'experts de haut niveau sur le thème « Nourrir le monde en 2050 » (Rome, 12-13 octobre 2009) Page 1

DOCUMENTS THÉMATIQUES:

Nourrir le monde en 2050	3
La sécurité alimentaire et la crise financière	7
L'investissement étranger direct: Avantage pour tous ou accaparement des terres ?	11
Les nouveaux défis: le changement climatique et les bioénergies	15
Mesures de soutien aux agriculteurs ne créant pas de distorsions	19
Afrique subsaharienne : exploiter le potentiel	23
La contribution de la technologie	27
Investissements impératifs	31
Les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes	35
La gouvernance mondiale et la sécurité alimentaire	39
DOCUMENT D'INFORMATION: Nourrir le monde, éliminer la faim	43

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

I. NOTE D'INFORMATION SUR LE FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LE THÈME « NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (Rome, 12 et 13 octobre 2009)

1. Le Forum d'experts de haut niveau (à l'origine « Conférence de haut niveau ») sur le thème « Comment nourrir le monde en 2050 » a été approuvé par la Conférence de la FAO en 2007. Il devait initialement avoir lieu en 2008, mais a été par la suite reporté à 2009, ce qui a laissé plus de temps pour la préparation technique. Le Forum s'est déroulé au siège de la FAO, à Rome, les 12 et 13 octobre 2009. Il a été précédé d'une réunion préparatoire d'experts qui s'est tenue à Rome du 24 au 26 juin 2009.
2. Les documents de travail préparés pour le Forum incluaient six fiches thématiques de quatre pages, un document de synthèse plus long fondé sur les conclusions de la réunion d'experts de juin et seize documents techniques commandés, que des experts ayant participé à cette réunion ont préparés et présentés à cette occasion. Tous ces documents ont été publiés sur le site web¹ consacré au Forum.
3. Des invitations à participer au Forum à titre personnel ont été envoyées à des responsables gouvernementaux et à des représentants du monde universitaire, d'associations d'agriculteurs et du secteur privé. Tout a été mis en œuvre pour assurer la parité hommes-femmes et une répartition géographique équitable. Des ambassadeurs et des représentants permanents auprès de la FAO ont aussi été invités au Forum.
4. Au total, trois cent quatre-vingt-deux participants invités se sont inscrits ainsi qu'une cinquantaine de membres des Représentations permanentes à Rome. Quinze journalistes de pays en développement ayant bénéficié d'une aide financière ont pu se rendre à Rome pour participer à l'événement et quarante-cinq représentants des médias ont été accrédités.
5. Grâce à l'appui généreux du FIDA et du gouvernement espagnol, il a été possible de financer le déplacement de plus de cent participants de pays en développement. Leur participation active et enthousiaste a assurément contribué à animer et à enrichir les débats.
6. Le programme du Forum comprenait une allocution de bienvenue du Directeur général de la FAO, un discours d'ouverture d'Alain de Janvry, professeur à l'université de Californie (Berkeley) et une série de débats organisés autour de groupes de travail dirigés par un modérateur.
7. Le programme complet du Forum a été affiché sur le site web consacré à cet événement² ainsi que la liste des participants – présentateurs, modérateurs et participants aux groupes de travail – qui ont tous largement contribué au succès de cet événement. Les présentateurs ont aussi fait fonction de rapporteurs pour chacun des groupes de travail.
8. Les débats du Forum ont été retransmis en direct sur le web et l'enregistrement de chaque session a été archivé afin de pouvoir être consulté ultérieurement. Une couverture vidéo professionnelle du Forum a également été utilisée pour préparer des programmes d'information ciblés destinés aux diffuseurs. Des séquences vidéo d'information ont été préparées à l'avance, y compris des contributions du FIDA et du PAM.³

¹ <http://www.fao.org/wsfs/forum2050/wsfs-forum/en/>

² <http://www.fao.org/wsfs/forum2050/wsfs-programme/hlef-programme/en/>

³ <http://www.fao.org/wsfs/forum2050/hlef-multimedia/hlef-photos/en/>;
<http://www.fao.org/wsfs/forum2050/hlef-webcast/en/>

9. Les conclusions de fond des débats ont été incorporées dans les documents préparés pour le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (Rome, 16-18 novembre), à savoir dix documents d'orientation et un document de travail. Tous ces documents sont joints au présent document sous forme d'annexe.

10. Le Forum a fait l'objet d'une importante couverture médiatique : dans les semaines qui l'ont précédé, des annonces de presse fondées sur les fiches thématiques du Forum ont été diffusées ; pendant et après le Forum, un certain nombre de documents analytiques ont été publiés. Par ailleurs, des responsables de la FAO ont accordé des entretiens radiophoniques dans plusieurs langues.



LE DÉFI

L'agriculture du XXI^e siècle est confrontée à de multiples défis: elle doit produire plus d'aliments, de fourrages et de fibres pour une population sans cesse croissante avec une main-d'œuvre rurale moins nombreuse et davantage de matières premières pour un marché des bioénergies potentiellement considérable; contribuer à l'essor global des nombreux pays en développement tributaires de l'agriculture; adopter des méthodes de production plus efficaces et plus durables; et s'adapter au changement climatique.

LA DEMANDE ET LA PRODUCTION ALIMENTAIRES

La population mondiale devrait augmenter de 2,3 milliards de personnes entre 2009 et 2050. La quasi-totalité de cet accroissement devrait avoir lieu dans les pays en développement. Au sein de ce groupe, la population de l'Afrique subsaharienne connaîtra la progression la

plus rapide (+ 114 pour cent) et celle de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, la plus lente (+ 13 pour cent). L'urbanisation devrait se poursuivre à un rythme accéléré, les zones urbaines représentant 70 pour cent de la population mondiale en 2050 (contre 49 pour cent actuellement) et, après avoir atteint son apogée dans le courant de la prochaine décennie, la population rurale diminuera. On prévoit que, parallèlement, les revenus par habitant atteindront en 2050 un chiffre qui sera un multiple de leur niveau actuel, tandis que l'inégalité relative des revenus se réduira considérablement. Il est généralement admis que, probablement, la récente tendance de la croissance économique, beaucoup plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés, se poursuivra dans l'avenir.

Selon les prévisions, il faudrait pour nourrir une population mondiale de 9,1 milliards de personnes en 2050, une augmentation de quelque 70 pour cent de la production

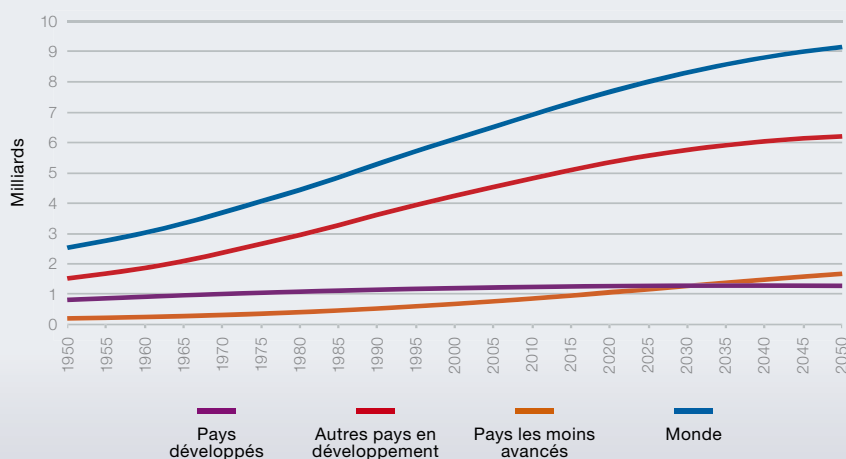
vivrière globale entre 2005-2007 et 2050.

La production des pays en développement devrait presque doubler.

Ces tendances signifient que la demande de consommation de produits alimentaires et de fourrages continuera de croître. Selon les prévisions, la demande de céréales (destinées à la consommation humaine et animale) pourrait atteindre quelque 3 milliards de tonnes d'ici à 2050, contre près de 2,1 milliards aujourd'hui. L'essor des biocarburants liquides pourrait fort bien modifier certaines des tendances annoncées et de faire progresser la demande mondiale, principalement en fonction des prix de l'énergie et des politiques gouvernementales. La demande d'autres denrées alimentaires plus sensible à la hausse du niveau des revenus dans les pays en développement (viande, produits laitiers, poisson et produits de l'aquaculture, huiles végétales), augmentera bien plus rapidement que celle de céréales vivrières. L'élevage, qui représente déjà 30 pour cent du PIB agricole des pays en développement, est l'un des sous-secteurs de l'agriculture qui connaît la croissance la plus rapide.

L'augmentation du pouvoir d'achat attendue dans les pays en développement entraînera des changements des régimes alimentaires, de plus en plus orientés vers les produits d'origine animale, au détriment des denrées de base d'origine végétale. La consommation de viande de l'ensemble des pays en développement devrait représenter environ 82 pour cent de l'accroissement mondial prévu au cours de la prochaine décennie. Cet accroissement aura lieu en grande partie dans la région Asie et Pacifique et spécialement en Chine, ainsi qu'en Amérique latine, avec en tête le Brésil, et il devrait dépasser celui des pays membres de

Croissance de la population



Source: Division de la population des Nations Unies, tiré de van der Mensbrugghe et al. 2009

l'OCDE dans une proportion de 2:1 au cours de la prochaine décennie. Le renouvellement des investissements, le renforcement des capacités, l'amélioration des infrastructures et l'adoption de techniques modernes de production intensive et intégrée, sont les principaux facteurs qui stimuleront la croissance de ces pays. Ce sera spécialement le cas de l'aviculture en Chine, au Brésil et en Inde, et dans une certaine mesure dans les pays de la Communauté d'États indépendants (CEI). L'élevage fournit aussi des animaux de trait à la moitié des agriculteurs du monde et est une source d'engrais organique pour la majeure partie des terres cultivées de la planète.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les échanges commerciaux de produits agricoles devraient également se développer considérablement. Par exemple, les importations nettes de céréales des pays en développement devraient presque tripler pour atteindre près de 300 millions de tonnes d'ici à 2050, et représenteraient alors quelque 14 pour cent de la consommation céréalière de ces pays, contre 9,2 pour cent en 2006-2008. L'autosuffisance en céréales resterait faible dans la région la plus tributaire des importations alimentaires (Proche-Orient/Afrique du Nord). Inversement, l'Amérique latine et les Caraïbes, aujourd'hui région à déficit céréalier net, peuvent parvenir à la pleine autosuffisance grâce aux excédents potentiels de production des

principaux pays de la région. Les autres régions perdront peut-être quelque peu en autosuffisance, tout en maintenant des taux de 80 à 95 pour cent, contre 83 à 100 pour cent actuellement.

RESSOURCES NATURELLES

Quatre-vingt dix pour cent de la croissance de la production agricole (80 pour cent dans les pays en développement) devraient provenir de l'accroissement des rendements et du taux d'exploitation, par exemple une double récolte par an, le reste étant imputable à l'extension des superficies. Les terres arables augmenteraient de quelque 70 millions d'ha (soit moins de 5 pour cent), la progression d'environ 120 millions d'ha (12 pour cent) enregistrée dans les pays en développement étant contrebalancée par un recul de quelque 50 millions d'ha (8 pour cent) dans les pays développés. Dans les pays en développement, l'augmentation des superficies aurait lieu en quasi-totalité en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

Les terres équipées de systèmes d'irrigation devraient augmenter de quelque 32 millions d'ha (11 pour cent), tandis que la superficie irriguée et récoltée progresserait de 17 pour cent. Cette expansion aurait lieu intégralement dans les pays en développement. En raison d'une lente amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau et d'une réduction des superficies rizicoles, les prélèvements d'eau d'irrigation

devraient augmenter à un rythme ralenti, mais néanmoins de près de 11 pour cent (soit quelque 286 km cube) d'ici à 2050. La pression exercée par l'irrigation sur les ressources hydriques renouvelables devrait demeurer forte, et pourrait même s'accroître légèrement dans plusieurs pays du Proche-Orient/Afrique du Nord et d'Asie du Sud.

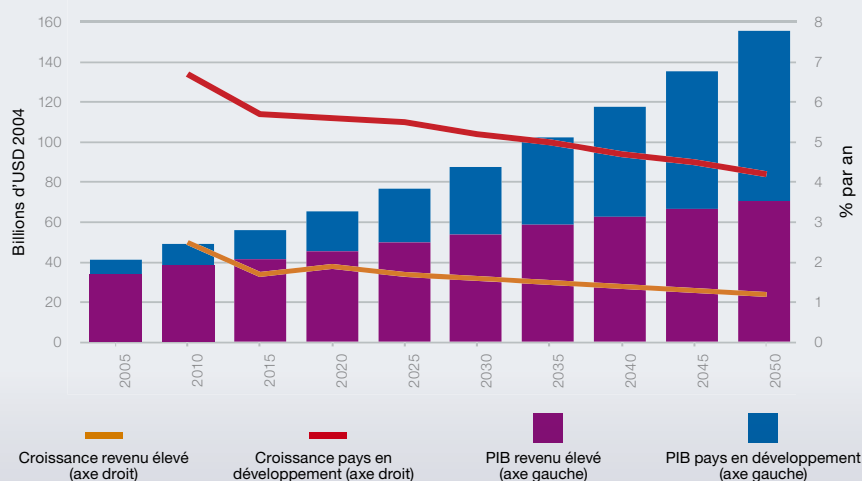
Les rendements des cultures continueraient d'augmenter, bien qu'à un rythme inférieur à celui du passé. Ce processus de décélération de la croissance est déjà en cours depuis un certain temps. En moyenne, le taux annuel de croissance des rendements des cultures pendant la période de projection serait d'environ la moitié du taux de croissance historique.

L'AUGMENTATION PRÉVUE DES SUPERFICIES, DE L'UTILISATION DE L'EAU ET DES RENDEMENTS EST-ELLE RÉALISABLE?

L'étude mondiale des zones agroécologiques montre qu'il existe encore de vastes ressources en terres, potentiellement disponibles pour la production agricole, mais ce constat doit être nuancé. La plupart des terres adaptées et encore inexploitées sont concentrées dans quelques pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, mais dans ces régions de nombreux pays aux populations rurales en expansion sont extrêmement pauvres en terres et la plus grande partie des superficies potentielles ne conviennent qu'à certaines cultures, qui ne sont pas nécessairement celles pour lesquelles la demande est la plus forte. De plus, les terres encore inexploitées présentent souvent des contraintes (chimiques, physiques, maladies endémiques, manque d'infrastructure, etc.) qu'il est difficile de surmonter ou possèdent d'importantes caractéristiques environnementales.

La situation des ressources en eau douce disponibles est analogue à celle des terres, c'est-à-dire qu'elles sont plus que suffisantes au niveau mondial, mais très inégalement réparties, avec des pénuries d'eau alarmantes dans un nombre croissant de pays ou de régions à l'intérieur de pays. Cela est souvent le cas dans les mêmes pays du Proche-Orient/Afrique du Nord et d'Asie du Sud qui n'ont plus de terres disponibles. Un facteur atténuant pourrait

Croissance du revenu



Source: Résultats de simulation obtenus par le modèle ENVISAGE de la Banque mondiale, tiré de van der Mensbrugghe et al. 2009

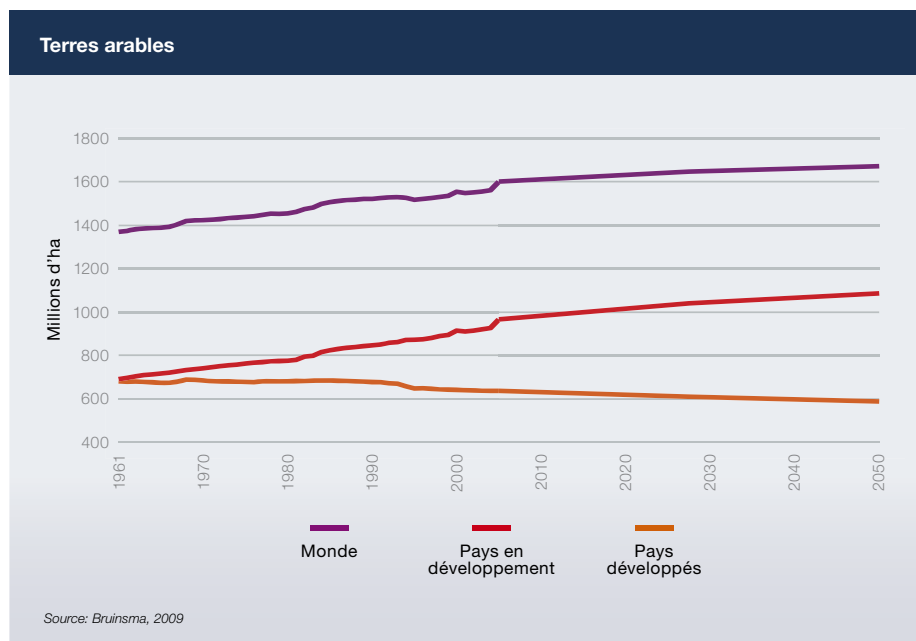
être l'existence de vastes possibilités d'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau (par exemple, par des incitations appropriées à utiliser moins d'eau).

Le potentiel d'accroissement des rendements agricoles, même avec les technologies actuelles, semble considérable. À condition que les incitations socio-économiques appropriées soient en place, il reste encore d'importants écarts de rendement (c'est-à-dire la différence entre les rendements possibles sur le plan agro-écologique et la productivité effective) susceptibles d'être comblés et dont il serait possible de tirer parti. Les écarts de performance dans le secteur de la production animale pourraient de même être considérablement réduits. L'aquaculture, système de production vivrière connaissant la croissance la plus rapide (7 pour cent par an), offre de nouvelles opportunités avec une bonne gestion permettant de réduire la quantité d'eau douce utilisée.

ACCÈS AUX ALIMENTS

La croissance économique mondiale prévue, environ 2,9 pour cent par an, permettrait une réduction sensible, voire l'élimination quasi intégrale, de la pauvreté « économique » absolue dans les pays en développement (personnes disposant de moins de 1,25 USD par jour (prix 2005). Cela étant, même en 2050 le problème du dénuement économique et de la malnutrition de vastes couches de la population sera encore loin d'être résolu: le seuil de 1,25 USD par jour est tout simplement trop bas. Selon des critères moins rigoureux, le dénuement et la sous-alimentation resteront généralisés, mais bien moins qu'aujourd'hui.

À elles seules les augmentations de production ne suffiront pas à assurer la sécurité alimentaire pour tous, à moins que les gouvernements ne veillent à ce que l'accès des petits exploitants à des intrants modernes, et des personnes dans le besoin ainsi que des groupes vulnérables, aux produits alimentaires, soit considérablement amélioré. Autrement, alors que la prévalence de la sous-alimentation chronique dans les pays en développement pourrait tomber de 16,3 pour cent (823 millions) en 2003-2005 à 4,8 pour cent en 2050, quelque 370 millions de personnes n'en resteraient pas moins en état de sous-alimentation en 2050. Des



trois régions en développement présentant actuellement le plus grand nombre de personnes sous-alimentées, le recul serait le plus marqué en Asie (de l'Est et du Sud) et moins en Afrique subsaharienne. Sur la base de ces prévisions, l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 (sur la base des 813 millions recensés en 1990/92) pourrait ne pas être atteint avant les années 2040 bien avancées. Ces calculs soulignent à quel point il est important de mettre en place des stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté, des filets de sécurité ainsi que des politiques et programmes de développement rural axés sur l'augmentation de la production et de la productivité agricoles des petits exploitants des pays en développement. L'une des principales causes de la persistance de la faim est que les aliments ne sont pas produits dans les pays où vivent 70 pour cent de la population mondiale pauvre.

LA RÉDUCTION DE LA FAIM ET DE LA PAUVRETÉ DANS LE CONTEXTE DE LA TRANSFORMATION DES ÉCONOMIES

Bien que les progrès vers une augmentation de la consommation alimentaire moyenne constitue une heureuse avancée, il ne s'agit pas toujours d'un bienfait absolu: l'évolution alimentaire observée dans beaucoup de pays implique un changement du régime alimentaire au profit d'une alimentation énergétique, riche en matières grasses, surtout en graisses saturées, en sucre et

en sel, et pauvre en oligoéléments, fibres alimentaires et produits phytochimiques bioactifs importants. Conjuguées à la modification du mode de vie généralement associée à une urbanisation rapide, ces évolutions, bien que positives dans de nombreux pays aux régimes alimentaires encore inadéquats, s'accompagnent souvent d'une augmentation correspondante des maladies chroniques non transmissibles liées à l'alimentation. Dans bon nombre des pays concernés par cette évolution, les maladies chroniques non transmissibles liées à l'obésité apparaissent alors que les problèmes de santé dus à la sous-alimentation de vastes couches de la population subsistent encore largement. Ces deux problèmes coexistent et confrontent ces pays à de nouveaux défis et tensions au niveau de leurs systèmes de santé, qui doivent être traités dans le cadre de politiques et programmes visant à sensibiliser les consommateurs à la nutrition, à favoriser les régimes équilibrés et sains, et à améliorer le bien-être alimentaire.

LA RÉDUCTION DE LA FAIM ET DE LA PAUVRETÉ DANS LE CADRE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE

L'expérience des pays qui sont parvenus à réduire la faim et la malnutrition montre que la croissance économique et les politiques de lutte contre la pauvreté ne sont pas en soi une garantie automatique de succès: l'origine de la croissance est elle aussi importante. Une analyse couvrant divers

pays révèle qu'en moyenne, la croissance du PIB due à l'agriculture profite au moins deux fois plus à la moitié la plus pauvre de la population d'un pays que la croissance de tout autre secteur. Cela n'est pas surprenant sachant que, dans les pays en développement, 75 pour cent des populations pauvres vivent en milieu rural et tirent une grande partie de leurs moyens d'existence de l'agriculture ou d'activités connexes. Pour les pays tributaires de l'agriculture, en particulier, la croissance agricole est essentielle aux fins de la croissance et du développement en général ainsi qu'à la réduction de la pauvreté.

Un secteur agricole dynamique a été au fondement du progrès économique dans bon nombre de pays aujourd'hui. Il a été le précurseur des révolutions industrielles en Europe et aux États-Unis, et plus récemment de celles des économies asiatiques en pleine croissance, comme en Chine, à Taïwan, en République de Corée, en Thaïlande, au Vietnam et dans d'autres pays encore. Au cours de cette transformation, les investissements dans l'agriculture ont dégagé des excédents agricoles, maintenu les prix réels des produits alimentaires à un bas niveau et contribué à stimuler la croissance économique globale. Parallèlement, le développement économique général a créé de nouveaux emplois qui ont aidé à absorber l'exédent de main-d'œuvre rurale résultant de la transformation de l'agriculture. Ces pays sont ainsi passés d'une multitude de petits producteurs de subsistance à des exploitations agricoles commerciales moins nombreuses et plus grandes, davantage d'emplois non agricoles et une augmentation générale de la taille des exploitations agricoles. Les perspectives à l'horizon 2050 laissent prévoir que de nombreux pays en développement se seront engagés dans la voie d'une telle transformation.

Le rôle de l'agriculture en tant que moteur

de la croissance globale s'affaiblira au fil du temps de même que sa part dans le PIB, mais l'expérience des pays à revenu moyen d'aujourd'hui semble indiquer que ce secteur continuera de jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté et de la faim. La contribution de l'agriculture à la réduction de la faim ne consiste pas seulement à produire des aliments là où les besoins sont les plus pressants, mais aussi à créer des emplois, à produire des revenus et à soutenir les moyens d'existence ruraux.

CONSIDÉRATIONS DE POLITIQUES DÉCOULANT DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LE THÈME: « COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME, 12-13 OCTOBRE 2009)

- Un consensus s'est dégagé sur le fait que l'aptitude technique à produire globalement une quantité suffisante d'aliments pour nourrir le monde en 2050 ne signifiait pas nécessairement que le monde serait libéré de la faim. La faim est un problème lié à la pauvreté. C'est la manifestation d'un manque d'accès à la nourriture, et non ou pas nécessairement une question de production vivrière.
- L'agriculture peut cependant contribuer à résoudre le problème de la pauvreté. Soixante-quinze pour cent des pauvres vivent en milieu rural et beaucoup d'entre eux tirent leur subsistance de l'agriculture. Une agriculture plus productive et plus rentable pourrait jouer un rôle important dans la lutte contre la faim. Il faudrait à cette fin augmenter les investissements dans l'agriculture et les zones rurales des pays en développement.
- L'accord a également été général sur le fait que l'agriculture à elle seule ne suffirait pas à mettre un terme à la faim. Il faut élargir les investissements dans l'agriculture et les axer sur la promotion d'activités créatrices de revenus à l'intention des pauvres qui auront alors les moyens d'acheter des aliments. Il a

été estimé qu'à l'avenir l'approche de la sécurité alimentaire devrait être plus large et se porter au-delà de l'agriculture primaire. Pour que la croissance économique soit durable à long terme, les investissements dans l'agriculture doivent s'accompagner d'investissements dans l'infrastructure, dans les institutions et en enfin dans le secteur manufacturier et dans celui des services.

- Un consensus s'est dégagé sur le fait que l'instabilité des prix agricoles allait s'accroître à l'avenir. L'augmentation de l'instabilité, de l'incertitude et des risques a été considérée comme un problème important touchant les pauvres et qui pourrait freiner le développement à longue échéance. Les chocs peuvent avoir des causes nombreuses: par exemple, la plus forte instabilité météorologique et le changement climatique, le moindre intérêt du stockage, l'augmentation de la spéculation, la transmission accrue des signaux des prix en provenance d'autres marchés de produits plus volatiles, notamment celui de l'énergie. On a abouti à la conclusion que l'agriculture devait devenir plus résistante aux chocs exogènes, et qu'il fallait élaborer de meilleures options et politiques de gestion des risques.
- Les stratégies futures de développement et de réduction de la faim devront aussi être adaptées au pays et aux problèmes contextuels. Des efforts spéciaux seront nécessaires dans certains pays, en particulier ceux où les ressources agricoles sont limitées, le taux d'accroissement de la population élevé, et les possibilités de développement non agricole réduites.

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wfs2009-secreariat@fao.org





LES RÉPERCUSSIONS SUR LES MOYENS D'EXISTENCE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La crise financière et économique mondiale fait que, en 2009, 100 millions de personnes supplémentaires souffrent de la faim, portant ainsi le nombre total de sous-alimentés à plus d'un milliard. À cause d'elle, les moyens de subsistance et l'accès à l'alimentation des personnes qui ont perdu leur travail et leurs revenus (y compris les envois de fonds) se trouvent menacés. Il en va de même pour les autres membres de leurs familles, désormais contraints de les soutenir.

Les pays en développement ont vu leurs marchés à l'exportation se contracter tandis que les rentrées de capitaux, aide au développement y compris, sont également en péril. Depuis 2006, les prix des semences et des engrais (et d'autres intrants) ont plus que doublé dans le secteur agricole. Les cultivateurs pauvres, qui n'ont qu'un accès limité aux crédits et aux marchés agricoles, n'ont pas pu tirer parti de la hausse des prix des produits et, sans soutien, ont du mal à faire face à la situation.

Cette dramatique évolution a aggravé l'insécurité alimentaire mondiale, jusqu'à menacer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier le premier qui était de réduire de moitié d'ici à 2015 la prévalence de la faim. Le pourcentage de personnes sous-alimentées, qui était passé de 18 pour cent en 1995-97 à 16 pour cent en 2004-06, atteignait 19 pour cent en 2009. Cette augmentation souligne combien il est nécessaire de résoudre rapidement et

efficacement les causes premières de la faim dans le monde.

L'actuel ralentissement économique mondial, faisant suite à la hausse vertigineuse des prix alimentaires des années 2007-2008, est la cause essentielle de cette forte augmentation du nombre de sous-alimentés. Pour les plus pauvres, il est synonyme de réduction des revenus et des possibilités d'emploi, et restreint considérablement leur accès à la nourriture. Disposant désormais de moindres rentrées, il leur est plus difficile de se procurer des aliments, particulièrement du fait que, historiquement parlant, les prix restent encore élevés. Si, au niveau international, ils sont en retrait par rapport à leurs sommets de la mi-2008, ceux actuellement pratiqués sur les marchés locaux de nombreux pays en développement n'ont pas bénéficié d'une même baisse. En septembre 2009, en valeur constante, les prix intérieurs des aliments de base était en moyenne supérieurs de 20 pour cent à ceux d'il y a deux ans.

Outre ces préoccupations humanitaires, la faim menace également directement le développement. Confrontés à l'insécurité alimentaire, les ménages s'efforcent de maintenir leurs revenus en adoptant des stratégies d'adaptation négatives, comme par exemple en vendant leurs outils de production, en se laissant piéger par les dettes, en arrêtant la scolarité de leurs enfants, en s'engageant dans des activités illicites, en recourant au travail des mineurs ou en se trouvant contraints de migrer. Au pire, certains échouent dans la plus noire des misères, ce qui ne fait qu'exacerber les conflits. De plus, quand les prix alimentaires augmentent ou que les revenus baissent, les individus ont tendance à réduire leurs

dépenses de santé essentielles et de se détourner des aliments riches en protéines et éléments nutritifs tels que la viande, les produits laitiers, ou bien encore les fruits et les légumes.

LA RÉPONSE À LA CRISE

Il est largement reconnu que des investissements supplémentaires significatifs sont indispensables pour éliminer la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire des pays en développement. La FAO estime que, pour satisfaire à la demande alimentaire en 2050, des investissements annuels bruts de 209 milliards USD en moyenne seront nécessaires dans les activités agricoles primaires et les services en aval (comme par exemple les installations de stockage et de commercialisation), soit une augmentation de presque 50 pour cent par rapport aux niveaux actuels. Des investissements publics additionnels seront requis à la fois dans la recherche agricole, les infrastructures et les filets de sécurité. Même si cette somme totale devrait être disponible, il sera cependant nécessaire de régler dans les meilleurs temps et de façon appropriée un autre problème très important, trop souvent négligé: celui des besoins spécifiques des petits propriétaires exploitants. La solution structurelle qui permettrait de combattre efficacement la faim et la pauvreté dans le monde serait d'accroître la production et la productivité au sein des pays en développement et notamment celles des petits cultivateurs.

En cas de crise humanitaire, des systèmes d'alerte rapide et des mécanismes de financement d'urgence bien établis existent; le Fonds central d'intervention

d'urgence des Nations Unies (CERF) a déjà fait la preuve de son efficacité en ce domaine. Cependant, les mécanismes de financement humanitaire n'ont pas été conçus pour prévenir ou réduire l'impact sur l'agriculture de crises causées par des chocs économiques et ne permettent pas de 'reconstruire en mieux', tandis que les sources et mécanismes existants d'investissement agricole réagissent trop lentement face aux événements qui viennent saper la sécurité alimentaire.

La pratique consistant à affecter les aides au développement international à des interventions purement sectorielles, qui n'accorde pas assez d'attention aux besoins globaux des petits propriétaires exploitants, est l'une des causes principales de leur manque d'accès aux ressources appropriées et aux intrants indispensables pour préserver leur capacité de production en temps de crise. De plus, la portée limitée et l'arrivée tardive des fonds d'urgence fait qu'il est difficile de lutter contre les flambées de maladies et les invasions de ravageurs affectant les cultures et les animaux, alors que le coût de ces mesures est généralement bien moindre que les pertes économiques engendrées.

Afin de répondre à ces défis, la communauté internationale a adopté une méthode exhaustive visant à améliorer la sécurité alimentaire et qui couvre ces quatre dimensions: disponibilité, stabilité, accès et utilisation. En vertu de cette approche,

les investissements publics en faveur de la productivité et les mesures de soutien à la résilience constituent deux éléments clés de la réponse à la crise. Ainsi, des investissements pour la protection contre les glissements de terrain, le terrassement et le creusement de tranchées sur les versants instables pour la collecte d'eau, la foresterie et l'agroforesterie participatives, la restauration des terres dégradées, le renforcement des compétences et l'amélioration de la fertilité des sols font-ils partie intégrante des filets de sécurité fondés sur la productivité et sur des stratégies en faveur de moyens d'existence durables au sein des pays exposés aux chocs, dont une grande partie des terres agricoles sont dégradées.

Il est impératif de disposer de mécanismes de réponse aux crises mieux coordonnés et plus rapides, qui traitent toutes les dimensions de la sécurité alimentaire.

LES INITIATIVES DES IFI

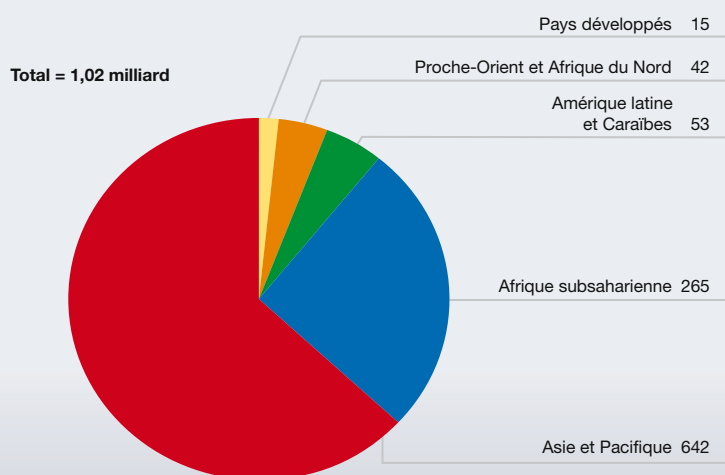
Depuis 1989, la Banque mondiale a consenti des prêts de redressement d'urgence d'un montant de 11,4 milliards USD mais, bien souvent, leur traitement administratif pouvait prendre jusqu'à 12 mois. En 2007, un nouveau cadre a été mis en place, permettant d'octroyer des prêts à procédure accélérée, d'une durée de

traitement maximale de 3 mois. Le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale sur 3 ans (GFRP) a été élaboré au mois de mai 2008 conformément à ce nouveau cadre, nanti de 2 milliards USD. Il propose des prêts à procédure rapide afin de traiter les besoins de développement et immédiats de pays durement frappés par la hausse des prix alimentaires. Ce type de procédure s'applique également à l'aide technique et financière de 83 millions USD fournie par la Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et la reconstruction (GFDRR) dont l'objectif est d'aider les pays exposés aux catastrophes à réduire leur vulnérabilité et à s'adapter au changement climatique.

L'Option de tirage différé (DDO) en cas de catastrophe, créée en 2008, propose des prêts-relais aux pays victimes de catastrophes naturelles, et qui ont déclaré l'état d'urgence; ils peuvent atteindre 500 millions USD par pays. Le Programme mondial de lutte contre la grippe aviaire et de préparation et de riposte à une pandémie humaine (GPAI) – un programme de prêts à procédure rapide de la Banque mondiale de 1 milliard USD – et le Mécanisme de financement de la lutte contre la grippe aviaire et humaine (AHIF) – un programme de subventions de donateurs multiples administré par la Banque mondiale d'un montant de 126 millions USD – aident les pays clients à faire face à des épidémies causées par des virus aviaires et à se préparer et réagir face à une éventuelle pandémie de grippe humaine.

Au mois d'avril 2008, le Fonds international pour le développement agricole a mis à disposition quelque 200 millions USD sur prêts et subventions existants afin de dynamiser immédiatement la production agricole des pays en développement confrontés à la hausse des prix alimentaires et la baisse de leurs stocks. Cette mesure n'a été conçue ni comme un secours d'urgence, ni comme une aide alimentaire ou un filet de sécurité sociale, mais plutôt comme une mesure venant en accompagnement de celles mises en

Figure 1: La sous-alimentation en 2009 par région (en millions)



Source: FAO

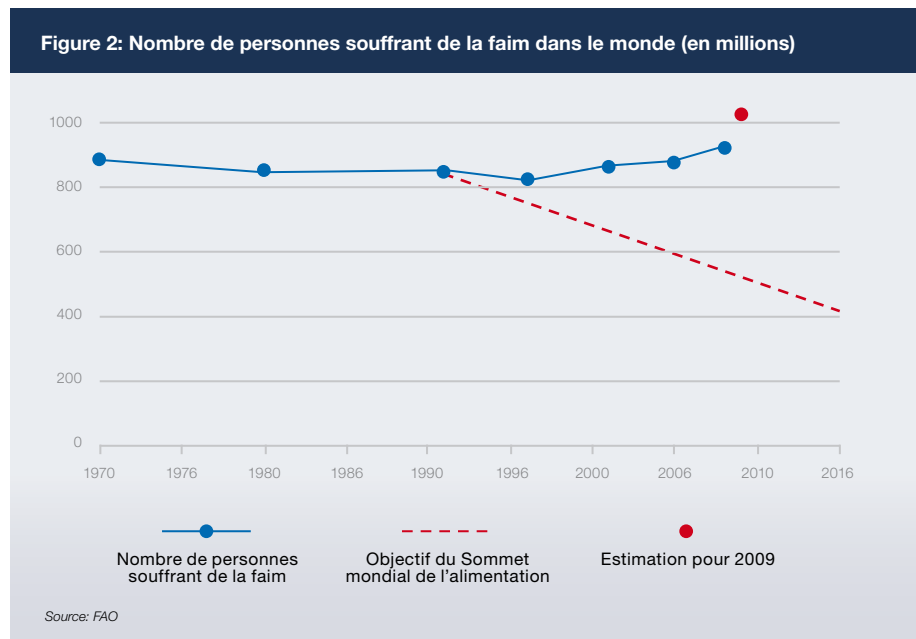
œuvre par d'autres partenaires. Le Fonds a pris des dispositions pour que la procédure accélérée puisse s'y appliquer.

D'autres IFI de premier plan ont également approuvé d'importantes dotations de fonds afin de traiter les besoins immédiats des pays touchés par la crise alimentaire; tel est le cas de la Banque interaméricaine de développement, qui a approuvé une ligne de crédit de 500 millions USD en septembre 2008, de la Banque africaine de développement (BAD) qui a engagé 1 milliard USD en mai 2008, de la Banque asiatique de développement qui a alloué 500 millions USD en juillet 2008, et de la Banque islamique de développement (BID) qui a engagé 1,5 milliard USD sur les 5 prochaines années.

PRÉSERVER LA PRODUCTIVITÉ DES PETITS EXPLOITANTS

Les exploitations commerciales des pays développés peuvent toujours assurer leur outil de production et leurs cultures contre le vol, l'incendie et les pertes dues aux événements climatiques. Elles peuvent également utiliser les marchés des produits de base pour se couvrir contre le risque de fluctuation des cours. Les assurances contre les intempéries et les bourses de marchandises constituent deux mécanismes actuellement en cours de mise en œuvre dans un certain nombre de pays en développement; il est cependant encore trop tôt pour juger de leur efficacité.

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) est un outil élaboré par les Nations Unies afin de préparer le terrain pour le financement d'actions humanitaires. Il a été établi en 2005 afin d'améliorer le précédent Fonds central autorenewable d'urgence (FCAU), en lui rajoutant une composante subventions fondée sur les contributions bénévoles de gouvernements et d'organisations du secteur privé. Cette composante comprend deux volets, le premier pour les réponses rapides et le second pour les urgences insuffisamment financées. Elle vise à mobiliser 450 millions USD chaque année, dont



les trois tiers pour le premier et le dernier tiers pour le second volet (les « urgences oubliées »). Les Nations Unies et ses agences, fonds et programmes spécialisés, ainsi que l'Organisation internationale de la migration (IOM), peuvent prétendre bénéficier de ces prêts et subventions.

Au mois de décembre 2007, la FAO a lancé son initiative sur la flambée des prix des aliments (ISFP) en vue d'aider les pays les plus touchés à faire face à la situation. Son principal objectif est de faciliter l'accès des exploitants agricoles aux intrants (semences, engrais, aliments pour animaux, etc.) essentiellement dans les pays à faibles revenus souffrant de déficit vivrier. L'ISFP, par le biais d'un processus de consultation mené au niveau national comprenant également des missions d'évaluation des besoins, a répertorié un certain nombre d'interventions qu'il conviendrait de mener sur le court terme afin de répondre à la hausse des prix et aux restrictions budgétaires; elle a ainsi pu mobiliser quelque 400 millions USD en financements de réponse, dont une partie issue de ses fonds propres et de contributions bénévoles de fonds fiduciaires (par exemple du programme de 'Facilité alimentaire' de l'UE).

En 2008, le Programme alimentaire mondial (PAM) a intensifié ses activités afin de satisfaire aux demandes urgentes de nations frappées par la flambée des prix alimentaires, la rareté des denrées et des émeutes de la faim; elles ont pu atteindre plus de 100 millions de personnes et mobiliser plus de 5,1 milliards USD. Il convient également de citer parmi ses activités, l'expansion de programmes d'alimentation en milieu scolaire, la fourniture de rations complémentaires d'aliments nutritifs, le renforcement des programmes de sécurité visant à protéger les moyens d'existence, l'octroi d'aides alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines, l'élargissement des programmes de bons et les transferts monétaires pour faciliter l'accès au marché alimentaire ainsi que la distribution de rations ciblées en faveur des groupes vulnérables. En outre, dans le cadre de ses opérations et programmes d'alimentation en milieu scolaire, le PAM achète de plus en plus d'aliments produits localement (l'initiative « Achats pour le progrès »).

En avril 2008, en réponse à la crise des prix alimentaires, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon a constitué

L'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF). Elle est co-présidée par le Directeur général de la FAO et compte parmi ses membres les responsables des diverses agences, fonds et programmes des Nations Unies et ceux des institutions de Bretton Woods. Son but principal est de favoriser une réponse unifiée et intégrale afin de d'accomplir l'objectif de sécurité alimentaire planétaire. Le HLTF a préparé un cadre d'action exhaustif afin d'attirer l'attention sur la nécessité de satisfaire les besoins immédiats des populations vulnérables, tout en encourageant les mesures visant à renforcer leur résilience et à contribuer à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale sur le plus long terme.

FACILITÉ ALIMENTAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE

En 2008, l'Union européenne (l'UE) a établi une 'facilité alimentaire' dotée de 1 milliard EUR dont l'objectif est de financer les mesures visant à soutenir une réponse rapide et directe à la volatilité des prix alimentaires au sein des pays en développement; elle concerne essentiellement la période allant entre l'octroi de l'aide d'urgence et celle de la mise en œuvre d'une coopération au développement sur le moyen et long termes. Elle se concentre sur les programmes qui ont une incidence rapide, mais néanmoins durable, sur la sécurité alimentaire. Grâce à un mécanisme de coordination innovant, les agences des Nations Unies et la Banque mondiale coopèrent actuellement afin d'évaluer les besoins des différents pays et comparer leurs forces organisationnelles. De 2008 à 2011, les activités conduites sous l'égide de la 'facilité' se focaliseront sur l'amélioration de l'accès des exploitants

agricoles à des intrants et services de qualité, et s'emploieront à dynamiser la production et à offrir des filets de sécurité aux groupes vulnérables.

RENOUVELER LES STRUCTURES MONDIALES DE GOUVERNANCE

L'on a récemment assisté à un regain d'intérêt pour la proposition de revoir entièrement les structures mondiales de gouvernance en matière de sécurité alimentaire; des appels ont ainsi été lancés demandant l'établissement d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce système rénové devrait se fonder sur les institutions existantes et les réformer afin de mieux traiter les facteurs structurels de long terme, eux-mêmes à l'origine de la faim et de la malnutrition, ainsi que pour répondre de façon plus efficace aux crises affectant l'agriculture et la sécurité alimentaire. L'idée fondamentale serait de redéfinir et d'améliorer la coordination entre les institutions et les mécanismes existants de façon à faire plus efficacement face aux défis actuels et émergents.

Dans cette optique, les membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ont convenu lors de leur 35e session à Rome (du 14 au 17 octobre 2009) de procéder à une vaste réforme de leur structure pour qu'elle s'impose comme la plate-forme internationale et intergouvernementale élargie incontournable en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, devenant ainsi le socle même du Partenariat mondial.

Ces réformes ont été conçues pour permettre au Comité de réorienter sa vision et ses activités de façon à jouer le rôle de forum de débats et de

convergence politiques et à faciliter la prise de mesures pertinentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition par les gouvernements, les représentants des agences des Nations Unies et ceux d'autres organisations intergouvernementales et de la société civile. Il aura ainsi pour tâche de soutenir les programmes et les initiatives nationaux de lutte contre la faim, de veiller à ce que toutes les voix puissent se faire entendre et de renforcer les liens aux niveaux régional, national et local. Le Comité bénéficiera en outre du soutien d'un Groupe d'experts de haut niveau qui fera office d'organisme scientifique de conseil chargé de communiquer des données concrètes et les connaissances les plus avancées sur lesquelles fonder les décisions.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE POLITIQUE

- ▶ Qu'avons-nous appris des caractéristiques de la crise économique et financière actuelle sur les risques en matière de sécurité alimentaire auxquels, sur le moyen terme, les pays en développement pourraient être confrontés?
- ▶ Quelles ont été les carences les plus criantes des mécanismes de réponse existants?
- ▶ Quels ajustements conviendrait-il d'apporter à ces mécanismes afin de garantir des réponses plus rapides et plus adéquates?
- ▶ Quel pourrait être le mécanisme le mieux à même de rationaliser et de coordonner les réactions aux divers aspects des futures crises de sécurité alimentaire qui menacent de réduire la productivité des petits exploitants?

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretariat@fao.org



L'investissement étranger direct – opportunité « gagnant-gagnant » ou accaparement des terres?



LE DÉFI

Le récent regain d'intérêt dont les investissements étrangers dans les terres agricoles font l'objet, a suscité de fortes préoccupations au niveau international. Des questions économiques, politiques, institutionnelles, juridiques et éthiques complexes et controversées sont certainement attachées aux droits de propriété, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté, au développement rural, à la technologie et à l'accès aux terres et à l'eau. Par ailleurs, plusieurs décennies d'investissements insuffisants dans l'agriculture ont signifié une faiblesse constante de la productivité et une production stagnante dans de nombreux pays en développement. Le manque d'investissement a été indiqué comme l'une des causes sous-jacentes de la récente crise alimentaire et des difficultés rencontrées par les pays en développement pour y faire face. La FAO estime à 209 milliards d'USD les investissements annuels bruts nécessaires dans le secteur de l'agriculture primaire et des services en aval dans les pays en développement (outre les investissements publics requis en matière de recherche, d'infrastructures et de protection sociale) pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux en 2050. La capacité des pays en développement à combler ce déficit par eux-mêmes est limitée. Dans ces pays, la part des dépenses publiques destinées à l'agriculture a chuté à près de 7 pour cent, voire moins en Afrique, tandis que celle de l'aide publique au développement affectée à l'agriculture est tombée à 3,8 pour cent en 2006. Les prêts des banques commerciales en faveur de l'agriculture dans les pays en développement sont eux aussi réduits, moins de 10 pour cent en Afrique subsaharienne, tandis que les micro-prêts, pourtant indispensables, n'ont pas été suffisants face aux investissements

agricoles nécessaires. Les fonds d'investissement privés visant l'agriculture africaine constituent une nouvelle tendance intéressante, mais les investissements réels sont encore faibles. Les autres sources de financement des investissements étant limitées, les investissements étrangers directs dans l'agriculture des pays en développement pourraient contribuer à réduire le déficit en matière d'investissement et à atteindre les objectifs d'éradication de la faim et de la pauvreté. La question centrale n'est donc pas de savoir si les investissements étrangers directs devraient contribuer à répondre aux besoins d'investissement, mais comment leur impact peut être optimisé pour en maximiser les bénéfices et réduire au minimum les risques inhérents pour toutes les parties concernées. Pour répondre à cette question, nous devons comprendre comment ce que comportent les investissements étrangers et pourquoi.

QUE SAVONS-NOUS DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS RÉCENTS DANS L'AGRICULTURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT?

Malheureusement, nous ne disposons d'aucune donnée détaillée concernant l'ampleur, la nature et les effets de ces investissements: les statistiques des investissements internationaux sont trop agrégées et celles qui concernent des cas spécifiques sont peu indicatives. Les informations sont le plus souvent anecdotiques, probablement exagérées et difficiles à vérifier. Quelques observations sont toutefois possibles à partir des informations limitées dont on dispose.

- ▶ Les investissements étrangers directs (IED) dans l'agriculture des pays en développement semblent avoir augmenté dans les deux dernières années, bien que le nombre des projets effectivement mis en œuvre soit inférieur à celui des projets

prévus ou relatés dans les médias. En 2007, les encours d'IED dans le secteur agricole s'élevaient à quelque 32 milliards d'USD, soit quatre fois plus qu'en 1990.

- ▶ Les entrées d'IED en faveur de l'agriculture représentaient plus de 3 milliards d'USD par an en 2007, contre 1 milliard d'USD en 2000. En incluant l'alimentation et les boissons, celles-ci atteignaient 7 milliards d'USD en 2007.
- ▶ Ces derniers temps, la principale forme d'investissement consiste dans l'achat ou la location de longue durée de terres agricoles pour la production vivrière. Selon les estimations, la superficie des terres africaines achetées par des intérêts étrangers ces trois dernières années atteindrait 20 millions d'hectares.
- ▶ Les principaux investisseurs sont actuellement les États du Golfe, mais aussi la Chine et la Corée du Sud. Les objectifs d'investissement récents sont principalement les pays d'Afrique, mais également l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud.
- ▶ Les principaux investisseurs sont issus du secteur privé, mais les gouvernements et les fonds souverains interviennent également, en fournissant un soutien financier et autre à des investisseurs privés ou par voie directe.
- ▶ Les investisseurs du secteur privé sont souvent des sociétés d'investissement ou de portefeuille, plutôt que des spécialistes du secteur agro-alimentaire, de sorte que les compétences spécialisées nécessaires à la gestion d'investissements agricoles importants et complexes doivent être acquises.
- ▶ Dans les pays hôtes, ce sont les gouvernements qui négocient les accords d'investissement.

- Les investissements étrangers directs actuels diffèrent du modèle d'investissement récent à plusieurs égards: ils sont en quête de ressources (terres et eaux) plutôt que de marchés; ils privilégient la production de denrées alimentaires de base, y compris pour l'alimentation animale, pour rapatriement, plutôt que les cultures tropicales pour l'exportation commerciale; ils prévoient l'acquisition de terres et une production effective, plutôt que des formes plus souples de partenariat commercial.

PRINCIPALES QUESTIONS

POURQUOI DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS?

Un important facteur sous-jacent de la récente reprise des investissements, qui la distingue peut-être du cours normal des investissements étrangers, est la sécurité alimentaire. Cela reflète la crainte, dérivant de l'envolée récente des prix alimentaires et des chocs d'offre induits par les politiques, résultant notamment du contrôle des exportations, que la dépendance à l'égard des marchés mondiaux pour les approvisionnements alimentaires ne soit désormais remise en question. Dans les

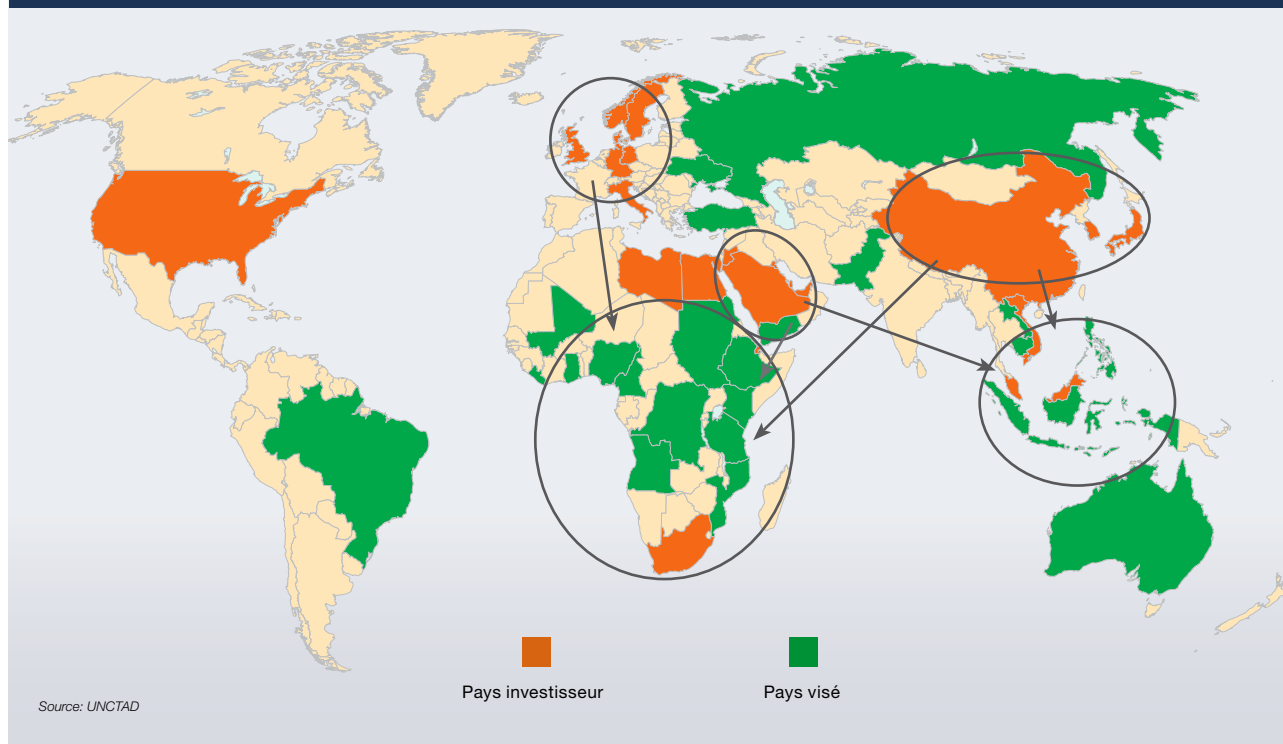
pays qui connaissent une aggravation des contraintes liées à la terre et à l'eau, mais dont les populations, les revenus et l'urbanisation s'accroissent, et qui deviennent ainsi de plus en plus tributaires des importations alimentaires, ces craintes ont conduit à une sérieuse réévaluation des stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire. Investir dans la production alimentaire dans des pays qui ne sont pas confrontés à de telles contraintes, en termes de terres, d'eau et de main-d'œuvre, est considéré comme une réponse stratégique viable. Cela offrait au secteur privé des possibilités d'investissement que les gouvernements étaient prêts à soutenir. Certains pays en développement déploient des efforts considérables pour attirer et faciliter les investissements étrangers dans leur secteur agricole. Ils considèrent les investissements étrangers directs comme un moyen potentiel important pour combler le déficit d'investissement et stimuler la croissance économique intérieure. La mesure dans laquelle ces investissements couvrent réellement les besoins dans ce domaine est toutefois incertaine. Les avantages financiers des transferts d'actifs pour les pays hôtes semblent être limités, mais les investissements étrangers sont considérés comme potentiellement bénéfiques en termes de développement

grâce, notamment, au transfert de technologies, à la création d'emplois, à la production de revenus et à la mise en place d'infrastructures. Le principal souci tient à la réalisation effective de ces bienfaits potentiels en termes de développement.

L' « ACCAPAREMENT DES TERRES »

Le phénomène si médiatisé de l'accaparement des terres, consistant dans l'achat ou la location de terres agricoles dans les pays en développement à des fins de production alimentaire, n'est qu'une forme d'investissement et sans doute celle qui est la moins susceptible de produire des avantages pour le pays hôte en termes de développement. Certains pays sont en quête d'investissements étrangers pour l'exploitation de terres « en excédent », actuellement inutilisées ou sous-utilisées. Une raison pour laquelle des terres peuvent ne pas être pleinement exploitées, est que les investissements infrastructurels nécessaires pour les rendre productives sont si importants qu'ils vont au-delà des ressources budgétaires du pays. Des investissements internationaux pourraient apporter les investissements infrastructurels si nécessaires dont tous pourront bénéficier. Toutefois, la vente ou la location de terres ou l'octroi d'un accès à des conditions de faveur, soulèvent la question de savoir

Figure 1: Régions/pays investisseurs et visés en termes d'investissements fonciers pour l'agriculture, 2006–2009

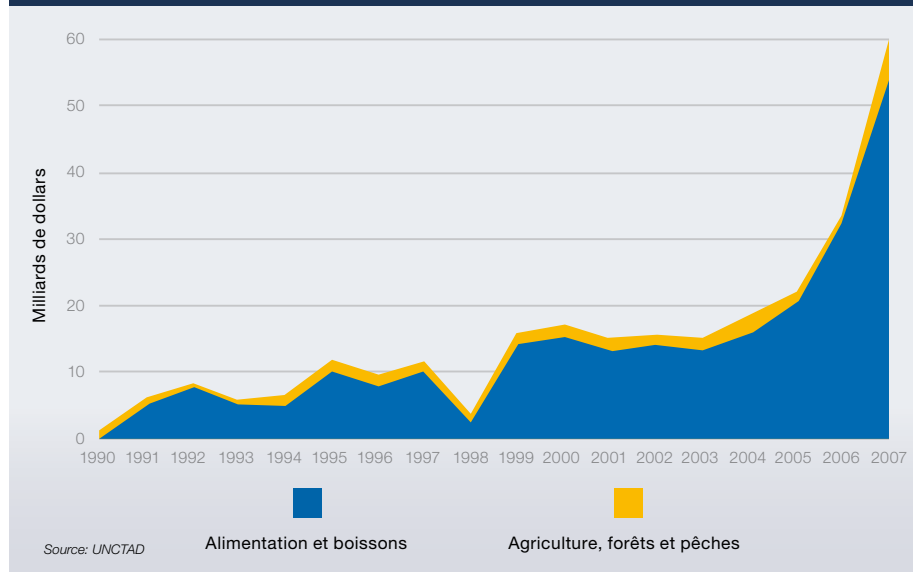


comment les terres en question étaient utilisées auparavant, par qui et à quel titre. Dans bien des cas, la situation n'est pas claire, en raison d'une mauvaise définition des droits de propriété, et notamment de droits fonciers informels fondés sur la tradition et la culture locale. Bien qu'en Afrique subsaharienne de nombreuses terres puissent ne pas être utilisées actuellement à leur plein potentiel, l'existence de terres apparemment « en excédent » ne veut pas dire que celles-ci sont inutilisées, inoccupées ou abandonnées. Leur exploitation au titre de nouveaux investissements exige la conciliation de revendications diverses. Un changement d'utilisation et d'accès peut avoir des effets potentiellement négatifs sur la sécurité alimentaire au niveau local et soulever des questions économiques, sociales et culturelles complexes. De telles difficultés imposent pour le moins que les détenteurs de droits traditionnels sur les terres soient consultés, et favorisent d'autres possibilités d'arrangements mutuels concernant les investissements.

ALTERNATIVES À L'ACQUISITION DES TERRES

Il n'est pas certain non plus que l'acquisition de terres soit nécessaire ou souhaitable même pour les investisseurs. Elle n'offre pas nécessairement une protection contre le risque souverain et peut provoquer des conflits politiques, sociaux et économiques. D'autres formes d'investissement comme l'agriculture contractuelle et les mécanismes de sous-traitance, peuvent offrir la même sécurité d'approvisionnement. Il est intéressant de noter que dans d'autres contextes, la coordination verticale tend à reposer bien plus sur de tels arrangements sans prise de participation que sur l'acquisition traditionnelle de certains stades amont ou aval. Le développement de la production horticole en Afrique orientale, à des fins d'exportation, de la part des chaînes de supermarchés européennes, constitue un exemple typique. De tels arrangements plus souples peuvent être plus favorables aux intérêts du pays bénéficiaire. Toutefois, même dans ce cas, des questions peuvent être posées concernant la compatibilité des exigences des investisseurs avec l'agriculture artisanale, ce qui soulève à son tour la question du potentiel de réduction de la pauvreté. Cela étant, des partenariats commerciaux pourraient avoir des retombées bénéfiques plus importantes pour les

Figure 2: Les IED dans l'agriculture, l'alimentation et les boissons 1990–2007, en milliards de dollars



petits exploitants du pays hôte. Dans le cadre d'une agriculture contractuelle ou de mécanismes de sous-traitance, les petits exploitants peuvent bénéficier de certains apports, notamment sous forme de crédit, d'avis techniques et d'un marché garanti, bien qu'ils aient à sacrifier une certaine liberté de choix quant aux plantes à cultiver. Des modèles mixtes sont également possibles, centrés sur des investissements dans une entreprise à plus grande échelle, mais faisant également intervenir des sous-traitants sous contrat pour compléter la production. Le choix du modèle fonctionnel le plus approprié dépendra des circonstances spécifiques et du produit concerné.

QUELS SONT LES BÉNÉFICES DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT?

La principale question est la mesure dans laquelle les retombées des investissements étrangers bénéficient au secteur intérieur dans le cadre d'une relation synergique et catalytique avec les systèmes de production artisanale existants. Les bénéfices devraient dériver de l'afflux de capitaux, d'un transfert de technologies favorisant l'innovation et un accroissement de la productivité, de la valorisation de la production intérieure, de l'amélioration de la qualité, de la création d'emplois, de liaisons verticales et d'effets multiplicateurs grâce à la sélection au niveau local de la main-d'œuvre et d'autres facteurs de production, du traitement des produits et peut-être même d'une augmentation des disponibilités alimentaires pour le marché

intérieur et pour l'exportation. Toutefois, le flux de ces bénéfices ne se produira pas si les investissements donnent lieu à la création d'une enclave d'agriculture avancée en dualité avec l'agriculture artisanale traditionnelle, un système que les petits exploitants ne sont pas en mesure de prendre pour modèle. L'expérience des effets des investissements étrangers directs sur l'agriculture, montre que les bénéfices prétendus ou visés ne se concrétisent pas toujours et recèlent des préoccupations touchant les technologies de production hautement mécanisées aux effets limités en termes de création d'emplois; la dépendance à l'égard des intrants importés, et donc des effets multiplicateurs limités au niveau intérieur; les effets négatifs de certains modes de production pour l'environnement, notamment la contamination chimique, la dégradation des terres et l'épuisement des ressources en eau; et les droits limités des travailleurs et de mauvaises conditions de travail. Par ailleurs, des bénéfices à plus longue échéance sont toutefois également constatés par exemple en termes de technologies améliorées, de valorisation des fournisseurs locaux, de systèmes de commercialisation plus efficaces et d'amélioration des normes sanitaires, phytosanitaires et régissant la qualité des produits.

D'autres préoccupations à caractère politique, social et éthique apparaissent lorsque le pays bénéficiaire est lui-même en situation d'insécurité alimentaire. S'il est

supposé que les investissements produiront un accroissement des disponibilités alimentaires globales, cela ne veut pas dire toutefois que les approvisionnements alimentaires intérieurs augmenteront, surtout lorsque la production alimentaire est exportée vers le pays investisseur. Ils pourraient même fléchir lorsque les ressources en terres et en eau sont réquisitionnées par le projet d'investissement international aux dépens des petits exploitants locaux. Un contrôle excessif des terres de la part de pays tiers peut également soulever des questions d'interférence et d'influence politiques.

CODE DE CONDUITE

La crainte que les préoccupations locales ne soient pas prises en compte dans les contrats d'investissement et les accords d'investissement internationaux, que les investissements étrangers dans l'acquisition de terres ne produisent pas toujours des bénéfices à long terme en termes de développement au niveau local, et que les lois nationales soient inadéquates, a incité à réclamer un code de conduite international ou des directives pour promouvoir des investissements responsables dans l'agriculture. En effet, de nombreux pays ne disposent pas des mécanismes juridiques ou procéduraux nécessaires pour protéger les droits locaux et tenir compte des intérêts, des moyens d'existence et du bien-être des populations locales.

La FAO, la CNUCED, le FIDA et la Banque mondiale travaillent conjointement à la mise au point d'un code de conduite volontaire centré sur les exigences de transparence, prédictibilité, durabilité et implication des parties prenantes, et tenant compte des préoccupations relatives à la sécurité alimentaire et au développement rural. Ce code, qui s'appuie sur des recherches conjointes approfondies concernant la nature, l'ampleur et l'incidence des investissements étrangers, ainsi que les meilleures pratiques juridiques et politiques, pourrait fournir un cadre de référence pour

les réglementations nationales, les accords d'investissement internationaux, les initiatives mondiales en matière de responsabilité sociale des entreprises et les contrats d'investissement individuels.

La FAO prépare également des directives volontaires pour une gouvernance responsable des modes de faire-valoir des terres et d'autres ressources naturelles, en collaboration avec d'autres organisations internationales, notamment ONU-Habitat et la Banque mondiale. Les raisons d'être d'un code de conduite sont notamment les suivantes: le fait que les investissements étrangers ont la grande capacité potentielle d'aider à répondre aux besoins d'investissement des pays en développement et, à long terme, de produire des bénéfices plus importants en termes de développement; l'apparition de préoccupations au niveau international concernant les effets des récentes acquisitions et locations étrangères de terres, à grande échelle, sur les petits exploitants et sur la sécurité alimentaire; la crainte que les préoccupations locales ne soient pas suffisamment prises en compte dans les contrats d'investissement et les accords d'investissement internationaux, et que les protections offertes par les lois nationales ne soient parfois insuffisantes; et le fait que des directives internationales pourraient promouvoir des investissements responsables dans l'agriculture qui bénéficieraient à l'ensemble des parties prenantes.

QUESTIONS POUR DES CONSIDÉRATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT:

- Quels sont les cadres politiques et juridiques nécessaires pour maximiser

les bénéfices, notamment pour les populations locales?

- Comment encourager des investissements étrangers ciblés? Comment mettre en place un secteur intérieur réceptif?
- Comment créer un climat d'investissement positif?
- Comment assurer la cohérence entre les investissements étrangers encouragés et les stratégies existantes en matière de sécurité alimentaire et de développement rural?
- Quelles sont les mesures de protection nécessaires concernant les droits d'utilisation des terres, l'implication des parties prenantes et leur compensation?

POUR LES INVESTISSEURS:

- Pourquoi se concentrer sur l'acquisition? Quelles sont les alternatives aux investissements avec prise de participation?
- Comment encourager les investissements extérieurs? Quelles sont les informations et les mesures d'incitation requises?
- Comment mobiliser des financements privés?
- Quel est le type de code de conduite national nécessaire?

POUR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE:

- Comment concevoir des programmes d'investissement qui répondent aux besoins dans ce domaine – adaptation des capitaux aux possibilités?
- Un mécanisme international est-il nécessaire pour couvrir les accords d'investissement et le règlement des différends?
- Comment intégrer des initiatives mondiales en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le processus?

Pour toute information complémentaire:



**Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire**
Rome 16–18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretaire@fao.org





LE DÉFI

L'agriculture subit les effets du changement climatique en même temps qu'elle y contribue. La production agricole et alimentaire subira les effets négatifs du changement climatique, en particulier dans les pays déjà exposés aux aléas climatiques (sécheresses, inondations et cyclones) et caractérisés par de faibles revenus et une forte incidence de la faim et de la pauvreté. L'adaptation au changement climatique sera un processus coûteux mais nécessaire pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le maintien des services fournis par les écosystèmes. En outre, la réduction des gaz à effet de serre et le développement des puits de carbone (atténuation) qu'offre le secteur agricole seront déterminants pour le succès des efforts d'atténuation engagés à l'échelle mondiale. De fait, l'agriculture et la foresterie sont par leur nature même des puits de carbone. Ces activités contribuent déjà, et pourraient contribuer davantage encore à l'atténuation des effets du changement climatique, en piégeant le carbone.

Le changement climatique et le développement des bioénergies affecteront la sécurité alimentaire dans chacune de ses quatre dimensions – disponibilité, accessibilité, stabilité et utilisation.

Disponibilité des produits alimentaires. À l'échelle internationale, l'impact du changement climatique sur la production alimentaire pourrait être faible jusqu'à un certain niveau d'élévation des températures à la surface du globe. Toutefois, des baisses significatives de production sont attendues dans des régions déjà victimes d'insécurité alimentaire. Des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pourraient enregistrer un recul de 20 à 40 pour cent de la productivité agricole globale en cas de

hausse des températures supérieure à 2°C. L'augmentation de la demande de biocarburants pour les transports aura pour conséquence d'accroître l'affectation de ressources productives – terres, eau et autres ressources – à la production de biocarburants, au détriment de la production vivrière, et d'intensifier la pression sur les forêts.

Accès à l'alimentation: L'impact sur l'accès à l'alimentation sera mixte, dans la mesure où le recul des revenus agricoles associé au changement climatique aura pour conséquence de réduire l'accès à la nourriture pour une grande partie de la population la plus pauvre de la planète. L'effet négatif le plus accusé sur l'agriculture est attendu en Afrique subsaharienne, ce qui signifie que la région la plus pauvre et la plus durement touchée par l'insécurité alimentaire sera aussi la première victime de la contraction des revenus agricoles. L'augmentation de la demande de produits agricoles pour la production de biocarburants liquides se traduira par une hausse des prix alimentaires pour les consommateurs, en même temps que par une hausse des revenus pour certains producteurs. Les effets exacts ne sont pas connus avec certitude dans la mesure où ils dépendront des politiques et des évolutions sur les marchés de l'énergie.

Stabilité des approvisionnements alimentaires: Le changement climatique accentuera la variabilité de la production agricole, toutes régions confondues, avec une fréquence accrue des phénomènes climatiques extrêmes. L'augmentation de l'incidence des sécheresses et des inondations dans les régions semi-arides et subhumides, en particulier en Afrique subsaharienne et dans certaines parties du sud asiatique, signifie que les régions les plus pauvres de la planète, qui enregistrent

les niveaux les plus élevés de malnutrition chronique, seront aussi les plus exposées à la variabilité de la production alimentaire. Le changement climatique a aussi pour effet d'altérer la distribution, l'incidence et l'intensité des ravageurs et maladies des plantes et des animaux, et pourrait provoquer l'apparition de nouveaux modes de transmission et de nouvelles espèces hôtes.

Utilisation des aliments: Le changement climatique affectera les conditions de sécurité sanitaire des aliments, avec une pression accrue des maladies transmises par des vecteurs, par l'eau et l'alimentation. Il pourrait en résulter une baisse significative de la productivité de la main d'œuvre et une augmentation des taux de pauvreté et de mortalité. L'élévation des températures pourrait aussi augmenter la fréquence des intoxications alimentaires. En revanche, l'amélioration de l'accès aux bioénergies pourrait améliorer la qualité de l'air à l'intérieur des maisons pour les ménages pauvres jusqu'ici dépendants du bois de feu, du charbon de bois ou des déjections animales, et réduire le temps que les femmes doivent consacrer à la collecte de bois de feu, avec des effets bénéfiques sur leur santé et le temps dédié à leurs enfants et à la nutrition.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'adaptation au changement climatique est cruciale pour tous les efforts visant à promouvoir la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté ou la gestion durable et la conservation des ressources naturelles. De nombreux pays font déjà face aux effets du changement climatique, notamment régimes de pluie irréguliers et imprévisibles, pluies particulièrement abondantes, incidence accrue des orages et des périodes de sécheresse prolongée.

En outre, les changements de température et de conditions climatiques ont favorisé l'apparition de ravageurs et de maladies qui touchent les animaux, les arbres et les cultures. Tous ces facteurs ont une incidence directe sur les rendements ainsi que la qualité des produits, sans parler de la disponibilité et des prix des produits alimentaires, des aliments pour bétail et des fibres sur le marché.

Les communautés rurales, en particulier les communautés établies dans des environnements fragiles tels que zones de montagne et zones côtières, sont confrontées à des risques accrus, notamment de mauvaises récoltes plus nombreuses et récurrentes, de pertes de bétail et de diminution des produits de la pêche et des forêts disponibles. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité de phénomènes climatiques extrêmes aura de graves répercussions sur les moyens d'existence des populations, tant en milieu rural qu'en zone urbaine.

Des approches proactives, fondées sur l'anticipation, seront nécessaires pour faire face aux effets à court terme de l'augmentation de la variabilité du climat, mais aussi pour aider les communautés locales à se préparer aux effets à long terme liés aux variations des températures moyennes, des précipitations, de la salinité et du niveau des mers. Les effets à long terme du changement climatique peuvent se manifester progressivement ou survenir brutalement lorsque certains seuils sont

dépassés. L'adaptation doit revêtir la forme d'un processus souple et intégré, adapté au contexte local. Il est essentiel que les activités d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches prennent en compte à la fois les perspectives positives et les contraintes auxquelles sont confrontées les populations locales, ainsi que la diversité des systèmes dont dépendent ces activités.

Les investissements réalisés pour faire face au changement climatique doivent aussi être vus comme une occasion de renforcer le soutien à l'agriculture, la foresterie et la pêche, secteurs délaissés depuis plusieurs décennies dans les pays en développement.

Les communautés locales, gestionnaires de fait des terres, jouent un rôle central dans l'adaptation de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche ainsi que des systèmes alimentaires aux changements climatiques. Tout aussi important est le rôle des cadres politiques et juridiques, des incitations et services fournis aux producteurs ruraux en vue de stimuler et d'orienter les processus d'adaptation et de rapprocher les producteurs des marchés. Les politiques nationales et régionales ainsi que les législations visant la gestion des terres et de l'eau, l'accès aux ressources et leur utilisation, la conservation de l'environnement, les moyens d'existence, le développement des cultures, l'aménagement du territoire, le régime foncier, la gestion des risques, la

sécurité alimentaire et le commerce, sont autant de moyens potentiels d'influer sur l'adaptation au changement climatique. Pour porter leurs fruits, les actions dans ce domaine doivent pouvoir s'appuyer sur des institutions fortes, avec des responsabilités clairement définies et coordonnées.

La notion d'adaptation aux effets du climat n'est pas un concept nouveau pour les agriculteurs, les habitants des forêts et les pêcheurs. Mais aujourd'hui, la nécessité d'accroître la production, combinée à la rapidité et à l'ampleur des changements climatiques attendus, pose de nouveaux défis. Les méthodes traditionnelles d'adaptation risquent de ne pas être suffisantes pour garantir l'adaptation à moyen et long terme. Dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des pêches, l'adaptation doit pouvoir s'appuyer sur un effort substantiel de recherche et passe souvent par des changements de pratiques significatifs dont la mise en œuvre ou la réalisation des bénéfices peut demander un certain temps.

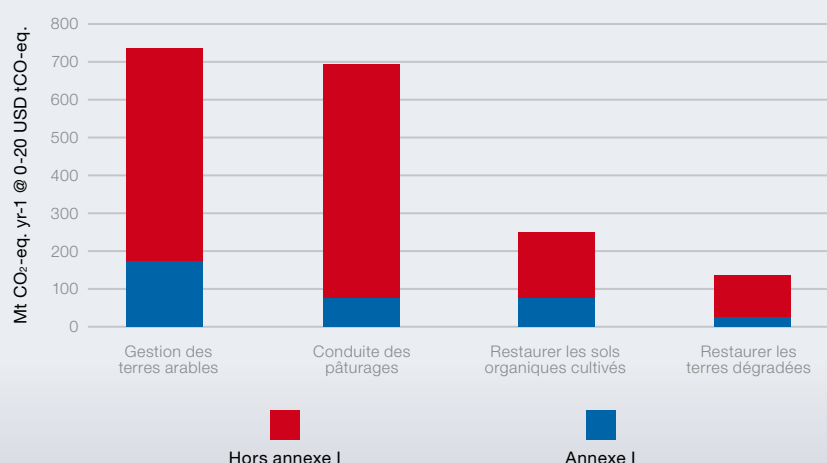
ATTÉNUATION DES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

La réalisation des objectifs d'atténuation fixés à l'échelle mondiale ne sera pas possible sans la contribution de l'agriculture, de la foresterie et des pêches. Ces secteurs sont responsables d'environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. D'un autre côté, les océans, lacs, forêts et terres agricoles piègent et stockent d'importantes quantités de carbone, contribuant ainsi à atténuer les effets du changement climatique.

Dans de nombreuses régions, l'agriculture est la principale cause de la déforestation, ce qui reflète l'interaction étroite entre les différents types d'occupation des sols. Selon le Rapport Stern (2006), réduire le déboisement et la dégradation des forêts serait une des approches les plus efficaces en termes de rapport coût-efficacité. Outre leur protection, la gestion améliorée et la restauration des « forêts bleues » (varech, macroalgues, mangroves, prés salés et prairies marines) pourraient aussi contribuer à l'atténuation des gaz à effet de serre.

Les pratiques et mesures existantes dans les secteurs de l'agriculture et de la

Graphique 1: Potentiel d'atténuation de l'agriculture, pays (développés) à l'annexe I et pays (en développement) hors annexe I



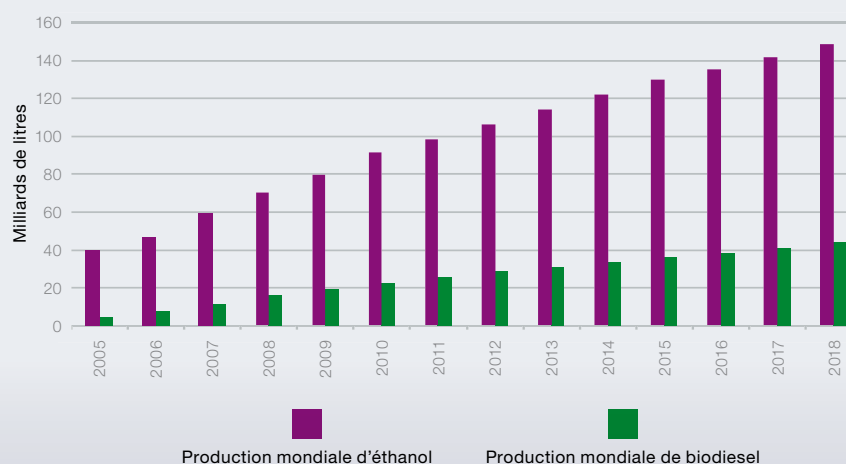
Source: Smith et al, 2008

foresterie offrent déjà des possibilités en matière d'atténuation. Il est possible de réduire les émissions grâce à de meilleures pratiques et une gestion plus efficace des flux de carbone et d'azote. L'amélioration de l'efficacité énergétique du secteur agricole permettra d'éviter ou de déplacer les émissions. En outre, l'énergie fossile utilisée par la production agricole peut dans certains cas être remplacée par les biocarburants produits à partir du bois, de matières premières agricoles et résidus de l'agriculture, des algues et des déchets de poisson. Les actions de conservation des forêts peuvent contribuer à éviter les émissions de carbone.

Les gaz à effet de serre peuvent être extraits de l'atmosphère grâce à des puits de carbone. Dans le secteur forestier, des activités comme le boisement, le reboisement et la restauration peuvent augmenter l'extraction de carbone de l'atmosphère et son stockage dans la biomasse végétale, le système racinaire et les sols. La gestion durable des forêts peut contribuer à la séquestration du carbone. Le piégeage du carbone par les terres cultivées, les prairies et l'agroforesterie pourrait également contribuer de manière significative à l'atténuation des gaz à effet de serre. Selon le GIIEC, 89 pour cent du potentiel d'atténuation de l'agriculture réside dans la séquestration du carbone par les sols et la biomasse grâce à des pratiques de gestion différentes comme par exemple la gestion améliorée des terres cultivées et des pâturages, l'agroforesterie et la réhabilitation des sols dégradés. En limitant la perturbation des sols, par exemple, il est possible d'augmenter le piégeage du carbone par des techniques de labour réduit ou de zéro labour, associées à une rotation des cultures et au maintien d'une couverture du sol.

Bien qu'il existe des techniques et pratiques adéquates d'atténuation des effets du changement climatique, des travaux additionnels sont nécessaires pour mettre au point des techniques applicables à un large éventail de systèmes agricoles et de zones agroécologiques. En outre, des méthodes simples mais efficaces, précises et vérifiables sont nécessaires pour mesurer et évaluer les variations de stocks de

Graphique 2. Projections mondiales d'éthanol et de biodiesel, 2005-2018



Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018

carbone, en particulier dans le contexte des engagements de suivi et de mise au point de mécanismes efficaces de financement du carbone.

L'enjeu réside dans l'élaboration de mécanismes de financement permettant de rémunérer les services environnementaux en général, et les services d'atténuation en particulier, que fournissent les petits agriculteurs et exploitants forestiers. De tels mécanismes doivent inclure des incitations pour la fourniture et la protection des services liés aux écosystèmes tels que la protection des bassins versants, la séquestration du carbone et la conservation de la biodiversité, tout en encourageant les agriculteurs à améliorer leurs techniques de production végétale et animale afin d'augmenter leur productivité.

LES BIOÉNERGIES

Le nombre de personnes tributaires de ressources énergétiques non durables, tirées de la biomasse, est estimé entre 2 et 3 milliards, et 1,6 milliard d'individus, pour la plupart des pauvres en milieu rural, n'ont pas accès à des services d'énergie durable. Cet état de fait aggrave encore la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les politiques et programmes nationaux visant à étendre aux pauvres ruraux l'accès aux services énergétiques contribueront de manière significative au développement durable et à la concrétisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le développement des bioénergies pourrait attirer de nouveaux investissements vers le secteur agricole et ouvrir des perspectives en termes d'emplois et de marchés pour les 2,5 milliards de personnes dépendantes de l'agriculture, dont 900 millions de pauvres ruraux. Bien géré et orienté vers les personnes les plus démunies, le développement des bioénergies peut aussi contribuer à l'amélioration des infrastructures et de l'accès aux marchés dans les zones rurales.

L'évaluation du potentiel d'atténuation des changements climatiques des bioénergies doit prendre en compte la sécurité alimentaire et la disponibilité des ressources. Des critères de développement durable doivent être définis pour garantir une gestion durable des sols et de l'eau et protéger les zones riches en biodiversité et réserves naturelles. Dans le même temps, les droits et les moyens d'existence des communautés locales doivent être préservés. L'amélioration des systèmes d'énergie utilisés par les ménages peut contribuer à réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre, pour un coût relativement faible.

L'impact de la production de biocarburants sur l'atténuation des changements climatiques a été jusqu'ici mitigé, dans la mesure où la réduction des émissions de gaz à effet de serre varie fortement selon le type de biocarburants, les matières premières et les techniques de production

utilisées, et la localisation de la production. Mais en tout état de cause, ces réductions seront limitées, et il se pourrait même que les émissions augmentent si la production de biocarburants accélère la conversion des forêts ou des pâturages en terres cultivées.

En revanche, l'augmentation de la production de biocarburants a déjà eu des effets significatifs sur les marchés agricoles et la sécurité alimentaire. La nouvelle demande de produits agricoles enregistrée ces dernières années a concerné principalement les biocarburants qui, de ce fait, ont contribué à la fois à la hausse récente des prix des produits agricoles et au maintien probable de ces prix à l'avenir, à des niveaux supérieurs à ceux prévus en l'absence d'augmentation de la production de biocarburants. La demande de matières premières agricoles pour la fabrication de biocarburants devrait selon les prévisions influencer fortement les marchés agricoles pendant les dix ans à venir et peut-être au-delà.

L'impact de la production de biocarburants est étroitement lié au lieu de production et aux techniques employées. Des technologies innovantes, parmi lesquelles les technologies de seconde génération, les biocarburants aquatiques, la promotion de méthodes de production durables et de systèmes intégrés de production alimentaire et énergétique, permettent d'en atténuer les effets négatifs et d'en promouvoir les avantages à tous les niveaux. Il est essentiel de développer la recherche pour identifier de meilleures options et de partager les expériences et les connaissances sur les technologies de production des biocarburants afin que tous puissent en bénéficier.

EN CONCLUSION

Les défis imbriqués que constituent la sécurité alimentaire mondiale, l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques, et la nécessité de répondre

à la demande énergétique croissante, ne peuvent être traités séparément. L'impulsion donnée aujourd'hui pour favoriser l'investissement dans des politiques agricoles, institutions et technologies améliorées en vue de relever les défis de la sécurité alimentaire et de la demande énergétique offre une occasion unique d'incorporer les actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques dans les politiques agricoles. De même, tout programme d'action sur le changement climatique devra reconnaître et valoriser les contributions potentielles de l'agriculture aux stratégies d'adaptation et d'atténuation, en privilégiant des options permettant de préserver sa contribution à la sécurité alimentaire mondiale et au développement global.

CONSIDÉRATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE RÉSULTANT DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU DE LA FAO « COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME, 12-13 OCTOBRE 2009)

- Nourrir une population mondiale croissante pose le problème des contraintes qui pèsent sur les ressources naturelles et des défis à relever. Et des arbitrages seront nécessaires pour résoudre certains de ces défis. A titre d'exemple, le développement des biocarburants qui vise à répondre au problème de l'énergie pourrait exacerber l'insécurité alimentaire s'il n'est pas bien géré.
- Les experts sont convenus que les besoins de la sécurité alimentaire étaient prioritaires. Les gouvernements pourraient encadrer l'expansion des biocarburants à travers la réglementation de l'occupation des sols. L'agriculture et l'énergie sont étroitement liées, l'agriculture étant tributaire non seulement de la quantité d'énergie disponible mais aussi du niveau des prix et de leur volatilité. La mise en place

de mécanismes visant à réduire cette volatilité pourrait faciliter une planification rationnelle.

- Dans le prolongement de cette discussion, les participants ont reconnu que l'augmentation de la productivité pourrait être préjudiciable au développement durable. Sans surprise, certains participants ont émis des doutes sur la capacité de la communauté internationale à nourrir durablement la planète, compte tenu des connaissances actuellement disponibles.
- Un thème fort et récurrent tout au long du forum a été l'absence de politiques transversales intégrées (associant par ex. agriculture, foresterie, énergie) et le manque de cohérence entre les politiques mises en œuvre à l'échelle internationale, nationale et locale.
- Les experts ont reconnu que la diversité biologique des cultures offre un moyen d'adapter la production agricole au changement climatique. Ils ont souligné la nécessité pour la Conférence sur le changement climatique de Copenhague de reconnaître les efforts d'adaptation des cultures, notamment la conservation de la diversité et son application aux programmes de sélection végétale comme élément à part entière des efforts globaux d'adaptation.
- Certains ont fait valoir que des cultures mineures et sous-utilisées pourraient être développées à l'avenir et prendre toute leur importance face aux évolutions climatiques futures, en particulier pour les pauvres, et que la diversité biologique pourrait permettre d'accroître non seulement la production mais aussi la qualité nutritionnelle des denrées alimentaires produites. Le volume de la production alimentaire est important, mais l'aspect qualitatif l'est tout autant, en particulier dans la perspective d'une population plus riche et plus éduquée.

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretaire@fao.org





LE DÉFI

La récente crise alimentaire mondiale a mis en évidence la question cruciale de la sécurité alimentaire, la fragilité du système alimentaire mondial et la nécessité d'étoffer la capacité de production agricole tant dans les pays développés que dans les pays en développement pour répondre à la demande actuelle et future de vivres. Le défi est double: il s'agit de garantir la sécurité alimentaire du milliard d'affamés que compte actuellement le monde, et de pouvoir nourrir la population mondiale, qui devrait atteindre les 9,1 milliards en 2050.

L'un des grands problèmes est de parvenir à concevoir un appui aux agriculteurs des pays développés et en développement propre à promouvoir un approvisionnement alimentaire mondial suffisant, la sécurité alimentaire des personnes sous-alimentées, la lutte contre la pauvreté, et à inciter les agriculteurs, en particulier les petits exploitants des pays à faible revenu et à déficit vivrier, à accroître leur production, tout en maintenant à leur minimum les effets de distorsion potentiellement nuisibles pour les pays en développement.

Les pays développés soutiennent les agriculteurs pour accroître leur revenu et en réduire la variabilité, renforcer la compétitivité du secteur agricole, les protéger contre les catastrophes naturelles et fournir des aliments sans danger et de qualité. Les mesures de soutien à l'agriculture qui stimulent la production intérieure peuvent créer des distorsions sur les marchés mondiaux, tels que baisse des cours, fléchissement de la demande de produits importés, limitation de l'accès aux marchés, qui ont, à terme, un effet démotivant sur la production agricole des pays en développement.

QUESTIONS CLÉS

SOUTIEN DÉCOUPLÉ

Si la valeur du soutien total accordé à l'agriculture dans la zone OCDE est resté stable dans le temps, des réformes périodiques introduites depuis le début des négociations du Cycle d'Uruguay ont modifié le poids relatif des différents instruments de politique, avec une importance accrue du soutien dit découplé selon les dispositions de l'OMC. Les paiements en fonction de la superficie, des droits antérieurs, des contraintes sur les intrants et du revenu historique total de l'exploitation sont considérés comme « découplés » des décisions courantes touchant la production et donc comme ayant moins d'incidences sur la production et les échanges.

Les politiques découplées, qui comprennent non seulement un soutien à la mise hors production des terres, mais aussi au développement des technologies et des compétences du capital humain agricole, ainsi que des incitations à l'entretien des terres mises hors production pour permettre leur remise en culture rapide et garantir leur viabilité écologique, ainsi que d'autres mesures similaires, pourraient être une solution, conjuguées à des réserves matérielles de produits de base. Les terres productives retirées de la production peuvent être remises en culture en 6 à 10 mois dans les pays à revenu élevé (la réaction récente à l'augmentation de l'offre le démontre), et offrent une réserve considérable pour parer à d'éventuelles pénuries alimentaires, sans avoir de production excédentaire qui créerait des distorsions sur les marchés mondiaux actuels.

L'AUGMENTATION DU SOUTIEN BASÉ SUR L'ASSURANCE

À mesure que les pays de l'OCDE abandonnent les politiques de soutien à l'agriculture basées sur les produits au profit de mesures découplées, les revenus agricoles deviennent plus variables, et l'on compte de plus en plus pour les protéger sur des filets de sécurité publics, sous la forme de mesures visant à atténuer les risques, comme les assurances contre les pertes de revenu ou les intempéries. Alors que dans les pays de l'OCDE, des assurances privées permettent de se prémunir contre la plupart des risques agricoles, le soutien basé sur des assurances publiques tend, dans certains cas, à évincer les assurances privées, ce qui pourrait favoriser une augmentation d'activités de production plus risquées et avoir un effet de distorsion.

Pour que les régimes d'assurance publics n'aient pas d'effet de distorsion, ils doivent corriger des défaillances du marché, par exemple pour les événements très imprévisibles et peu probables mais très dommageables, qui ne sont généralement pas assurés par le secteur privé, mais peuvent avoir des effets dévastateurs pour les producteurs. Les autres risques « plus normaux » peuvent être pris en charge par le marché privé et par les exploitants, grâce à divers instruments, tels que les assurances indexées, les instruments financiers modernes de gestion des risques, etc.

L'ACCÈS AUX MARCHÉS DANS LES PAYS DE L'OCDE

Les politiques appliquées aux frontières qui restreignent l'accès aux marchés des pays tiers faussent les échanges. L'accès au marché est limité par des obstacles tarifaires et par une vaste gamme de mesures non, qui exercent un effet de distorsion sur les

échanges et la production du fait qu'ils protègent les producteurs locaux. Les exportations en provenance de pays en développement vers les marchés des pays de l'OCDE restent assujetties à des droits d'importations élevés, sauf pour les pays qui bénéficient d'un accès. Les analyses montrent que les restrictions de l'accès aux marchés varient considérablement d'un pays à l'autre, et qu'elles pénalisent lourdement près de 30 pays en développement. Dans les pays riches, ces limitations frappent principalement les produits carnés et laitiers, le sucre et le tabac. Un schéma typique de protection apparu dans nombre de pays développés après le Cycle d'Uruguay semble être l'imposition de droits élevés sur les denrées produites dans les zones tempérées, et faibles sur les produits tropicaux. La montée des droits demeure notable et pourrait avoir des impacts de taille sur le développement des agroindustries dans les pays en développement. Les échanges agricoles des pays en développement

pourraient augmenter fortement si les pays de l'OCDE leur autorisaient un accès accru à leurs marchés et réduisaient les subventions agricoles et les droits à l'importation.

MESURES RELATIVES AUX EXPORTATIONS

Les subventions aux exportations ont un effet de distorsion car elles incitent à produire, et l'exportation des excédents de production a tendance à faire baisser les cours mondiaux. Sur le plus long terme, l'effet combiné des subventions aux exportations et des subventions intérieures à certains produits dans les pays de l'OCDE peut avoir joué dans le sens d'une réduction des productions des pays en développement, d'une plus grande dépendance à l'égard des importations, et d'une modification des schémas de consommation.

Les crédits à l'exportation permettent aux acheteurs étrangers de différer les paiements dans des conditions plus favorables que ne le permettent les institutions financières. Leur

utilisation est justifiée, entre autres, par le fait que le pays bénéficiaire manque de liquidités et que leur utilisation peut donc améliorer, et non fausser, le commerce. Les faits révèlent toutefois que les pays pauvres n'ont reçu qu'une petite partie des crédits offerts à l'exportation.

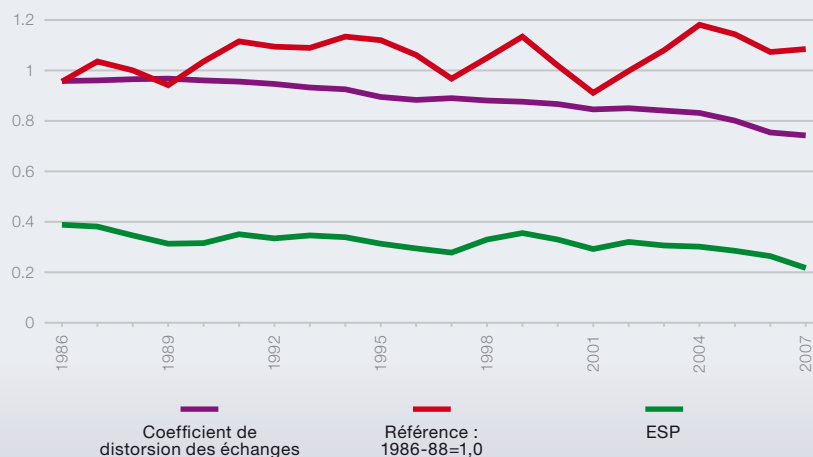
L'aide alimentaire peut fausser les échanges s'il n'y a pas d'« additionnalité de la consommation ». L'aide alimentaire d'urgence est totalement additionnelle puisque les bénéficiaires sont privés d'accès à l'alimentation additionnelle nécessaire. L'aide alimentaire hors situation d'urgence a un effet d'additionnalité à des degrés divers et donc des effets de distorsion.

L'APPUÏ À L'AGRICULTURE DANS LES PÉRIODES DE DÉVELOPPEMENT

Les politiques agricoles des pays en développement ont dans une large mesure été dictées par la nécessité d'accélérer la transition d'économies rurales et de structures agraires à faible revenu vers des économies plus développées fondées sur l'industrie. Aux premiers stades de cette transition, les politiques adoptées visaient généralement à maintenir à un bas niveau les prix alimentaires et par conséquent les salaires. L'effet global de ces politiques, mesuré par les Coefficients nominaux de soutien (CNS a été dans une large mesure défavorable pour les producteurs agricoles (CNS négatifs) (Figure 2). Le secteur agricole de nombreux pays en développement a été de manière générale pénalisé par ces politiques et confronté à de faibles taux de croissance et à une forte incidence de la pauvreté, qui ont eu pour effet d'accroître leur dépendance à l'égard des importations alimentaires.

À des stades ultérieurs de la transition, c'est-à-dire au moment où le revenu moyen

Figure 1: Soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, 1986-2007



Source: FAO



FAITS ESSENTIELS

► La valeur monétaire de l'appui total de l'OCDE à l'agriculture est resté plus ou moins stable dans le temps, malgré des réformes périodiques depuis le début des négociations du Cycle d'Uruguay. Selon l'OCDE, de 1986-87 à 2005-07, le rapport entre le soutien aux producteurs et la valeur de la production a fléchi de 40 à 29 pour cent. Il s'ensuit que le coefficient total de distorsion des échanges du soutien à l'agriculture

dans la zone OCDE a fléchi de 0,96 en 1986 à 0,74 en 2007 (Figure 1).

► Le contexte mondial dans lequel fonctionnent les politiques de soutien de l'OCDE a évolué au fil du temps: après une situation caractérisée par une offre excédentaire endémique et des prix réels des produits de base en baisse, les prix montent malgré un ralentissement de la croissance de la demande. L'augmentation de la demande bioénergétique représente selon les estimations 30% de la hausse des prix moyens pondérés des céréales entre 2000 et 2007. Les prix

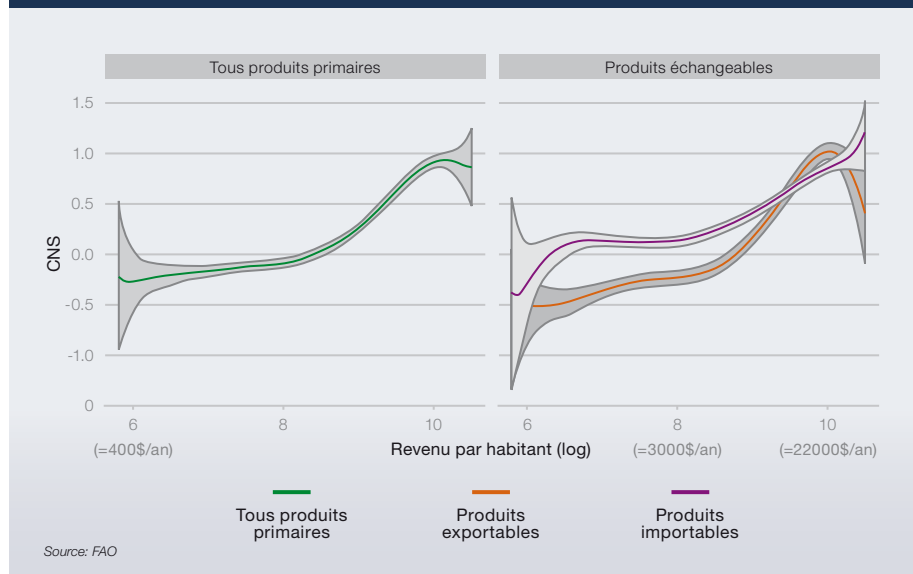
augmente (en général pour s'établir à au moins 8 000 dollars des États-Unis par habitant), et où la proportion d'agriculteurs dans l'emploi total diminue, les mesures de soutien à l'agriculture dans les pays en développement semblent devenir positives, les CNS augmentant au fur et à mesure que la part de l'agriculture dans l'économie décroît et que le revenu agricole moyen et les revenus totaux augmentent (Figure 2).

Il est toutefois de plus en plus couramment admis aujourd'hui que le développement de l'économie dans son ensemble passe nécessairement par la croissance agricole. En outre, l'expérience montre que la croissance du PNB due au secteur agricole est plus efficace pour faire reculer la pauvreté que la croissance attribuable aux secteurs non agricoles. Ceci a déterminé un changement de cap stratégique en faveur de l'agriculture, notamment des petits exploitants, et des activités connexes. L'initiative du G8 sur la sécurité alimentaire, adoptée à L'Aquila en juillet 2009, en est une illustration concrète.

LES POLITIQUES COMMERCIALES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Les politiques commerciales des pays en développement varient, allant de droits de douane très faibles dans les pays à plus faible revenu à des taux intermédiaires ou élevés dans certains pays en développement à revenu intermédiaire. Les politiques commerciales devraient être complémentaires des politiques et stratégies nationales d'investissement. De ce fait, les marges de manœuvre, par exemple sous la forme de mesures aux frontières flexibles tenant compte des « écarts de développement », sont à justifier comme aptes à soutenir l'investissement intérieur ou la petite agriculture.

Figure 2. Coefficient nominal de soutien (CNS) moyen de la production agricole, comme fonction du revenu par habitant du pays



De nombreux pays en développement ont engagé d'importantes réformes économiques depuis les années 80, consistant notamment à supprimer progressivement les taxes à l'exportation, à réduire la protection des produits manufacturés, et à laisser les forces du marché déterminer la valeur de leur monnaie. Toutefois les taux de distorsion sur les marchés de produits et surtout de facteurs restent importants dans nombre de secteurs agricoles. Les politiques commerciales doivent être intégrées de manière à favoriser la poursuite des objectifs fondamentaux – réduction de la pauvreté, développement durable – pour être utiles aux pauvres et aux gens qui n'ont pas de sécurité alimentaire. Elles devraient encourager la croissance équitable, promouvoir le développement humain, et garantir une bonne gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

SUBVENTIONS À L'ACHAT D'INTRANTS

Les subventions à l'achat d'intrants, appliquées comme il convient, pourraient jouer un rôle majeur dans le développement de l'agriculture, stimuler la production et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Toutefois, elles comportent le risque d'une conception et d'une mise en œuvre coûteuses et inefficaces grevant des ressources rares. Selon les circonstances locales, les subventions aux intrants sont surtout efficaces pour stimuler la production et induire des effets multiplicateurs sur la croissance pour les denrées de base, en particulier dans les pays où les marchés sont incomplets ou inexistants, et peuvent nécessiter des politiques d'investissement complémentaires. Jusqu'à présent, les politiques de subventions aux intrants ont présenté dans certaines régions des défauts de conception et de mise en œuvre, et il est probable qu'il faudrait se préoccuper plus de la mise en place des infrastructures

des denrées ont baissé depuis les sommets atteints en 2008, mais on prévoit qu'ils resteront élevés par rapport à leur valeur historique.

- Les pays et les ménages du monde en développement ne sont pas touchés de manière uniforme par les distorsions créées par les politiques de l'OCDE, en raison des préférences commerciales sélectives entre les pays et des positions différentes des importations ou des achats nets entre pays et entre ménages (ruraux, urbains) d'un même pays.

- Pour les pays en développement, le recul des investissements agricoles des deux dernières décennies, dû en partie à la faiblesse des cours, combiné à l'élimination des services de soutien (crédit, commercialisation, aide pour les intrants, etc.), a eu des effets nuisibles sur la croissance de la production agricole (entraînant bel et bien dans certains cas une baisse de la production, des rendements et de la qualité). La conséquence en a été une réduction marquée des revenus des exploitants et la montée de la pauvreté en milieu rural.

d'approvisionnement en intrants et de l'accessibilité dans le cadre d'une stratégie d'investissement à long terme.

FILETS DE PROTECTION DES PETITS EXPLOITANTS

L'agriculture des pays en développement est beaucoup plus exposée à divers risques naturels et commerciaux. Faute d'autres instruments et filets de sécurité, les petits producteurs des pays en développement dépensent une grande partie des sommes qu'ils peuvent épargner pour s'assurer eux-mêmes contre ces risques. En outre, ils se trouvent souvent piégés dans des activités de production peu rentables, mais peu risquées. Des politiques visant à réduire les risques auxquels sont confrontés les agriculteurs à faible revenu et à les aider à faire face aux crises pourraient être décisives pour libérer leur épargne et les aider à sortir du piège de la pauvreté. En outre, les interventions publiques devraient comporter des filets de sécurité protégeant des menaces à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'une rétribution des services environnementaux assurés par les exploitants. Des filets de sécurité basés sur le marché, tels que les assurances-climat indexées, pourraient compléter utilement d'autres mesures de soutien interne pertinentes. Les mesures réduisant les risques et incertitudes liés aux revenus et aux prix peuvent par exemple consister à investir dans des infrastructures d'information permettant aux marchés de l'assurance de fonctionner, des systèmes d'information sur les marchés améliorant la transparence de ces derniers et facilitant les échanges, des législations et des cadres juridiques clairs et stables ainsi que des régimes d'assurance et des filets de sécurité ciblés contre les mauvaises récoltes, les sécheresses et d'autres catastrophes.

GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES MONDIALES

Les événements récents donnent à penser qu'il faut créer des mécanismes mondiaux de sécurité contre les crises alimentaires provoquées par les crises économiques. On pourrait penser à un système de réaction rapide conçu pour redynamiser la production alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, tirant parti des mécanismes déjà en place visant les catastrophes naturelles ou les crises résultant de conflits. Un autre mécanisme pourrait rectifier le financement insuffisant des importations pendant les périodes de prix alimentaires élevés. Il faut des stratégies et des institutions qui assurent à tous les pays importateurs nets de denrées un accès suffisant à l'approvisionnement en période de crise.

INTERVENTIONS À ENVISAGER

L'un des principaux défis pour les décideurs est de parvenir à formuler et à concevoir un appui aux agriculteurs des pays développés et en développement qui leur permette d'atteindre leurs objectifs nationaux distincts sans porter préjudice aux producteurs des pays tiers, et dans le même temps de promouvoir des approvisionnement alimentaires adéquats et la sécurité alimentaire dans le monde, tout en ne provoquant que le minimum d'effets de distorsion sur les échanges et les marchés.

- ▶ À quels types de mesures de soutien peut-on avoir recours pour garantir que les agriculteurs continuent à pratiquer des activités rurales et augmentent leur productivité et leur production pour relever les futurs défis de l'économie agroalimentaire? Quelles formes pourrait revêtir un soutien sans effet de distorsion aux agriculteurs dans les pays en développement et développés? Les petits exploitants des pays en développement

ont-ils besoin d'un soutien spécifique couplé à court, moyen et long termes pour devenir plus productifs et compétitifs?

- ▶ Le découplage des politiques de soutien de l'OCDE pourrait-il être étendu de manière plus égale entre les pays de l'OCDE et à tous les produits agricoles de base? Des mesures de soutien découplé pourraient-elles être liées au maintien d'une « réserve de production » agricole dans les pays à haut revenu?
- ▶ Compte tenu des niveaux de soutien que continuent d'accorder à leurs agriculteurs les pays développés, les pays de l'OCDE pourraient-ils offrir aux pays à faible revenu des financements compensatoires pour promouvoir l'investissement agricole ou d'autres mesures destinées à renforcer la croissance du secteur?
- ▶ Les pays de l'OCDE devraient-ils limiter les systèmes publics d'assurance aux risques agricoles extrêmes et imprévisibles qui causent des défaillances du marché et laisser le secteur privé garantir les autres risques?
- ▶ Quelles pourraient être les caractéristiques d'un fonds de réaction rapide destiné à aider les agriculteurs des pays à faible revenu et à déficit vivrier à dynamiser leur production en cas de crise alimentaire imputable à un choc économique?
- ▶ Quels types d'institutions et d'arrangements pourrait-on envisager pour assurer un accès suffisant aux pays importateurs nets de vivres en période de crise alimentaire mondiale?
- ▶ Est-il possible de mettre en place des dispositifs permettant aux petits exploitants de tirer parti du système de crédits-carbone?

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretariat@fao.org





LE DÉFI

Après des décennies de baisse de la production vivrière par habitant, les perspectives d'avenir pour l'Afrique et l'agriculture africaine suscitent un nouvel optimisme. La croissance agricole et économique dans son ensemble a dépassé la croissance démographique dans de nombreux pays, les conflits armés se font plus rares, les institutions régionales et sous-régionales sont renforcées et le développement de l'environnement des entreprises a bien progressé. Tous les acteurs s'accordent à reconnaître que l'agriculture africaine présente un énorme potentiel de croissance grâce à l'abondance de ses ressources naturelles, à savoir la terre et l'eau.

L'agriculture en Afrique subsaharienne a su tirer parti d'un meilleur environnement macroéconomique et d'avantages tarifaires, obtenus entre autres grâce à une « imposition » réduite de l'agriculture et à des prix plus élevés sur le marché mondial. Le taux négatif de protection pour l'Afrique dans son ensemble s'est amélioré, passant de moins 20 pour cent en 1975-79 à moins

10 pour cent dans les cinq premières années de la décennie actuelle pour devenir presque nul en 2005. Les perspectives positives qui s'offrent à l'agriculture africaine ne prendront pas forme sans une action politique concertée et déterminée et des investissements massifs, si la croissance agricole doit être durable et se traduire par une réduction considérable de la malnutrition et de la pauvreté.

De nombreux problèmes doivent être surmontés, y compris le fossé technologique croissant, l'insuffisance des infrastructures, la réduction des capacités techniques, la faiblesse des systèmes de commercialisation des intrants et des extrants, la lente progression de l'intégration régionale, le manque de gouvernance et une faiblesse institutionnelle dans certains pays, les conflits et les répercussions importantes et la fréquence du VIH-SIDA et d'autres maladies.

Accroître les capacités permettant de développer et d'appliquer des technologies et des politiques agricoles plus pointues, améliorer l'accès des agriculteurs à l'eau et aux intrants modernes (semences de

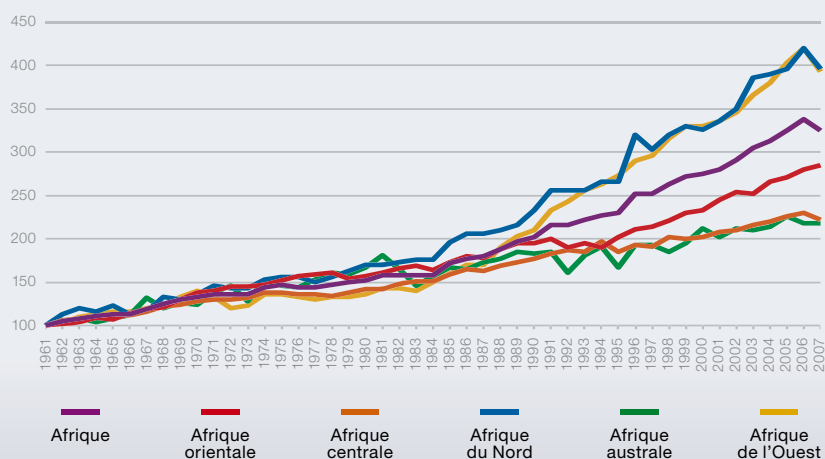
haute qualité, engrais, etc.), construire des infrastructures rurales (routes, stockage, etc.), établir un lien entre les petits exploitants et les marchés et les aider à s'adapter aux nouvelles conditions et à devenir plus productifs, accroître les possibilités d'emploi rural, réduire les risques et la vulnérabilité, surtout aux épisodes climatiques extrêmes et à la fluctuation des prix, et améliorer l'accès aux ressources et aux compétences seront les mesures à prendre en priorité pour s'assurer que la croissance agricole et rurale aille de pair avec la réduction de la pauvreté. A cette fin, des investissements, tant publics que privés, seront nécessaires.

LES PROBLÉMATIQUES

RESSOURCES NATURELLES

Les ressources en eau naturelle sont certes abondantes à l'échelle du continent, mais cette abondance n'est pas uniformément répartie et jusqu'à présent, l'Afrique n'a pas pu intensifier sa production agricole au moyen de l'irrigation et d'une meilleure gestion de l'eau (récupération et stockage de l'eau). Moins de 4 pour cent des ressources en eau de l'Afrique subsaharienne sont mobilisées et moins d'un quart de l'ensemble des terres pouvant servir à l'agriculture irriguée est utilisé. L'agroécologie de la savane humide dispose d'un énorme potentiel pour améliorer la production végétale et animale si elle est correctement gérée, selon les enseignements tirés d'autres régions, comme les innovations qui ont permis d'augmenter sensiblement la production dans le Cerrado au Brésil. La FAO a estimé que les terres supplémentaires qui pourraient être cultivées couvrent plus de 700 millions d'hectares. Mais

Indice de production agricole (1960=100)



Source: FAOStat

parallèlement, force est de constater que pour exploiter de nouvelles terres agricoles, des investissements énormes dans les infrastructures et la technologie ainsi que des garanties appropriées seront nécessaires pour éviter d'éventuels impacts négatifs sur l'environnement.

TECHNOLOGIE

L'augmentation de la productivité agricole en Afrique dépend en grande partie de la variété des environnements agroécologiques et des systèmes d'exploitation et du nombre important d'aliments de base que produit l'agriculture. Les gains de rendement associés à des variétés à haut rendement ont été beaucoup plus faibles en Afrique subsaharienne que dans les autres régions, en raison notamment des insuffisances des marchés des intrants et des extrants, des services

de vulgarisation et des infrastructures. L'agriculture de conservation pourrait constituer une option complémentaire viable compte tenu du climat, des infrastructures et de la situation en matière d'équipements et de main-d'œuvre dans certaines régions d'Afrique. Il existe aussi des solutions pour supprimer les grands écarts de performances dans la production agricole par l'application à différents niveaux de systèmes avancés dans la génétique, les techniques d'alimentation, le contrôle de la santé animale et la sélection des animaux et les technologies de production et de traitement des produits. Leur application a été jusqu'à présent limitée par la faiblesse des institutions en aval et en amont. Avec des technologies appropriées et adaptées aux conditions locales, la région dispose donc d'un fort potentiel dans les secteurs des pêcheries et de la production aquacole.

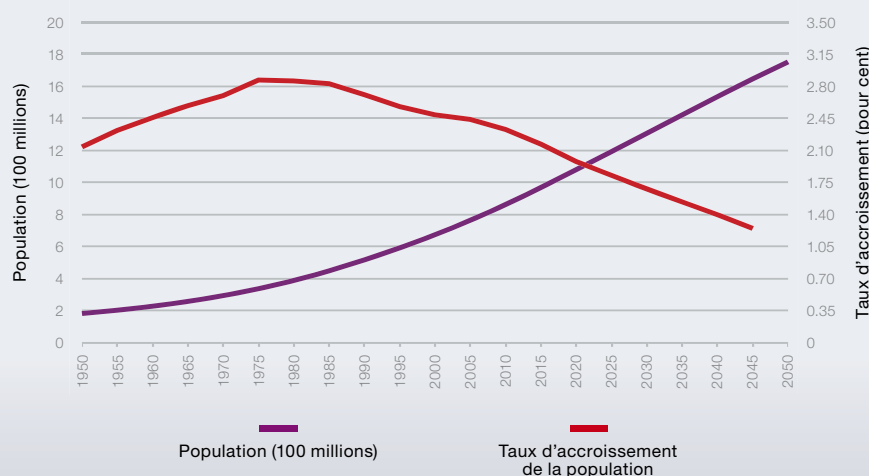
PERSPECTIVES POUR LES PETITS EXPLOITANTS

La petite agriculture est la principale forme d'organisation agricole en Afrique. Par conséquent, le développement agricole (surtout celui des aliments de base) et la réduction de la faim et de la pauvreté seront étroitement liés à la croissance de la petite agriculture. Les systèmes alimentaires ont cependant tendance à devenir des chaînes mondialement intégrées, davantage axées sur la connaissance et à forte intensité de capital. Un capital moins cher, l'introduction de nouvelles technologies et de plus grandes possibilités d'emploi en dehors de l'exploitation contribuent à modifier la taille optimale des exploitations au bénéfice des plus grandes. Il pourrait en résulter à terme une augmentation de la taille moyenne des exploitations, un remembrement agricole, une plus grande commercialisation de l'agriculture et une migration, peut-être forcée, en dehors du secteur. Dans ce processus, les petits exploitants subiront une pression pour s'adapter. Il est donc urgent de mettre au point des programmes, des plans et des politiques adaptés aux conditions locales pour renforcer la capacité des petits exploitants à stimuler leur productivité et à devenir plus compétitifs, afin qu'ils aient accès à des secteurs dynamiques pour les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Les investissements en faveur des petits producteurs doivent être accrus.

ÉTABLISSEMENT D'UN LIEN ENTRE L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE

Il est impératif de réduire le fossé nutritionnel en Afrique subsaharienne, où

Estimations de la population pour l'Afrique subsaharienne: 1950-2050



Source: UN



QUELQUES FAITS ESSENTIELS

- Pour le continent dans son ensemble, la croissance économique se situait bien au-delà de 5 pour cent jusqu'en 2008 et dépassait 5,5 pour cent pour l'Afrique sub-saharienne. Depuis 2000, une grande partie de cette croissance était tirée par les exportations de produits de base. En Afrique sub-saharienne, la croissance de l'agriculture a dépassé 3,5 pour cent, soit une progression beaucoup plus rapide que la croissance démographique actuelle, qui est de 2 pour cent par an.
- Néanmoins, 212 millions de personnes ont souffert de faim et de malnutrition chroniques en 2004-06 en Afrique sub-saharienne, ce qui représentait environ 30 pour cent de la population totale. D'après les estimations, ce chiffre a augmenté pour atteindre les 265 millions en 2009 sous l'effet des prix alimentaires élevés et de la crise économique.

Quelque 38 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique.

- La population de l'Afrique subsaharienne devrait atteindre entre 1,5 et 2 milliards de personnes en 2050, contre 770 millions en 2005. En dépit d'un exode rural rapide, il est également probable que le chiffre total de la population rurale continuera de progresser.
- Les rendements céréaliers ont peu augmenté et se situent toujours autour de 1,2 tonne par hectare dans la région, contre une moyenne d'environ 3 tonnes par ha dans l'ensemble des pays en développement.
- L'utilisation d'engrais n'était que de 5 kg par hectare en Afrique subsaharienne en 2007, contre 62 kg au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 127 kg en Asie du Sud et 152 kg en Amérique du Sud.
- En Afrique sub-saharienne, seulement 4 pour cent des terres arables sont irriguées, contre environ 20 pour cent dans le monde et 38 pour cent en Asie.

la différence entre les apports effectifs et les apports optimaux est la plus grande et où l'incidence de la sous-alimentation est la plus importante. L'amélioration de la sécurité alimentaire doit aller de pair avec l'amélioration de la sécurité nutritionnelle qui concerne l'élément « qualité » de la production, de la consommation et des besoins physiologiques alimentaires. Pour réduire le fossé nutritionnel, il est nécessaire d'investir dans la recherche pour améliorer la teneur en macronutriments et en micronutriments des cultures et dans les services de vulgarisation pour parfaire la connaissance des plantes pouvant être utilisées pour accroître la diversité des cultures et la diversité de l'alimentation individuelle.

FAIBLESSE DE LA CAPITALISATION ET DES INVESTISSEMENTS

En Afrique subsaharienne, l'agriculture est extrêmement sous-capitalisée. Cette situation s'explique par l'insuffisance des investissements et par l'accroissement rapide de la population rurale dans la région. L'insuffisance des investissements dans le développement de la chaîne de valeur de la production agricole et dans les services de soutien peut avoir un impact hautement préjudiciable sur la sécurité alimentaire de la majorité des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim, qui vivent dans des zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour gagner leur vie. Aujourd'hui, il est absolument nécessaire d'investir à grande échelle dans les biens publics en faveur de l'agriculture, notamment la recherche et la vulgarisation, les routes rurales, les

Tableau 2: Avantages des petites et grandes exploitations en matière de coûts de transaction		
	Petites exploitations	Grandes exploitations
Supervision, motivation, etc. de la main-d'œuvre non qualifiée	X	
Connaissances locales	X	
Achats de produits alimentaires et risques (subsistance)	X	
Main d'œuvre qualifiée		X
Connaissance du marché		X
Connaissances techniques		X
Achat d'intrants		X
Finance et capital		X
Terre		X
Marchés des produits		X
Traçabilité et assurance qualité du produit		X
Gestion du risque		X

Source: Poulton et al. 2005

grands projets d'alimentation en eau, l'enseignement et les soins de santé. Un climat d'investissement favorable exige des institutions qui fonctionnent bien et accordent et protègent efficacement les droits de propriété, favorisent le commerce, réduisent les risques et facilitent l'action collective.

DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS

Parmi les pays les moins avancés d'Afrique, nombreux sont ceux qui sont devenus de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires au cours de ces dernières décennies. Cette dépendance n'est pas nécessairement un problème grave en soi, dès lors que d'autres secteurs d'exportation peuvent être développés pour générer des revenus et payer ces importations et que la disponibilité et

la stabilité des produits alimentaires de base sur les marchés internationaux sont garanties. Dans ces pays, les consommateurs ont pu bénéficier des prix bas des denrées alimentaires importées, résultant entre autres des subventions agricoles dans les pays riches, mais la récente flambée des prix a démontré la précarité de cette situation, tout en soulignant les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs (en particulier les petits exploitants) lorsqu'ils tentent d'accroître leur production en réponse à des prix plus élevés. Cela montre les limites qui existent du côté de l'offre dans ces pays. La solution structurelle pour que l'Afrique subsaharienne puisse atteindre la sécurité alimentaire consiste pour elle à accroître sa production et sa productivité agricoles, en particulier celles des petits agriculteurs et des ménages ruraux.

- Environ 65 pour cent des terres ensemencées en Afrique sub-saharienne sont préparées à la main, 25 pour cent à l'aide d'animaux de trait et moins de 10 par cent par tracteur. Les prévisions jusqu'en 2050 montrent que le recours aux tracteurs sera inférieur de quelque 50 pour cent à toutes les autres régions.
- Des pertes après récolte élevées caractérisent la production agricole africaine; elles peuvent atteindre 15 pour cent pour les céréales, les légumes secs et les graines oléagineuses, 30 pour cent pour les racines et les tubercules et 40 pour cent pour certains fruits et légumes. Pour les céréales, les pertes représentent environ 17 millions de tonnes chaque année.
- L'introduction de systèmes avancés dans les domaines de la génétique, de l'alimentation du bétail, du contrôle de la santé animale et d'autres technologies de production a stimulé la productivité du cheptel, en

- particulier dans les sous-secteurs en croissance rapide constitués par la fourniture de volaille, de viande porcine et de produits laitiers aux centres urbains, et sur certains hauts plateaux tempérés. Cependant la productivité du cheptel reste faible dans l'ensemble.
- En Afrique sub-saharienne, les forêts sont essentielles à la subsistance de millions de personnes dont les moyens d'existence quotidiens dépendent de leurs services et elles représentent des puits de carbone et des zones de biodiversité d'un intérêt vital. L'Afrique compte actuellement 16 pour cent de la superficie forestière globale et produit environ 19 pour cent du bois rond mondial (2006). Le bois de chauffage représente environ 90 pour cent de la production de bois rond. La valeur ajoutée que l'Afrique tire du secteur forestier s'élève à 14 milliards USD.
 - L'Afrique sub-saharienne ne contribue actuellement, avec 0,6 million de tonnes, que pour 1,2 pour cent à la production aquacole mondiale.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique devrait avoir une incidence négative sur l'agriculture, la foresterie et la pêche dans la plupart des régions d'Afrique, notamment sous l'action de phénomènes climatiques extrêmes comme les inondations et les sécheresses, qui deviendront plus fréquents, mais il ouvrira également de nouvelles perspectives dans certaines régions où les précipitations et d'autres paramètres climatiques pourraient s'améliorer. D'autres perspectives résultent de la possibilité de négocier et de compenser les émissions de carbone. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les rendements des cultures irriguées en Afrique subsaharienne pourraient avoir chuté de 50 pour cent en 2020. Le changement climatique devrait être placé au cœur des programmes d'agriculture générale et d'atténuation des risques et les capacités de développement de la technologie agricole devraient être renforcées. En particulier, il est essentiel de mettre au point des variétés de cultures et des races d'élevage qui soient adaptées aux nouvelles conditions climatiques et de promouvoir des innovations qui accroissent les matières organiques des sols et les couvrent afin d'améliorer la résistance aux inondations et aux sécheresses.

VIH – SIDA

L'Afrique, incapable de se développer aussi rapidement que le reste du monde en développement, a laissé à ses habitants un héritage de pauvreté et de faim. Cette faible croissance a non seulement amoindri les ressources intérieures disponibles pour investir dans les infrastructures, le développement agricole, la santé, l'enseignement et la nutrition, mais elle a également aggravé l'épidémie de VIH-SIDA, qui entraîne un cercle vicieux de pauvreté et de maladie. Dans les zones rurales, le VIH-SIDA a réduit la main-d'œuvre agricole et retardé encore plus la production. En

outre, la transmission intergénérationnelle du savoir a été interrompue dans de nombreuses communautés rurales en raison du décès prématuré de petits exploitants qui sont morts avant d'avoir pu transmettre à leurs enfants des compétences agricoles importantes.

RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Les institutions d'État dédiées à l'agriculture en Afrique sont particulièrement faibles dans les pays les plus pauvres. Des institutions sont nécessaires pour soutenir les agriculteurs et renforcer le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux (intrants, extrants, réglementation, gestion du risque, information, cadre pour les organisations et les coopératives) et d'autres pour gérer les risques climatiques et autres. La stabilité politique et la paix doivent toujours faire partie des préoccupations.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES SUSCITÉES PAR LE FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU « COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME, 12-13 OCTOBRE 2009)

- ▶ En Afrique subsaharienne, les efforts de développement devraient accorder la priorité principale à l'agriculture, étant donné sa forte contribution au PIB, à l'emploi, à la formation de revenus et aux recettes d'exportation. Les zones rurales, où vit la majorité des pauvres et des personnes touchées par l'insécurité alimentaire, doivent bénéficier d'une attention spéciale.
- ▶ Le Programme global de développement agricole pour l'Afrique (CAADP) est devenu un centre de production de stratégies et de plans destinés à stimuler l'agriculture. Le CAADP change la manière de planifier et de financer le développement de l'agriculture. Dirigé par des gouvernements africains et l'Union africaine, il réunit différentes parties prenantes. Le CAADP reconnaît la complexité de l'agriculture et par

conséquent l'existence de multiples points d'entrée pour favoriser la croissance du secteur. De grands efforts sont faits pour transcrire cette vision en programmes et projets nationaux.

- ▶ Actuellement, il est urgent de travailler avec les petits exploitants pour améliorer leur accès aux marchés, à leurs intrants comme à leurs extrants, et au crédit, pour accroître leur productivité et leurs revenus. Néanmoins, en raison de l'industrialisation et de la mondialisation de l'agriculture, à l'avenir, le nombre des petits agriculteurs à temps plein pourrait diminuer et les terres pourraient être de plus en plus cultivées dans le cadre de grandes exploitations.
- ▶ L'Afrique dispose d'écosystèmes plus variés et par conséquent d'un plus large éventail de systèmes d'exploitation que d'autres régions. Une révolution verte ne serait donc pas la même en Afrique que celle qui est intervenue en Asie.
- ▶ Du fait de la variété des environnements sur le continent africain, il peut être nécessaire de procéder à des investissements dans la recherche proportionnellement plus importants. Les États doivent consacrer davantage de fonds à la recherche afin que l'effort de recherche soit suffisant et que les pays et les régions puissent s'approprier les programmes relevant de ce domaine.
- ▶ Si on estime de plus en plus que l'Afrique doit s'appuyer sur ses propres ressources pour favoriser le développement de son agriculture – comme le firent les pays asiatiques il y a une génération – les inquiétudes sont vives quant aux termes des échanges entre l'Afrique et le reste du monde. Les subventions versées aux agriculteurs des pays de l'OCDE et les pratiques restrictives en matière d'échanges assombrissent toujours les perspectives des agriculteurs africains, sur leurs marchés nationaux et à l'exportation.

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire
Rome 16–18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secreariat@fao.org





LE DÉFI

La production vivrière mondiale devra augmenter de 70 pour cent d'ici à 2050 pour satisfaire les besoins alimentaires de 2,3 milliards de personnes supplémentaires. Dans les pays en développement, cette production devra pratiquement doubler et l'augmentation de la production céréalière sera obtenue à 80 pour cent par des rendements plus élevés et l'accroissement de l'intensité culturale. Mais le fait est qu'à l'échelle de la planète, le taux d'accroissement des rendements des principales cultures céréalières n'a cessé de décroître. Le défi de la recherche-développement dans les secteurs agricole et alimentaire consiste à renverser cette tendance.

Ce défi sera d'autant plus pressant que le changement climatique devrait avoir une incidence significative sur la production agricole. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), une hausse de plus de 2 °C de la température entraînera une contraction importante du potentiel de la production vivrière mondiale et pourrait provoquer une chute des rendements de cultures à l'échelle planétaire. Les baisses seraient particulièrement prononcées dans les basses latitudes. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, par exemple, si la température augmente de plus de 2 °C et en l'absence de mesures d'adaptation efficaces, la baisse des rendements pourrait atteindre entre 20 et 40 pour cent.

Pour relever ces défis, il sera nécessaire de repousser les limites technologiques. Ainsi, une demande accrue de biocarburants liquides pourrait exercer une pression supplémentaire sur la production agricole mondiale. L'intensification de la recherche sur les biocarburants de deuxième génération et le déploiement de ces

technologies pourraient fortement contribuer à réduire les pressions sur les cultures vivrières et les ressources naturelles. De nouvelles technologies seront également nécessaires pour tenter de résoudre le problème de la pénurie d'eau, qui prend rapidement de l'ampleur, et pour réduire les pertes après récolte.

LES PROBLÉMATIQUES

COMBLER LES ÉCARTS DE RENDEMENT

Les écarts de rendement et de performances, tant pour les cultures que pour l'élevage, sont essentiellement dus au fait que les technologies connues ne sont pas appliquées dans les champs des agriculteurs. L'une des principales raisons est que les agriculteurs ne bénéficient pas d'incitations économiques suffisantes pour adopter des semences ou des techniques de production améliorant le rendement. Cette situation s'explique par de nombreux facteurs, y compris le manque d'accès à l'information, de services de vulgarisation ou de compétences techniques et de gestion. Des infrastructures rurales insuffisantes, des institutions faibles et des politiques agricoles défavorables peuvent également créer des obstacles à l'adoption et à la diffusion de technologies. Les solutions se trouvent dans les investissements du secteur public dans les institutions et infrastructures, dans l'amélioration des liens entre recherche et vulgarisation et dans des politiques bien conçues pour encourager l'adoption de technologies permettant d'accroître la productivité et de réduire les coûts. Des modifications des techniques de gestion agricoles peuvent également contribuer à combler les écarts de rendement, de même qu'une utilisation plus efficace

et durable des ressources génétiques.

La sélection joue un rôle important en adaptant les variétés et les races aux conditions locales et en les rendant plus résistantes aux agressions biotiques (par ex. insectes, maladies, virus) et abiotiques (par ex. sécheresses, inondations). Selon certaines estimations, la perte globale de rendement due à des agressions biotiques dépasserait 23 pour cent du rendement réalisable parmi les céréales principales. De nombreux pays en développement n'ont pas suffisamment investi dans la sélection végétale, la multiplication et la distribution des semences ou dans les techniques agronomiques modernes de production.

Dans le secteur de l'élevage, on attribue en moyenne 60 à 80 pour cent des gains de productivité annuels aux progrès de la génétique. Jusqu'à 2040, les gains de productivité dans le secteur des ruminants devraient être entraînés par les progrès technologiques réalisés dans les pays industrialisés, dont la plupart seront toutefois transférables vers les systèmes de production des pays en développement, où ils contribueront également à des gains d'efficacité.

AMÉLIORER L'UTILISATION RATIONNELLE DES INTRANTS

Il sera essentiel d'améliorer l'utilisation rationnelle des intrants, les ressources naturelles se faisant plus rares, et les prix des ressources non renouvelables telles que les combustibles fossiles, l'azote et le phosphore étant susceptibles d'augmenter.

- *Les pratiques agricoles de conservation* qui ne nécessitent guère de travail du sol et recourent à la couverture des sols et aux rotations offrent la possibilité de réduire l'utilisation de carburants dans l'agriculture de 66 à 75 pour cent en moyenne et de fixer le carbone dans le

sol. L'agriculture de conservation peut améliorer les rendements de culture et la rentabilité agricole, améliorer la productivité du sol et rendre l'agriculture plus durable, offrant une plus grande résistance aux sécheresses et autres agressions. La rémunération de la fixation du carbone dans le sol pourrait également inciter à adopter une agriculture de conservation.

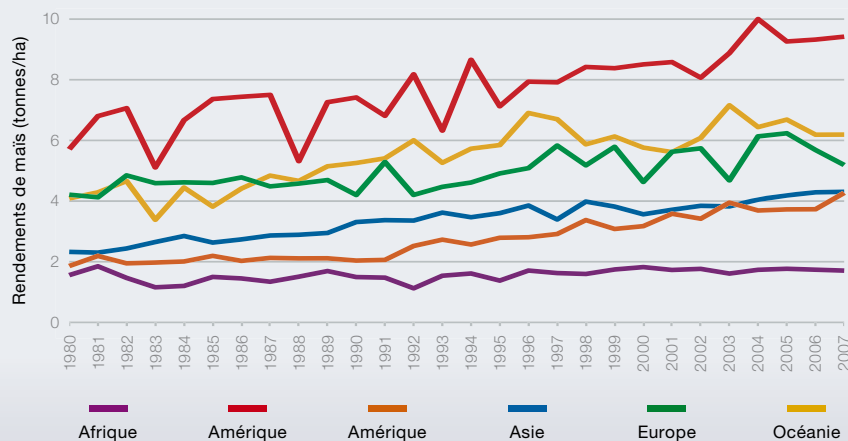
- *L'utilisation d'engrais* devrait s'intensifier dans les pays en développement. L'azote représente 90 pour cent de l'utilisation d'engrais. L'énergie fossile représente 70-80 pour cent du coût de production de l'engrais azoté. Étant donné que les principaux gains d'efficacité dans la production d'azote ont déjà été réalisés, il est probable que le prix des engrais augmente à l'avenir en fonction des prix de l'énergie. L'agriculture de précision et les systèmes de gestion intégrée des éléments nutritifs des plantes proposent de nouveaux outils pour améliorer davantage l'efficacité.

- *L'efficacité de l'utilisation des ressources* a fortement été améliorée dans les domaines de l'élevage et de l'aquaculture. En aviculture, la sélection pour l'obtention de rendements élevés et de meilleurs taux de conversion alimentaire et la baisse de la mortalité résultant d'une meilleure gestion de l'hygiène ont considérablement réduit les quantités d'aliments pour animaux (et de terres nécessaires pour les produire). Les avancées de la génétique et de bonnes pratiques de gestion des exploitations ont permis d'améliorer sensiblement les résultats en matière de croissance et les taux de conversion alimentaire d'espèces de poissons comme le tilapia et la carpe.
- *La protection intégrée (PI)* vise à limiter la quantité de pesticides épandus par les agriculteurs en utilisant plus efficacement d'autres méthodes de lutte. Les incidences des ravageurs sont surveillées et des mesures sont prises uniquement lorsque le dégât aux cultures excède les limites tolérables. De nombreux pays (par

exemple le Niger, le Mali, la Jordanie, l'Inde, le Bangladesh, et le Viet Nam) ont mis en place une PI et ont observé une augmentation de la production accompagnée d'une réduction des coûts financiers, environnementaux et de santé humaine.

- *Irrigation.* Selon les estimations de la FAO, 1,2 milliard de personnes vivraient dans des pays et des régions disposant de ressources en eau limitées, et la situation devrait se dégrader puisque ce chiffre devrait atteindre 1,8 milliard d'ici à 2025. Les avantages de l'irrigation sont cependant nombreux, le différentiel de productivité entre les zones irriguées et non irriguées étant d'environ 130 pour cent. Sur les dix dernières années, l'irrigation à elle seule était à l'origine d'environ 0,2 pour cent de la croissance annuelle du rendement des céréales, qui s'élevait à 1,1 pour cent. Dans les pays en développement, selon les estimations des experts, l'agriculture irriguée, qui concerne quelque 20 pour cent des terres arables, contribue aujourd'hui pour environ 47 pour cent de la production agricole totale et presque 60 pour cent de la production céréalière.

Graphique 1: Évolution des rendements de maïs, par région géographique



Source: FAOStat

SÉLECTION ET RECOURS AUX BIOTECHNOLOGIES

L'utilisation durable des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture contribue fortement à réduire les écarts de rendements en adaptant les cultures, les fourrages, les animaux domestiques et les poissons d'aquaculture aux conditions locales et en renforçant leur capacité de résister aux agressions biotiques et abiotiques. À ce jour, 50 pour cent des améliorations de rendement des principales cultures sont attribués à la sélection



QUELQUES FAITS ESSENTIELS

- La révolution verte a contribué de manière considérable à l'augmentation de la production agricole au cours de ces 40 dernières années. Les rendements plus élevés des principales céréales (blé, riz, maïs) sont passés de 100 à 200 pour cent depuis la fin des années 60. Cependant, les taux d'accroissement des rendements ont été inégalement répartis entre les cultures et les régions: malgré les bons rendements des cultures céréalières, les rendements du millet, du sorgho et des légumineuses – qui sont les principaux produits de base des agriculteurs démunis et des ménages ruraux – ont progressé lentement.

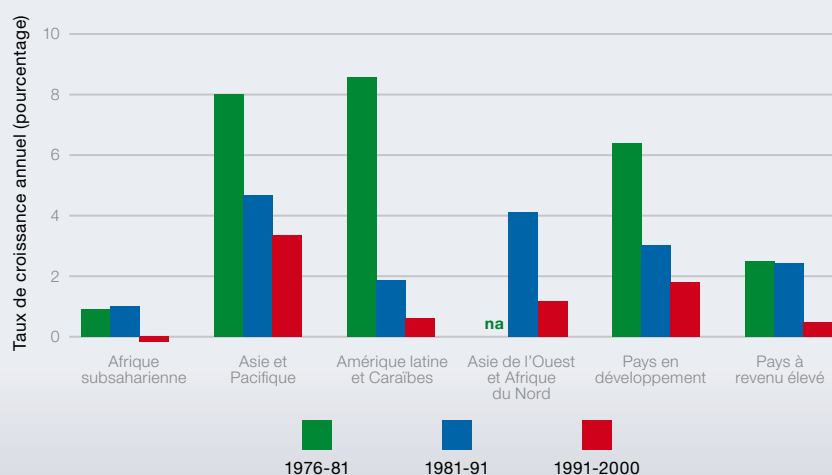
- Des rendements très insuffisants, par rapport au potentiel économiquement exploitable, persistent en de nombreux endroits, surtout dans les régions en développement et plus que nulle part ailleurs en Afrique subsaharienne (voir le graphique 1). De même, des déficits considérables de rendement méritent une attention particulière en ce qui concerne la production animale et l'aquaculture.
- Les investissements publics dans la R&D agricole, à l'échelle mondiale, sont passés de 16 milliards d'USD en 1981 à 23 milliards en 2000. D'importantes différences ont été constatées au sein des régions et entre elles: alors que les investissements publics dans la région Asie-Pacifique (réalisés à l'initiative de la Chine et de l'Inde) ont plus que doublé sur cette période,

végétale conventionnelle, les 50 pour cent restants étant liés aux pratiques de gestion des cultures. La sélection végétale conventionnelle restera un élément à part entière des techniques d'amélioration des végétaux à l'avenir, avec des outils biotechnologiques modernes comme la sélection assistée par marqueurs. Les systèmes de diagnostic biotechnologique jouent un rôle de plus en plus important dans les domaines des cultures, des arbres forestiers, de l'élevage, du poisson et de la sécurité alimentaire, tandis que la mise au point de vaccins en recourant aux biotechnologies pourrait apporter des solutions pour la prévention et la gestion des maladies animales. Leur adoption doit néanmoins s'effectuer avec prudence, étant donné les diverses inquiétudes suscitées par les organismes génétiquement modifiés (OGM). En outre, des mesures doivent être prises afin d'en transmettre les avantages de façon responsable aux des petits agriculteurs, des pauvres et des personnes souffrant de la faim.

INVESTISSEMENTS DANS LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES

Dans les pays à faible revenu, la recherche et développement agricole constitue l'investissement le plus productif en faveur du secteur agricole. D'énormes investissements dans la R&D, publics et privés, sont nécessaires aujourd'hui pour que l'agriculture bénéficie de technologies efficaces à l'avenir, étant donné que les bénéfices de la recherche agricole tendent à se concrétiser après un laps de temps considérable. En 2002, selon les estimations de la FAO, 1,1 milliard d'USD (prix de 2002) devrait être investi chaque année dans le renforcement de la capacité de production et de diffusion de connaissances afin de

Graphique 2: Taux de croissance annuels de R&D agricole, par région géographique



Source: Beintema & Elliott (2009)

réduire la faim efficacement. Le programme de la recherche et développement devrait comporter des stratégies d'adaptation ou de mise au point de technologies efficaces pour la production, la préservation et le stockage d'aliments pouvant s'appliquer aux familles d'agriculteurs démunies. L'intensification des recherches et la diffusion des connaissances sur les cultures vivrières locales devraient également avoir un impact positif sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages.

Par ailleurs, il sera nécessaire d'investir davantage dans la R&D agricole pour relever les nouveaux défis que représentent l'adaptation au changement climatique et la pénurie d'eau. L'élargissement des activités de recherche agricole comprend la mise au point de systèmes publics de recherche et de systèmes de financement plus efficaces, des investissements plus importants dans l'enseignement agricole et le renforcement

des échanges d'informations et de connaissances ainsi qu'un meilleur accès à celles-ci. Renforcer la participation du secteur privé dans la R&D agricole implique également d'examiner la question des droits de propriété intellectuelle (DPI) et de trouver un équilibre afin que ne soit pas limité l'accès des agriculteurs pauvres aux nouvelles technologies. Des systèmes de réglementation appropriés adaptés aux besoins du pays et assurant le respect des DPI seront essentiels pour encourager les investissements du secteur privé.

VULGARISATION ET SERVICES CONSULTATIFS POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION, DES CONNAISSANCES ET DE LA TECHNOLOGIE

La diffusion des connaissances, des compétences et de la technologie est un défi de taille. Dans de nombreux pays, les investissements dans les services de vulgarisation ont été fortement réduits.

les investissements en Afrique subsaharienne n'ont progressé en moyenne que de 0,6 pour cent par an entre 1981 et 2000 et ont même baissé dans les années 90 (voir le graphique n° 2). Les investissements dans la R&D agricole se concentrent de plus en plus sur quelques pays de premier plan dans chaque région.

- Parmi les sous-secteurs de l'élevage, l'aviculture est celui qui enregistre la croissance la plus rapide, mais il ne bénéficie que de 3 pour cent des investissements de recherche et développement et est largement financé par le secteur privé. Des progrès dans les domaines de la reproduction des volailles, de leur alimentation et de leur logement ont permis des augmentations sans précédent de production et de productivité.

► L'aquaculture est également un secteur qui progresse rapidement, avec une croissance annuelle moyenne de 7 pour cent ces trente dernières années, et une production de 50 millions de tonnes en 2007. Si la production reste concentrée en Asie, de nombreuses autres régions offrent des débouchés considérables.

- En 2008, des cultures génétiquement modifiées ont été cultivées sur 800 millions d'hectares dans 25 pays (15 pays en développement et 10 pays développés). Les sojas tolérants aux herbicides représentent la plus grande culture génétiquement modifiée, occupant 53 pour cent de la surface totale consacrée aux cultures génétiquement modifiées, suivis par le maïs (30 pour cent), le coton (12 pour cent) et le colza (5 pour cent).

Les services publics de vulgarisation ont régressé, mais de nouvelles formes de services de vulgarisation et d'avis consultatifs sont venues les remplacer. Des entreprises privées ont pris le relais de certains services de consultation, en particulier ceux qui s'intéressaient aux intrants de secteurs rentables, mais pas ceux liés aux cultures vivrières. Dans les pays où la société civile était développée, les ONG, les organisations d'agriculteurs, les fermes-écoles et d'autres entités offrent des services. Néanmoins, la coordination est très limitée entre les différentes parties prenantes, de même que le suivi et les études visant à comparer et évaluer les résultats des diverses institutions et à mesurer leur impact.

La plupart des systèmes de vulgarisation, y compris les prestataires publics, privés ou issus de la société civile, manquent cruellement de ressources et d'équipement, ne respectent pas la parité hommes-femmes et pâtissent d'un accès limité à la formation, aux nouvelles informations et aux technologies. Dans bon nombre de régions du monde en développement, les femmes représentent la majorité des agriculteurs, tandis qu'une grande partie des services d'avis consultatifs et de formation s'adressent principalement aux hommes. Le renforcement des capacités des institutions publiques, ainsi que la dévolution de pouvoirs aux organisations d'agriculteurs et aux femmes devraient constituer une priorité.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES DÉCOULANT DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LE THÈME « NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME, 12-13 OCTOBRE 2009)

- Afin de contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire, il faut que les technologies et les politiques:
 - soient élaborées avec un objectif précis, au moyen d'approches participatives;
 - s'adressent réellement aux agriculteurs, y compris les femmes et les petits exploitants;
 - soient adaptées aux conditions environnementales et sociales locales;
 - soient appuyées par des politiques appropriées;
 - contribuent à une croissance durable de la productivité.
- La contribution technologique et/ou l'aide extérieure, quelle qu'en soit l'ampleur, ne sauraient suffire à nourrir une nation qui n'accorde pas la priorité, dans son budget ou dans ses plans de développement, à la sécurité alimentaire et à l'agriculture.
- Certains experts ont plaidé en faveur de l'agriculture biologique; cependant, d'autres experts et participants, parmi lesquels des agriculteurs, des représentants d'agriculteurs, des scientifiques et des décideurs ont défendu diverses options, dans la mesure où les agriculteurs sont sans cesse confrontés
- à des défis nouveaux et imprévisibles. Il a été indiqué qu'avec seulement 9kg/ha d'engrais, les agriculteurs africains étaient « bio » par défaut.
- Un meilleur échange des informations entre agriculteurs, chercheurs, vulgarisateurs et décideurs était nécessaire pour le développement et le déploiement de technologies utiles.
- Les technologies génétiques contribueront certainement pour beaucoup à nourrir le monde en 2050, à condition que les politiques en garantissent l'accès, à un prix abordable, aux petits agriculteurs.
- Les systèmes intégrés et durables de cultures et d'élevage jouent un rôle important dans la production de nourriture et l'atténuation du changement climatique.
- Le secteur forestier contribue à la sécurité alimentaire via le conditionnement, le transport et la cuisson. En 2050, le bois de chauffe fournira toujours plus de 50 pour cent de l'énergie des ménages ruraux.
- Il serait possible d'assurer une production durable du bois, par le traitement des sols, la lutte contre les plantes adventices, la fertilisation et le développement des plantations à croissance rapide.
- La mise en valeur de l'énergie agricole en Afrique subsaharienne requiert une attention particulière.

Pour toute information complémentaire:



**Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire**
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretariat@fao.org





LE DÉFI

Les dernières estimations de la population réalisées par les Nations Unies indiquent que d'ici à 2050 la planète sera peuplée de 9,1 milliards de personnes, contre 6,8 milliards actuellement. Cela représente une augmentation de 34 pour cent au cours des 41 prochaines années. Selon les dernières estimations de la FAO, la production agricole devrait augmenter de 70 pour cent dans le monde (et de près de 100 pour cent dans les pays en développement) durant la même période pour nourrir cette population, en raison de l'évolution de la demande vers des produits de plus grande valeur, et de l'utilisation d'une part accrue de la production végétale pour l'alimentation animale, en vue de satisfaire la demande croissante de viande, de lait et d'œufs. Il est probable que ces prévisions de production supplémentaire sont en deçà des besoins réels, car elles ne tiennent pas compte des hausses de la production agricole nécessaires pour répondre aux besoins de l'aquaculture ainsi qu'à toute expansion

éventuelle de la demande de biocarburants liquides destinés au secteur des transports.

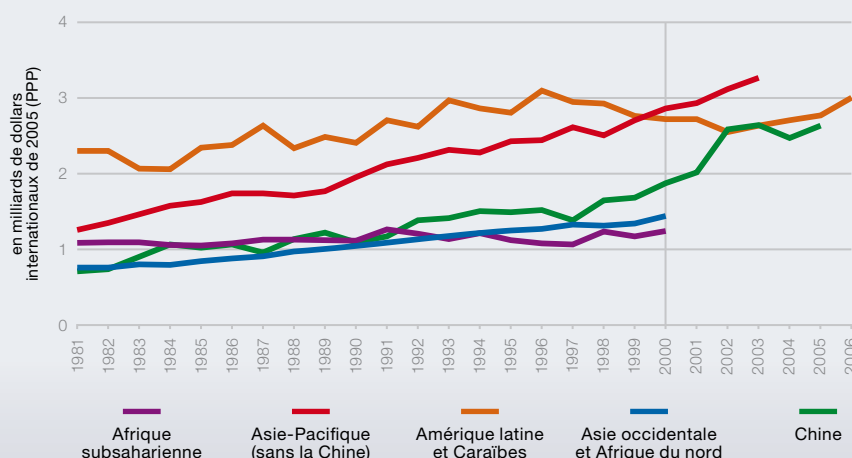
Aujourd'hui, le monde compte déjà plus d'un milliard de personnes sous-alimentées. Dans les pays en développement, un enfant de moins de cinq ans sur trois présente un retard de croissance et 148 millions d'enfants, une insuffisance pondérale. La malnutrition par manque de micronutriments touche environ deux milliards de personnes, soit plus de 30 pour cent de la population mondiale. Le développement agricole a un rôle essentiel à jouer dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Or, les progrès de l'investissement et de la croissance ont été lents dans ce secteur au cours de la dernière décennie. Dans l'ensemble, les priorités nationales et internationales, telles qu'elles ressortent des stratégies de réduction de la pauvreté et des plans de développement, ne traitent que rarement les facteurs clés qui sous-tendent la croissance du secteur agricole, le développement rural, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les

investissements à long terme dans le développement agricole, les efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles et à autonomiser les organisations de ruraux pauvres, ou les mesures d'urgence et les filets de sécurité destinés à répondre aux besoins de ceux qui sont actuellement incapables de subvenir à leurs propres besoins, ne sont ni reliés ni harmonisés.

La FAO évalue l'investissement requis dans les pays en développement pour assurer l'expansion nécessaire de la production agricole d'un montant annuel moyen brut de 209 milliards d'USD aux prix de 2009 (ou 83 milliards d'USD nets de l'amortissement). Ce total comprend les besoins en investissements dans l'agriculture primaire et les services nécessaires en aval, tels que les installations de stockage et de transformation, dont la plupart seront financées par le secteur privé (y compris les agriculteurs), mais ne comprend pas les investissements publics indispensables dans les routes, les périmètres d'irrigation à grande échelle, l'électrification rurale, l'amélioration de l'éducation et autres éléments également nécessaires tels que la gestion de l'aquaculture. On estime que l'investissement annuel brut dans le stock de capital agricole des pays en développement atteint actuellement 142 milliards d'USD (aux prix 2009), si bien que l'augmentation requise est de l'ordre de 50 pour cent par rapport au niveau actuel.

L'augmentation du stock de capital dans les zones retardataires aussi bien en termes de réduction de la faim que de productivité agricole constitue un autre défi. Selon une étude des tendances à long terme de l'investissement agricole depuis les années 70, en général, les pays qui ont le mieux réussi à réduire la faim sont également ceux qui ont enregistré les taux d'investissement net les plus élevés par travailleur agricole.

Tendances de l'investissement public en matière de R&D agricole dans les pays en développement, 1981-2006



Source: ASTI

Tout au long des années 90, la valeur ajoutée par travailleur dans le groupe de pays dont le pourcentage de la population sous-alimentée est inférieur à 2,5 pour cent a été 20 fois plus élevée que celle du groupe ayant un pourcentage de personnes sous-alimentées supérieur à 35 pour cent.

LES ENJEUX

QUELS TYPES D'INVESTISSEMENTS?

La plupart des investissements réalisés dans les secteurs de l'agriculture primaire (y compris l'élevage, l'aquaculture, les pêches et l'agroforesterie) et en aval devront provenir de sources privées, principalement des agriculteurs eux-mêmes, pour l'achat d'outils et de machines, l'amélioration de la fertilité des sols et des étangs, etc. Pour améliorer le fonctionnement du système agricole et renforcer la sécurité alimentaire, trois types d'investissements publics sont également nécessaires:

- l'investissement direct dans la recherche-développement agricole (R&D);

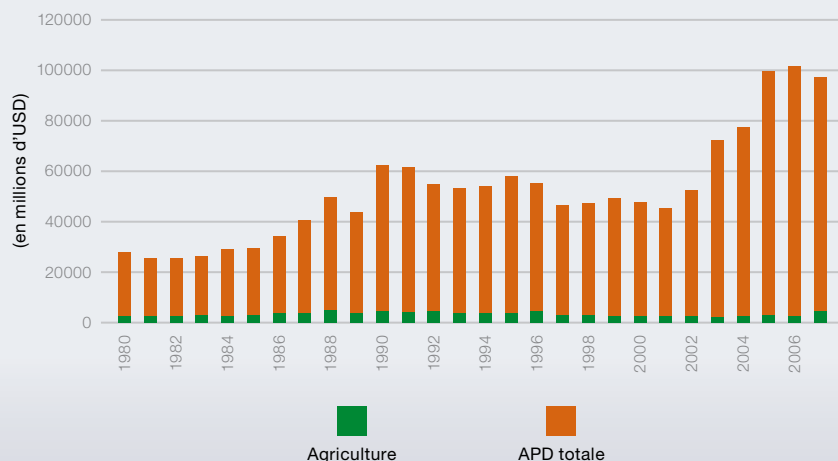
- les investissements publics et privés dans la gestion des ressources naturelles qui sont indispensables à l'accroissement durable de la production et aux gains de productivité, concernant en particulier les ressources en terres et en eaux, les pêches de capture sauvages, les forêts et les écosystèmes connexes;
- l'investissement dans des secteurs étroitement liés à la croissance de la productivité agricole, tels que les institutions de R&D, les services de vulgarisation, les routes, les ports, l'électricité, les systèmes de stockage et de commercialisation; et
- l'investissement non agricole susceptible de produire des effets positifs sur le bien-être humain, tels que la réduction de la faim et de la malnutrition. Ce dernier type d'investissement comprend l'éducation (en particulier des femmes), l'assainissement et l'approvisionnement en eau propre, ainsi que les soins de santé et les filets de sécurité.

Les agriculteurs et ceux qui envisagent de le devenir n'investiront dans l'agriculture que si leurs investissements sont rentables. Plusieurs types de biens publics, tels que ceux mentionnés ci-dessus, qui garantissent la viabilité financière des investissements privés, ne peuvent provenir que du secteur public. La recherche et la vulgarisation doivent être renforcées dans le secteur public pour s'occuper des cultures vivrières importantes qui ont peu de chances d'attirer les investissements du secteur privé. L'investissement du secteur privé local doit être encouragé à tous les stades, en amont de l'exploitation, dans la production nationale de semences et d'amendements des sols, la production et la distribution des engrais, et en aval, dans la transformation, la commercialisation et la distribution. Les pays doivent créer un climat propice à l'investissement pour les producteurs ruraux, et aborder des questions telles que les régimes fonciers, les politiques de prêt à l'agriculture, les risques et les limites relatifs à la capacité des systèmes de micro-finance de provoquer un changement radical de la production et de la productivité. Le changement climatique exigera impérativement que les programmes nationaux renforcent les capacités de sélection ou du moins de resélection de variétés de plantes et de poissons adaptés aux changements; les systèmes de multiplication et de production doivent aussi être en place de manière que les agriculteurs aient accès aux nouvelles variétés adaptées.

LES BESOINS RÉGIONAUX

À l'horizon 2050, les différences interrégionales en matière de stock de capital par travailleur devraient s'accroître, doublant presque dans les régions Asie de l'Est, en Asie du Sud, et Proche-Orient et Afrique du Nord; triplant en Amérique latine;

Aide publique au développement pour la période 1980-2007



Source: FAO



QUELQUES FAITS ESSENTIELS

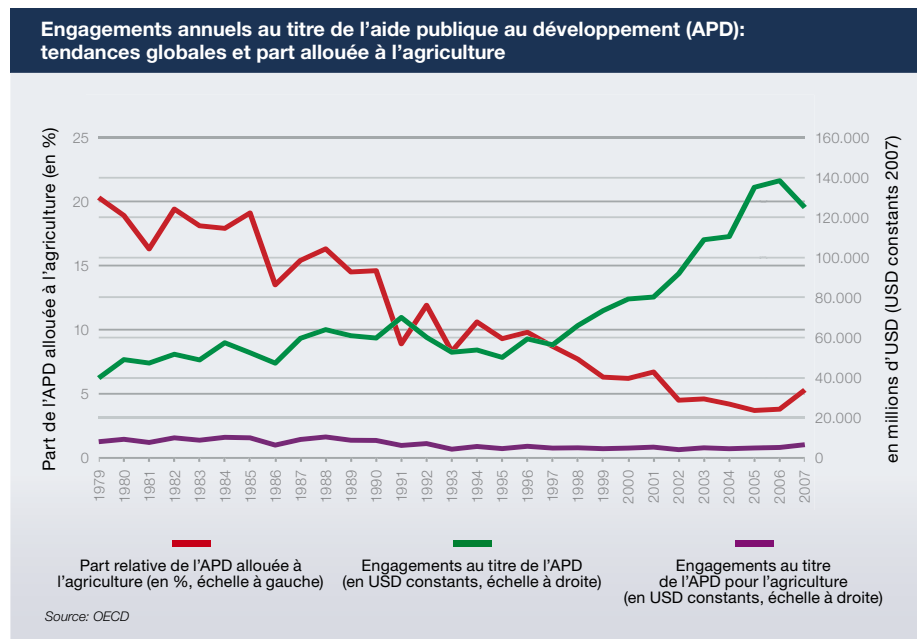
- Le taux d'accumulation du stock de capital dans l'agriculture primaire a connu un ralentissement mondial (investissement net). Alors que ce stock a enregistré une croissance annuelle de 1,1 pour cent entre 1975 et 1990, elle n'a plus été que de 0,5 pour cent entre 1991 et 2007.

- La croissance de la population active agricole a dépassé la croissance du stock de capital agricole en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, régions où, dans nombre de pays, la prévalence et l'intensité de la faim sont les plus élevées. Les pays dont plus de 35 pour cent de la population est sous-alimentée ont vu leur stock de capital agricole augmenter de 1,3 pour cent par an entre 1975 et 2007, alors que la population ne progressait que de 2,3 pour cent.

mais demeurant stationnaires en Afrique subsaharienne. Autrement dit, en 2050, un travailleur agricole d'Amérique latine disposerait de 28 fois plus de capital que son homologue d'Afrique subsaharienne. D'énormes écarts d'intensité capitaliste sont au cœur des différences de production par travailleur. Les évolutions divergentes de la productivité de la main-d'œuvre d'une région à l'autre s'expliquent en grande partie par des différences d'évolution de la main-d'œuvre agricole. Par exemple, la population active employée dans l'agriculture diminuera pratiquement de moitié en Amérique latine, alors qu'en Afrique subsaharienne elle doublera presque.

LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

La capacité des pays en développement les plus pauvres à combler le retard d'investissement est limitée. La part des dépenses publiques consacrée à l'agriculture a chuté à environ 7 pour cent en moyenne dans les pays en développement, et encore plus bas en Afrique, tandis que celle de l'aide publique au développement affectée à l'agriculture est tombée à 3,8 pour cent seulement. La capacité de gestion des ressources naturelles qui soutiennent la production vivrière est en recul dans de nombreux pays. Les prêts des banques commerciales destinés à l'agriculture sont également peu importants dans les pays en développement, soit moins de 10 pour cent en Afrique subsaharienne. Les fonds d'investissement privés ciblant l'agriculture africaine sont une évolution récente intéressante, mais les investissements effectifs demeurent faibles. Étant donné le manque d'autres sources de financement des investissements, les investissements étrangers directs réalisés dans l'agriculture des pays en



développement pourraient contribuer de manière significative à combler ce retard d'investissement. Ces investissements sont de plus en plus affectés à l'acquisition ou à la location de terres, la motivation des investisseurs allant de la production de biocarburants liquides au souci de la sécurité alimentaire du pays investisseur, en passant par la diversification du portefeuille. Bien que ce type d'investissement puisse produire des avantages en matière de développement par le biais du transfert de technologies, de la création d'emplois, du développement de l'infrastructure et des recettes d'exportation, la production alimentaire supplémentaire qui en découle est souvent destinée à être exportées vers le pays investisseur, ce qui ne laisse pas de soulever un certain nombre de questions politiques, économiques et sociales lorsque les investissements ont lieu dans un pays lui-même voué à l'insécurité alimentaire. La question centrale est de savoir si les perspectives de sécurité

alimentaire et de réduction de la pauvreté dans les pays en développement, et dans le monde en général, sont meilleures avec ou sans de tels investissements, et quelle est la meilleure manière d'en optimiser les bénéfices et d'en éviter les effets négatifs.

LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

Les investissements dans la recherche-développement agricole se sont avérés très rentables et ont un rôle important à jouer dans la lutte contre la faim et la pauvreté. À l'heure actuelle, la majeure partie de la recherche publique est assurée par les centres de recherche internationale du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Si l'utilité de ce système d'organismes internationaux de recherche et d'organisations affiliées, qui ont considérablement contribué à l'ensemble des technologies et connaissances agricoles disponibles à l'échelle mondiale, et les avantages qu'il offre, ne font aucun doute, la question de savoir comment

► D'ici à 2050, selon les prévisions ventilées par type d'investissement pour 2050, 60 pour cent du total nécessaire ira au remplacement du stock de capital hors d'âge (c'est-à-dire la formation brute de capital), le reste s'ajoutant à ce stock. Ventilée par activité, l'agriculture primaire obtiendrait plus de la moitié de ce total, tandis que le reste ira aux besoins en aval (transformation, transport, stockage, etc.). Au sein de l'agriculture primaire, la mécanisation représenterait l'unique domaine d'investissement majeur (25 pour cent), suivi de l'extension et de l'amélioration de l'irrigation (près de 20 pour cent).

► L'aide au développement affectée à l'agriculture a diminué d'environ 58 pour cent en valeur réelle entre 1980 et 2005, bien que le total de l'aide publique au développement ait sensiblement progressé au cours de la même période, soit de 112 pour cent. Autrement dit, la part de l'APD revenant au secteur agricole est tombée de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006, la même tendance à la baisse s'observant dans les portefeuilles de prêt des institutions financières internationales et des banques de développement.

augmenter et pérenniser le financement de ces organismes n'est pas simple et souvent les gouvernements ne voient pas l'intérêt d'apporter une contribution importante à une entité dont les bénéfices retomberont bien loin de leurs populations et de leurs frontières nationales. À l'évidence, un investissement massif des secteurs public et privé dans la R&D est indispensable pour que l'agriculture bénéficie de l'utilisation des nouvelles technologies et pour qu'elle relève avec succès les défis, notamment ceux de la rareté croissante de l'eau et du changement climatique.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES DÉCOULANT DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LE THÈME « COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050 » (ROME 12-13 OCTOBRE 2009)

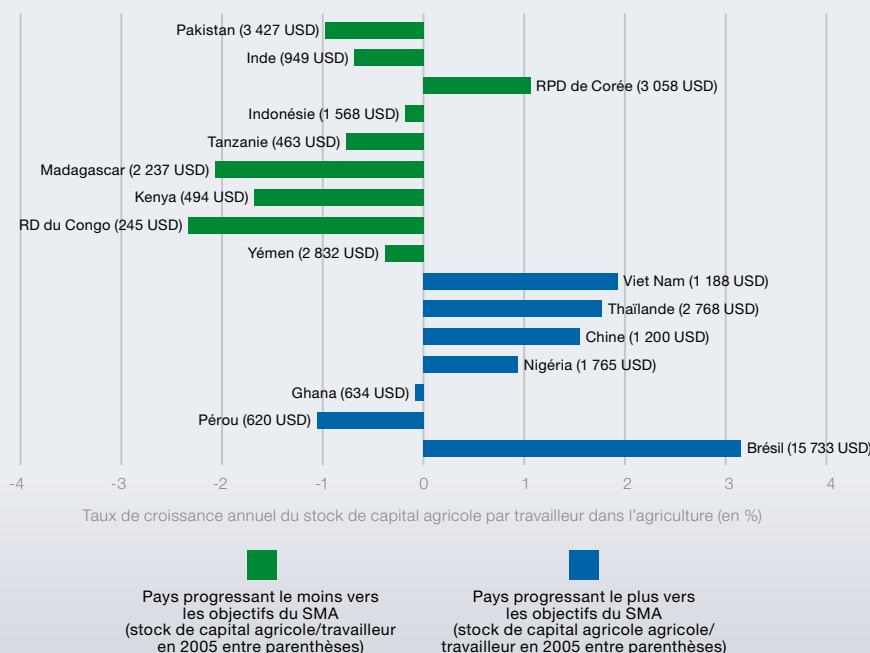
Le débat relatif à l'investissement a été axé sur cinq questions majeures soulevées par le présentateur et l'animateur.

- Le groupe d'experts est convenu que tant des politiques appropriées qu'une masse critique d'investissements étaient essentiels à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim dans le monde. Si les politiques qui conviennent ne sont pas en place, même l'injection d'investissements importants dans le système n'apportera pas nécessairement le résultat souhaité.
- La mesure dans laquelle les investissements contribuent à réduire la faim varie d'un pays à l'autre. La Chine et l'Inde ont très bien réussi dans ce domaine, et de l'avis général, le PDDA offre un cadre sain à l'investissement en Afrique subsaharienne. Dans certains cas, toutefois, l'exécution a manqué d'efficacité et l'investissement n'a pas toujours atteint l'objectif visé, d'où la nécessité d'une amélioration.

- Un cadre réglementaire sain et une fiscalité raisonnable sont les éléments clés de la création d'un environnement susceptible d'attirer les investisseurs. Les fonds d'investissement privés ont été envisagés comme instrument novateur pour attirer les capitaux privés, en particulier dans les situations où les banques ne prêtent pas volontiers à l'agriculture. Les associations de petits exploitants peuvent aussi être un instrument utile pour aider les petits producteurs à accumuler les fonds nécessaires à l'investissement. Comme autre mesure, le Forum a envisagé le soutien de l'État à l'investissement pour les nouvelles entreprises qui sont normalement exposées à des risques plus élevés et ont besoin d'un soutien extérieur.
- Tous les participants sont convenus qu'il était crucial d'accroître l'investissement public dans l'infrastructure et dans la R&D agricole pour attirer les capitaux privés dans l'agriculture. Dans la plupart des pays en développement, il est très important de réduire les risques auxquels sont exposés les investisseurs privés, notamment les petits exploitants.
- Le Groupe d'experts est convenu que l'augmentation de l'investissement étranger transfrontière dans l'agriculture primaire en vue de l'achat ou de la location de terres, était susceptible d'accroître les ressources disponibles pour le développement agricole, mais qu'une discipline spéciale devait être imposée à ce type d'investissement afin de sauvegarder les intérêts de toutes les parties concernées, et en particulier des populations locales.

Enfin, l'observation selon laquelle, dans l'avenir, la qualité des investissements sera au moins aussi importante que leur volume, a recueilli l'adhésion unanime.

Figure 1: Taux de croissance annuel du stock de capital agricole (1990-2005) dans les pays qui ont le plus et moins progressé vers les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation de 2006



Pour toute information complémentaire:



**Sommet mondial sur la
sécurité alimentaire**
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secreariat@fao.org





LE DÉFI

Les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes portent préjudice à la production animale et végétale depuis des temps immémoriaux. Ils figurent en effet parmi les dix plaies d'Égypte. Du fait de la mortalité élevée des animaux productifs et d'une diminution radicale de la productivité des animaux survivants, les éleveurs et les agriculteurs étaient périodiquement en proie à la famine, à la faim et à la détresse, mais grâce au caractère extensif des systèmes de production et à l'isolement relatif des zones de production et des pays en ces temps-là, l'ampleur des crises qui s'ensuivaient était relativement limitée: la diffusion des agents pathogènes était plutôt lente et la plupart des maladies transfrontières des animaux étaient circonscrites à des zones bien définies (enzooties) ou à des groupes de pays dans une même région (épizooties).

De nos jours, la diffusion transfrontières des ravageurs des plantes et des maladies animales a fait naître des menaces mondiales qui pèsent sur la sécurité alimentaire, le développement de l'agriculture, de l'aquaculture et des pêches et le commerce. Elle constitue souvent un problème de santé publique planétaire, surtout lorsque ces maladies et ces ravageurs affectent les êtres humains. Les déplacements accrus de personnes, d'animaux, de plantes et de produits terrestres et aquatiques dans une économie mondialisée d'une part,

et la concentration et l'intensification des systèmes de production d'autre part, ont accéléré et amplifié la redistribution des maladies animales et des ravageurs des plantes, en nette extension tendancielle à toutes les régions de la planète (panzooties et pandémies). Par ailleurs, le changement climatique crée de nouvelles niches écologiques pour la (ré)émergence et la propagation des ravageurs et des maladies. De ce fait, l'incidence des maladies transfrontières des animaux et des ravageurs des plantes s'est considérablement accrue. Certains éléments indiquent que les pays les plus démunis, dotés de réglementations et d'infrastructures sanitaires vulnérables, portent un fardeau plus lourd que d'autres. La liste des maladies et des ravageurs exotiques importés s'est allongée, tandis qu'aucun progrès notable n'a été fait dans la lutte contre les agents pathogènes établis au niveau local. Les risques et les incitations perçus par les pays et les producteurs pauvres en relation avec les maladies transfrontières des animaux et les ravageurs des plantes peuvent être différents, et il est essentiel de reconnaître ces différences au moment de la conception et de la mise en œuvre de mesures de prévention et de lutte contre les maladies et les ravageurs. Il est dans l'intérêt de la communauté internationale d'éviter de créer des réservoirs nationaux ou régionaux pour les maladies transfrontières des animaux et les ravageurs des plantes, qui alimenteront la menace au niveau mondial.

PRINCIPALES QUESTIONS

Les maladies animales et les ravageurs des plantes réduisent les disponibilités alimentaires et nuisent à la qualité des aliments. Bien que les pertes effectives et potentielles dues aux ravageurs et maladies transfrontières soient peu quantifiées, l'introduction, l'implantation, la réémergence et les foyers de maladies animales et de ravageurs des plantes ont toujours occasionné de graves problèmes alimentaires, soit directement par les baisses de rendement des cultures vivrières et les pertes de production animale (ou leurs retombées sur les êtres humains), soit indirectement par les baisses de rendement des cultures de rente et la perte de confiance des consommateurs, comme par exemple dans le cas de la grippe aviaire hautement pathogène, de la peste bovine, du mildiou de la pomme de terre ou des acridiens.

MALADIES ANIMALES ET ZOONOSES

De nombreuses maladies animales, y compris les zoonoses, ont été ou peuvent être à l'origine de crises régionales ou internationales de grande ampleur. La peste bovine a constitué pendant des siècles un grave fléau pour l'élevage dans de vastes régions d'Europe, d'Afrique et d'Asie, conduisant à un dépeuplement massif en termes de bétail et de faune sauvage. La propagation rapide du virus de la grippe aviaire hautement pathogène H5N1 en Asie du Sud-Est en 2004,

puis en Europe et en Afrique en 2005, a fait naître la crainte d'une pandémie grippale humaine dérivant des volailles domestiques. Plus de 60 pays ont été touchés par le virus, plus de 300 millions de volailles sont mortes ou ont été détruites, et des millions d'agriculteurs et de producteurs ont enregistré des pertes de l'ordre de milliards de dollars. La pandémie grippale humaine actuelle due au virus pandémique H1N1/2009 s'est propagée dans le monde entier à une vitesse surprenante. Compte tenu de la densité des populations et des contacts étroits entre les porcs, les volailles et l'homme dans de nombreuses régions du monde, il existe de sérieuses préoccupations au niveau mondial quant à la possibilité qu'un réassortiment des virus présents chez l'homme, les porcs ou les volailles ne catalyse l'émergence d'une souche plus virulente.

La maladie de la fièvre aphteuse est endémique dans la plupart des régions d'Asie, du Proche-Orient et d'Afrique, ainsi que dans certaines zones d'Amérique du Sud. Des maladies zoonotiques transmises par vecteur, comme la fièvre de la Vallée du Rift, continuent d'affecter certaines régions d'Afrique, menaçant de se propager au Proche-Orient, aux pays du Golfe et à l'Europe méridionale. La trypanosomiase et la theilériose comptent parmi les maladies les plus dévastatrices en Afrique subsaharienne. Elles touchent plus de 500 000 personnes et tuent chaque année plus de 3 millions d'animaux. Par ailleurs, d'autres maladies infectieuses comme la

peste porcine africaine, la peste des petits ruminants, la pleuropneumonie contagieuse du bœuf, la peste porcine classique et la maladie de Newcastle sont actuellement diffuses en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et restent l'une des principales sources d'inquiétude pour la communauté mondiale.

En aquaculture, le virus de la maladie des points blancs est considéré comme l'agent pathogène le plus grave pour la crevette d'élevage. Les épizooties virales de la crevette enregistrées révèlent l'aire de répartition et la distance que les animaux aquatiques peuvent parcourir parallèlement au déplacement de leurs hôtes – la voie principale étant le déplacement des postlarves, des alevins et des stocks de géniteurs. Il existe actuellement plus de 20 pays producteurs de crevettes touchés.

ENNEMIS DES CULTURES

Le criquet pèlerin est l'exemple le plus connu de ravageurs migrants des cultures en raison de la rapidité avec laquelle les infestations se produisent et de l'ampleur que celles-ci peuvent atteindre lorsque le fléau parvient à son plein déploiement. Les criquets peuvent se propager sur environ 30 millions de kilomètres carrés et toucher jusqu'à 60 pays. La dernière infestation massive de criquets pèlerins, entre 2003 et 2005, a porté préjudice aux moyens d'existence d'environ 8 millions de personnes en Afrique du Nord et du Nord-Ouest. Plus de 13 millions d'hectares ont été

traités par pulvérisation de pesticides chimiques pour mettre fin à ce fléau. Mais il est particulièrement avantageux d'investir dans des systèmes de gestion préventive des situations d'urgence. Grâce à la mise au point de systèmes d'alerte rapide, de renforcement des capacités humaines et d'intervention rapide, au moins trois infestations et résurgences ont pu être maîtrisées avec efficacité dans la région centrale avant qu'elles ne portent atteinte aux moyens d'existence des communautés. La mise en place du programme Criquet pèlerin du Système de prévention et réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES) dans la région centrale, a coûté 11,5 millions d'USD sur dix ans; le coût des opérations de lutte s'est élevé à 7 millions d'USD. En revanche, le coût total de la campagne de lutte et de la réhabilitation en Afrique du Nord et du Nord-Ouest en l'absence d'un système de gestion préventive a été estimé à plus de 390 millions d'USD.

MENACES NOUVELLES ET ÉMERGENTES

Des craintes sont liées à l'impact potentiel de l'apparition ou de la réapparition de certains ravageurs des plantes sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et les marchés mondiaux; voici quelques exemples:

- ▶ L'apparition récente d'infestations d'acridiens en Asie centrale, en Asie du Sud-Est et en Afrique centrale et



QUELQUES FAITS

- ▶ Le sous-secteur de l'élevage soutient la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de plus d'un milliard de personnes. La production et le commerce des animaux et des produits d'origine animale sont importants pour le développement économique des pays et représentent une source de revenus essentielle pour les ruraux pauvres du monde entier.
- ▶ Le secteur de l'élevage représente environ 40 pour cent de la valeur de la production agricole mondiale, et constitue l'un des sous-secteurs de l'économie agricole dont la croissance est la plus rapide.
- ▶ Les maladies du bétail affaiblissent les moyens d'existence en réduisant la productivité et empêchent les pays de participer au commerce mondial en plein essor des animaux et des produits d'origine animale. Les maladies animales constituent un important facteur limitatif d'une utilisation efficace des ressources animales et du développement du secteur.

- ▶ Avec l'intensification croissante de la production animale, les risques et l'incidence des maladies transfrontières, notamment des zoonoses, devraient augmenter. La densité accrue des animaux domestiques et des êtres humains, l'augmentation attendue des déplacements transcontinentaux de personnes et d'animaux, ainsi que l'évolution des écosystèmes, créent un environnement propice à l'émergence, à l'amplification et à la propagation rapides des agents pathogènes.
- ▶ La production agricole assure environ 84 pour cent des besoins mondiaux en denrées alimentaires (pour la consommation humaine et animale) et en fibres, tandis que la quasi-totalité des autres activités humaines dépendent de la sécurité alimentaire. Les ennemis des cultures, y compris les maladies, les insectes et les adventices, devraient être maîtrisés pour pouvoir répondre aux besoins futurs.
- ▶ Les pertes de récolte dues aux ravageurs transfrontières sont estimées globalement à plus de 50 pour cent de la production agricole potentielle. On estime que les insectes nuisibles sont responsables de

australe, a fait naître de nouvelles préoccupations concernant des espèces acridiennes autres que le criquet pèlerin, menaçant les moyens d'existence de plus de 15 millions de personnes dans la seule Afrique centrale et australe.

- Une nouvelle menace biologique transfrontières s'est manifestée en 1999 lorsqu'une souche virulente de la rouille noire du blé (Ug99) est apparue en Afrique orientale, atteignant l'Iran à la fin 2007. Les régions du Proche-Orient, d'Afrique orientale et d'Asie centrale et du Sud-Est qui sont menacées dans l'immédiat, représentent 37 pour cent de la production mondiale de blé. Cette nouvelle souche est particulièrement virulente pour la plupart des variétés de blé et pourrait causer des pertes de récolte dévastatrices si l'on n'en prévient pas la diffusion.
- Les chenilles légionnaires sont des chenilles qui évoluent en papillons nocturnes et sont capables de longues migrations. En général, contrairement aux infestations acridiennes, celles de chenilles légionnaires se manifestent tout d'abord à échelle réduite, mais peuvent ensuite s'étendre sur plusieurs centaines de kilomètres carrés. Selon les estimations, les pertes causées aux céréales et à la canne à sucre en Afrique subsaharienne se situent entre 20 et 60 pour cent.
- Contrairement aux ravageurs migrants, les ravageurs et maladies

de quarantaine peuvent être introduits dans un pays principalement par le biais des échanges commerciaux et des déplacements de population. La mouche des fruits, par exemple, les aphidés, le virus de la mosaïque du manioc, la fusariose du bananier, sont des ravageurs transfrontières de plus en plus importants. Les pertes économiques dues à la seule mouche des fruits sont estimées à plus d'un milliard d'USD par an.

- Le grand capucin des céréales est arrivé d'Amérique centrale dans les années 80, tout d'abord en Tanzanie, puis au Kenya. Dans les 20 dernières années, ce ravageur des denrées entreposées s'est diffusé dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, centrale et orientale. Cet insecte occasionne des pertes après récolte dévastatrices allant jusqu'à 90 pour cent du maïs emmagasiné et du manioc séché, deux denrées de base dans la plupart des pays d'Afrique.
- L'empiètement de l'homme et du bétail sur des zones non utilisées auparavant à des fins agricoles, multiplie les contacts entre les animaux domestiques et sauvages et leurs agents pathogènes.
- Le commerce lucratif d'animaux exotiques et de viande de brousse augmente le risque de propagation de maladies animales transfrontières et l'apparition de zoonoses non identifiées précédemment.

- La propagation des maladies animales aquatiques peut être aggravée par la mondialisation, l'intensification des pratiques agricoles, l'introduction de nouvelles espèces, l'expansion du commerce de poissons d'ornement, les interactions imprévues entre les populations sauvages et d'élevage, le changement climatique et d'autres mouvements de produits aquacoles comportant une intervention humaine.

CONSIDÉRATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes constituent une grave menace pour la sécurité alimentaire mondiale, dans toutes ses dimensions – disponibilité, stabilité, accès et utilisation (sécurité sanitaire). Ils réduisent la production et la productivité, perturbent les économies locales et nationales, menacent la santé humaine et accentuent la pauvreté. Ils peuvent aussi occasionner des pertes financières considérables et demander des mesures de prévention et de lutte et des programmes d'éradication.

PRÉVENTION DES CATASTROPHES

Des stratégies de prévention plus efficaces en termes de coûts, en mesure de préserver les moyens d'existence et écologiquement moins dévastatrices, exigent une intervention rapide et coordonnée de la part des partenaires nationaux, régionaux et internationaux, et la capacité de mobiliser rapidement des ressources pour faire face aux risques tant

la destruction de 15 pour cent des cultures, les agents pathogènes et les adventices de 13 pour cent chacun, et les infestations après récolte de 10 pour cent. Des pertes de 100 pour cent peuvent se produire dans des circonstances spécifiques, déterminant une variabilité extrême de la productivité et des risques considérables pour les moyens d'existence des familles d'agriculteurs.

- Les foyers de ravageurs migrants sont particulièrement menaçants, en raison de leur apparition soudaine, souvent sans aucune alerte préalable ou dans une mesure limitée, induite par une modification des conditions écologiques ou des pratiques agricoles qui favorisent une croissance explosive de la population nuisible et sa propagation rapide aux zones voisines. L'apparition inattendue de ces foyers massifs de ravageurs frappe des pays qui sont le plus souvent peu préparés et dont les capacités nécessaires pour répondre efficacement à des menaces évoluant et se déplaçant rapidement, sont inexistantes ou insuffisantes.

- L'aquaculture doit faire face à des maladies infectieuses qui portent préjudice au développement et à la viabilité du secteur en termes de pertes de production directes, de coûts d'exploitation accrus, de restrictions au commerce et d'incidences sur l'environnement et la biodiversité. Le montant estimatif des pertes dues aux maladies animales aquatiques va de 17,5 millions d'USD (pour la maladie des points blancs de la crevette en Inde en 1994) à un total de plus de 3 milliards d'USD résultant des maladies de la crevette. Le déplacement des animaux aquatiques a été reconnu comme étant l'une des principales voies d'introduction et de propagation des maladies animales aquatiques.
- En foresterie, la réduction du cycle de reproduction et la diminution de la mortalité hivernale du dendroctone du pin, parasite des forêts d'Amérique du Nord, par effet du changement climatique, pourraient augmenter le risque d'extension de son aire de répartition à des écosystèmes vulnérables.

pour la vie humaine que pour les moyens d'existence, et aux préoccupations environnementales. On entend par « prévention des situations d'urgence » les mesures adoptées en prévision des crises afin de favoriser une réponse rapide et efficace face aux menaces, l'objectif étant que:

- ▶ des systèmes d'alerte précoce et de détection fournissent des informations et des analyses pertinentes et actualisées pour une prise de décision efficace.
- ▶ les gouvernements et les partenaires concernés soient en mesure de prévenir, d'atténuer et de gérer les menaces pour l'agriculture, l'alimentation et la santé.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le renforcement des capacités des services et systèmes vétérinaires et phytosanitaires nationaux devrait être la première des priorités pour faire face aux menaces biologiques transfrontières d'une manière plus efficace. Cela comporte notamment le renforcement des capacités autonomes de formation, l'élaboration de cadres juridiques et politiques appropriés, l'introduction de techniques d'adaptation économiques et respectueuses de l'environnement, le renforcement des systèmes nationaux de surveillance et de diagnostic, le soutien à des infrastructures et des outils adéquats, et la mise en pratique de plans d'intervention et d'exercices de terrain.

PROTECTION DES MOYENS D'EXISTENCE

Pour pouvoir relever avec plus d'efficacité les défis liés aux crises de grande envergure causées par des menaces biologiques transfrontières et apporter une assistance plus rapide et mieux coordonnée aux pays touchés, plusieurs considérations sont déterminantes aux fins de la protection des moyens d'existence, de la santé et de la nutrition, et de la sécurité alimentaire:

- ▶ La prévention et la réduction des risques de catastrophe devraient être prioritaires et s'appuyer sur des programmes transfrontières associant les parties prenantes et sur des approches coordonnées.
- ▶ La communauté internationale et le grand public doivent être sensibilisés au fait qu'investir dans la prévention des situations d'urgence et des catastrophes est économiquement avantageux et permet de réduire la pression exercée sur les communautés déjà vulnérables.
- ▶ Un soutien devrait être fourni afin de renforcer les capacités humaines, les contacts entre les parties prenantes et la coopération régionale et interrégionale entre les pays touchés, et pour mettre au point des systèmes autonomes de surveillance, des bases de connaissances, des outils et des normes pour la mise en œuvre de concepts de gestion transfrontières.
- ▶ Les organisations régionales et les instituts de recherche devraient jouer un rôle plus actif et systématique face aux enjeux transfrontières relatifs à la santé animale et végétale.
- ▶ La communauté scientifique et l'industrie devraient prendre part à la mise au point de techniques et de stratégies de lutte respectueuses de l'environnement.
- ▶ Toutes les parties prenantes, y compris les producteurs à tous les niveaux et de toute capacité, doivent être impliquées dans la conception et la mise en œuvre de mesures de prévention et de lutte contre les maladies et les ravageurs, pour protéger leurs moyens d'existence et assurer leur participation.
- ▶ Les partenariats et la coordination entre les organisations internationales, régionales et nationales compétentes, et entre les institutions de financement, devraient être encouragés et favorisés.

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Rome 16–18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretariat@fao.org





LE DÉFI

La situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde s'est dégradée et continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité nationale et internationale. Aujourd'hui plus d'1 milliard d'êtres humains souffrent de faim chronique, soit 15 pour cent de la population mondiale – dont 150 millions de personnes victimes des effets conjugués de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la crise économique et financière mondiale. Mais la faim dans le monde a continué d'augmenter même en période de croissance économique saine et de faibles prix des denrées alimentaires. De tels niveaux de faim, de malnutrition et de pauvreté dans un contexte de richesse mondiale accrue et d'abondance de l'offre alimentaire, et l'incapacité à protéger les populations vulnérables des effets des crises, mettent en évidence la nécessité urgente de réformer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire.

Le système agricole mondial et les ressources qu'il consomme méritent également une attention urgente. En l'absence d'actions volontaristes engagées dès aujourd'hui, les performances futures du système agricole mondial ne pourront pas satisfaire la demande croissante en produits alimentaires, fibres et carburants. L'augmentation de la productivité

agricole est en recul, avec une baisse de 3,2 pour cent en 1960 à 1,5 pour cent en 2000 du taux d'augmentation des rendements des principales cultures céréalières. Or il s'agit de nourrir 9,1 milliards d'êtres humains en 2050, pour la plupart en zone urbaine, ce qui exigerait d'augmenter de 70 pour cent la production agricole par rapport à la moyenne de la période triennale 2005-2007. La demande de bioénergies, qui est susceptible de détourner les productions vivrières et fourragères au profit des biocarburants, ainsi que les effets sur les prix qui en résultent, représentent une menace pour la sécurité alimentaire. Si des mesures ne sont pas adoptées pour développer de nouvelles technologies et accroître la productivité, le détournement des ressources au profit des biocarburants pourrait sérieusement entraver notre capacité à nourrir correctement tous les habitants de la planète. Les effets à court et à long terme du changement climatique vont aussi peser lourdement sur la production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'impact négatif global du changement climatique sur la production agricole africaine est estimé entre 15 et 30 pour cent d'ici 2080-2100. L'investissement public en faveur de l'agriculture, dans des domaines aussi critiques que la recherche, la vulgarisation, les infrastructures et la biodiversité, reste très insuffisant par rapport aux besoins. Il est clair qu'une

réponse plus efficace et plus cohérente est indispensable pour relever des défis d'une telle ampleur à l'échelle mondiale.

RÉFORMER LA GOUVERNANCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA NUTRITION

La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire renvoie à un mécanisme capable de faciliter les débats, le rapprochement des positions et la coordination des actions engagées dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire au niveau mondial mais aussi régional et local. Ce concept a été énoncé pour la première fois au début de 20ème siècle, lorsque la Ligue des nations a reconnu la nécessité d'établir un dispositif multilatéral pour traiter de la sécurité alimentaire mondiale. Il faut ensuite attendre la création des Nations Unies et de la FAO, en 1945, pour qu'une vision de la sécurité alimentaire transcendant les frontières des nations ou des régions voit enfin le jour.

Des sommets politiques de haut niveau comme la Conférence mondiale de l'alimentation des Nations Unies à Rome en septembre 1974, la Conférence internationale sur la nutrition en 1992 et les Sommets mondiaux de l'alimentation en 1996 et 2002, se sont efforcés de jeter les fondements d'un système international de gouvernance de la sécurité alimentaire. Des engagements ont été pris en faveur de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, et des structures ont été

prises en place au sein du Système des Nations Unies pour traiter des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a été créé en 1974 dans le prolongement de la Conférence mondiale de l'alimentation, pour être au sein du Système des Nations Unies l'organe intergouvernemental chargé d'examiner et de suivre les politiques et programmes relatifs à la sécurité alimentaire. Organisme intergouvernemental, le CSA est universel: en d'autres termes, il est ouvert à tous les États membres de la FAO et des Nations Unies ainsi qu'aux représentants d'autres organisations internationales, d'ONG, de la société civile et du secteur privé. En 1996, le CSA s'est vu confier par le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) la responsabilité du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action décidé par le SMA.

Toutefois, l'impulsion nécessaire pour réaliser des progrès rapides et substantiels en faveur de la sécurité alimentaire n'a pas été au rendez-vous, en raison à la fois du manque d'attention portée par les gouvernements aux causes profondes de la faim et du manque de cohérence et de convergence des politiques et programmes mis en œuvre par les pays, les bailleurs de fonds et autres parties prenantes.

ÉVOLUTIONS RÉCENTES

Ces dernières années, le problème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est revenu sur le devant de la scène, du fait en particulier de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la crise financière et économique mondiale. La sécurité alimentaire mondiale et sa gouvernance ont bénéficié d'un regain d'attention politique, avec la volonté de traiter à la fois les effets des crises mais plus important encore, les facteurs structurels, de long terme, qui contribuent à la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les engagements pris en faveur d'un accroissement des ressources consacrées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays les plus exposés, ont été renouvelés. La concrétisation progressive du Droit

à l'alimentation a été reconnue dans diverses instances comme le cadre fondamental dans lequel doivent s'inscrire toutes les actions en faveur de la sécurité alimentaire.

Un certain nombre d'*initiatives nationales et régionales (politiques et programmes)* ont vu le jour à l'issue d'un processus participatif, pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle nationale et locale, et mettre en place un cadre politique de soutien de la croissance de l'agriculture. Les *réponses régionales et sous-régionales* existantes et émergentes (comme le NEPAD/PDDAA et *Sin hambre* en Amérique latine) favorisent l'intégration et la cohérence des efforts déployés à l'échelle nationale. La volonté de mieux intégrer et d'assurer la cohérence des politiques et leur mise en œuvre se retrouve également dans les efforts de coordination des bailleurs de fonds que reflètent la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra. L'Alliance internationale contre la faim (AICF), créée après le *Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après*, a pour vocation de rassembler tous les secteurs et parties prenantes pour capitaliser l'expérience et consolider les initiatives à l'échelle nationale.

En réponse aux effets dévastateurs de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants sur la sécurité alimentaire mondiale, une *Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire* a été établie en avril 2008, avec la mission de promouvoir une réponse globale et unifiée des organes des Nations Unies pour faciliter l'élaboration d'un plan d'action priorisé et coordonner sa mise en œuvre à l'échelle nationale. A la *Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies* (FAO, juin 2008) et au *Sommet du G8+* au Japon (juillet 2008, Déclaration de Tokyo), des propositions concrètes ont été avancées pour la création d'un Partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation. Cet engagement a été renouvelé lors de la *Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous de Madrid* (janvier

2009), durant laquelle les questions de sécurité alimentaire et de nutrition ont été ajoutées aux appels en faveur d'un partenariat mondial. Ces propositions ont fait l'objet de débats ultérieurs à la Conférence de la FAO en novembre 2008, au Sommet du G8 de L'Aquila en juillet 2009 et au Sommet du G8 de Pittsburgh en septembre 2009.

En juillet 2009, le *Sommet du G8+* en Italie a débouché sur l'Initiative de sécurité alimentaire de L'Aquila, par laquelle les participants s'engageaient à mobiliser 21 milliards d'USD sur trois ans pour une stratégie globale et mieux coordonnée en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Depuis, un certain nombre de réunions se sont tenues, dans le cadre de *La feuille de route de L'Aquila*, avec les organismes internationaux et bailleurs de fonds concernés, pour élaborer une approche systématique visant à traduire les engagements de L'Aquila en plans d'action et mesures concrètes.

Ces initiatives, autour de préoccupations fondamentales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, appellent à une redéfinition de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire mondiale, à travers une réforme des institutions existantes et un renforcement des partenariats. Il importe de réaligner, de renforcer et de coordonner les fonctions des différentes organisations en charge de la sécurité alimentaire mondiale pour relever les défis nouveaux et émergents.

Ces initiatives ont débouché sur des solutions partielles en termes de cohérence et de convergence (meilleure cohérence par exemple entre les institutions des Nations Unies ou des groupes de pays comme le G8). Il est clair cependant qu'une plus grande *cohérence de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire* reste nécessaire pour promouvoir la convergence des politiques et des actions menées par toutes les parties prenantes, lesquelles incluent les gouvernements, les institutions nationales et internationales concernées, les groupes de la société civile comme les associations de producteurs et de consommateurs ainsi que d'autres acteurs clés de la filière alimentaire mondiale. Le rôle du

secteur privé ne doit pas être sous-estimé, ni celui de l'industrie alimentaire, qui disposent d'importantes capacités en termes de recherche et développement, de chaînes d'approvisionnement et de pénétration des marchés. Ensemble, ces différents acteurs peuvent contribuer efficacement à l'éradication de la faim chronique, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et prévenir d'éventuelles crises dans le futur.

VERS UN PARTENARIAT MONDIAL: UN COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CSA) RÉFORMÉ

L'initiative la plus récente et la plus prometteuse pour renforcer la coordination des actions et les partenariats dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA). La réforme, approuvée par les membres du CSA le 17 octobre 2009, a pour but de faire du CSA « *un élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition [qui constituera] la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble de l'humanité.* »

La réforme du Comité de la sécurité alimentaire qui vient d'aboutir représente une occasion unique d'améliorer la gouvernance. Et grâce à la participation des mécanismes de consultation pertinents à l'échelle nationale, elle pose les fondements d'un Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire efficace et efficient. La mission de ce CSA renouvelé présente notamment les caractéristiques suivantes :

- *Coordination à l'échelle mondiale* des actions visant à éliminer la faim et à garantir la sécurité alimentaire pour tous. Il s'agit notamment d'appuyer les plans et initiatives nationales de lutte contre la faim, de veiller à ce que toutes les voix concernées puissent se faire entendre dans le débat public

sur l'alimentation et l'agriculture, de consolider les liens à l'échelle régionale, nationale et locale, et de fonder les décisions sur des données scientifiques et l'état de l'art en matière de connaissances.

- *Ouverture*: accorder la parole et reconnaître un rôle efficace à un plus large éventail d'organisations qui travaillent sur les question de sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des Nations Unies, comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Équipe de haut niveau des Nations Unies sur la crise de la sécurité alimentaire et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies. Les centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et les organisations régionales de développement seront également associés, ainsi que les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales. Le Comité sera aussi ouvert aux représentants des associations du secteur privé et des fondations caritatives. La consolidation des partenariats et des alliances entre toutes les parties prenantes, à tous les niveaux, sera un élément fondamental de la gouvernance de la sécurité alimentaire.
- *Base scientifique solide*: un Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et autres sujets connexes, assistera le Comité, afin de s'assurer que les décideurs politiques disposent des analyses et avis scientifiques les mieux documentés pour adopter les actions les plus efficaces dans la lutte contre la faim. L'établissement de liens structurels entre experts scientifiques et instances de décision est crucial pour combattre efficacement la faim et la pauvreté.
- *Plateforme de discussion et de coordination*. Promouvoir la convergence des actions notamment à travers l'élaboration de stratégies

internationales et de directives volontaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en s'appuyant sur les meilleures pratiques et les enseignements fournis par les pays dont les efforts de réduction de la faim ont porté leurs fruits. Les pays et les régions doivent pouvoir accéder sans difficulté à l'aide nécessaire pour combattre plus efficacement et plus rapidement la faim et la malnutrition.

CONSIDÉRATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Un certain nombre de considérations devront être prises en compte parallèlement à la réforme du CSA et à la concrétisation du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Parmi celles-ci notamment :

Comment s'assurer de l'efficacité de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire?

Dès lors que les éléments de la réforme sont en place, l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale implique une meilleure intégration et coordination des initiatives de réforme, horizontalement (entre pays, organisations, parties prenantes, etc.) et verticalement (du niveau local à mondial). Tout l'enjeu est de déterminer comment faciliter et accélérer cette intégration, et de s'assurer que la réforme en cours sert bien dans la pratique la lutte contre l'insécurité alimentaire, « sur le terrain »?

Comment inscrire durablement la sécurité alimentaire dans les priorités de développement national?

Les politiques de réduction de la faim ne visent pas uniquement à une meilleure gestion des systèmes agricoles et alimentaires en période de crise; elles doivent être pleinement intégrées dans les priorités et stratégies nationales de développement, y compris les programmes de protection sociale. Les objectifs de réduction de la faim doivent trouver leur place dans d'autres programmes régionaux et mondiaux pour garantir que les questions de sécurité alimentaire sont bien prises en compte (par exemple, dans les négociations sur le commerce et le changement climatique,

les accords économiques, etc.). Apporter des réponses durables aux crises et accroître la résilience des systèmes agricoles implique de donner la priorité aux démarches locales.

Comment trouver un meilleur équilibre entre aide d'urgence et aide à long terme?

Une tendance observée est l'augmentation de l'aide alimentaire et agricole à court terme face à des situations d'urgence, et le déclin de l'aide à long terme pour le développement des biens d'intérêt général. Quel est le juste équilibre entre l'aide d'urgence à court terme et l'aide à long terme qui doit limiter les situations d'urgence? En quoi une gouvernance améliorée peut-elle permettre aux bailleurs de fonds et agents d'exécution de s'assurer que l'aide à long terme fournie contribue effectivement au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans les pays en développement?

Comment donner à la gouvernance de la sécurité alimentaire la souplesse et la réactivité nécessaires pour faire face à de nouveaux défis?

Les causes contemporaines de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont parfois différentes de celles observées à l'occasion de précédentes crises alimentaires. Elles sont aussi susceptibles d'évoluer sous l'effet de la mondialisation et de son accélération, du déclin de la croissance démographique et de l'augmentation de l'urbanisation. Le nouveau système de gouvernance devra être ouvert à tous, attentif aux points de vue des Membres, suffisamment souple et capable de susciter un consensus politique comme de mobiliser l'expertise scientifique et les ressources financières notamment, en fonction des besoins.

Pour toute information complémentaire:



Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009

Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Bureau du Sous-directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles
et de l'environnement
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101
Télécopie: (+39) 06 570 56172
Courriel: wsfs2009-secretariat@fao.org





Nourrir le monde, éliminer la faim

Résumé

Selon les estimations, la population mondiale devrait atteindre 9,1 milliards d'habitants au milieu du siècle actuel, soit une augmentation de 34 pour cent par rapport à aujourd'hui. La plus grande partie de cet accroissement se produira dans les pays en voie de développement. Près de 70 pour cent de la population mondiale sera urbaine (par rapport à 49 pour cent aujourd'hui). Les niveaux des revenus seront démultipliés par rapport à ce qu'ils sont aujourd'hui. Afin de nourrir cette population plus importante, plus urbaine et en moyenne plus riche, la production alimentaire (sans compter les produits alimentaires utilisés pour la fabrication de biocarburants liquides) doit augmenter d'environ 70 pour cent.

Bien qu'il s'agisse d'une tâche énorme, on peut parvenir à un accroissement nécessaire de la production alimentaire pour répondre aux besoins futurs. Mais pour y parvenir, il est vital que des efforts considérables soient déployés pour protéger, conserver et mettre en valeur les ressources naturelles qui serviront de moteur à la croissance requise de la production alimentaire. Les plus grands défis techniques sont de mettre au point et d'introduire de nouvelles technologies agricoles plus productives, notamment dans l'aquaculture, et véritablement durables dans le sens où elles ne dégradent pas des ressources écologiques comme l'eau, le sol, ainsi que les conditions atmosphériques dont la future production alimentaire dépend de manière cruciale. Il est donc capital à cet égard d'augmenter massivement les investissements dans la recherche et le développement agricole dans les pays en développement. Compte tenu de leurs rendements très élevés, il est regrettable que ces investissements aient diminué dans de nombreux pays en développement. Les centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et les systèmes nationaux de recherche agricole doivent en particulier être renforcés.

Il est quasiment certain que le changement climatique s'ajoutera aux nombreux risques menaçant déjà les agriculteurs, en particulier les petits producteurs, qui sont les plus gros fournisseurs de produits alimentaires dans les pays en développement. Les stratégies de développement des nouvelles technologies doivent donc mettre un accent particulier sur le renforcement de la capacité d'adaptation des systèmes de culture et d'aquaculture aux chocs exogènes.

Il est donc temps d'inverser la baisse tendancielle des investissements dans l'agriculture des pays en développement et de créer des capacités institutionnelles aux niveaux national, régional et mondial capables d'assurer un accès universel à une nourriture adéquate. Les investissements publics et privés dans l'agriculture doivent être stimulés et la part de l'aide au développement dirigée vers l'agriculture doit être accrue.

Une grande partie de la croissance de la demande alimentaire proviendra des pays en développement. Or, ce sont justement ces pays qui présentent le plus grand potentiel de production et leurs zones rurales ont grand besoin d'une nouvelle vague d'investissements.

Les prévisions montrent à ce sujet que 90 pour cent de l'accroissement nécessaire de la production (80 pour cent dans les pays en développement) viendra d'une hausse des rendements et des taux d'exploitation et seulement 10 pour cent (20 pour cent dans les pays en développement) d'une expansion des terres arables. Des premières estimations indiquent que, par rapport à la dernière décennie, les investissements dans l'agriculture et les zones rurales des pays en développement doivent être augmentés de près de 50 pour cent pour atteindre la croissance projetée de la production alimentaire mondiale jusqu'en 2050. Pour fournir les ressources nécessaires à la croissance de la production alimentaire et aux programmes de sécurité sociale, il faudra procéder à une réaffectation importante au niveau des budgets des pays en développement et des programmes des bailleurs de fonds.

En dépit d'une production vivrière globale suffisante, la faim persiste parce que les pauvres n'ont pas la possibilité de se créer des revenus et parce qu'il manque des filets de sécurité sociale efficaces. L'expérience des pays qui ont réussi à réduire la faim et la malnutrition montre que la croissance économique qui s'appuie sur l'agriculture, notamment sur le secteur des petits exploitants, a une incidence positive au moins deux fois plus élevée sur les populations les plus pauvres que la croissance des secteurs non agricoles. Éliminer la faim à court terme exige aussi une action ciblée et délibérée sous la forme de services sociaux complets comprenant des distributions d'espèces, une aide alimentaire, des soins de santé et des travaux d'assainissement ainsi que l'éducation et l'apprentissage en matière de nutrition, l'accent étant mis tout particulièrement sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans de nombreux pays, la mise en place de solutions permanentes impose des changements radicaux de politiques, car ces solutions concernent aussi bien la distribution des revenus que l'emploi, l'accès à la terre et à l'eau et l'inclusion sociale. Les projections montrent que de nombreux pays continueront de dépendre du commerce international pour assurer leur sécurité alimentaire. Dans la plupart des cas, les pays en développement devraient parvenir à répondre à la croissance de la demande en augmentant leur propre production. On estime néanmoins que leurs importations nettes de céréales auront plus que doublé, passant de 135 millions de tonnes en 2008/09 à 300 millions en 2050. C'est pourquoi il est nécessaire de progresser vers un système mondial de commerce qui soit juste, plus prévisible et axé sur la sécurité alimentaire, et qui contribue à un marché des denrées alimentaires fiable, incitant les investisseurs à s'intéresser au développement de la production dans les pays en développement.

Le changement climatique représente une source importante de risques pour la sécurité alimentaire à long terme. Les pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud en particulier seront peut-être touchés davantage par ses effets négatifs, qui pourraient se traduire par une baisse des rendements et une fréquence accrue des événements climatiques extrêmes. L'agriculture, les forêts et les pêches devront s'adapter au changement climatique, mais ces secteurs peuvent aussi contribuer à l'atténuation de ses effets, d'autant que des synergies utiles existent entre l'adaptation et l'atténuation. Des mécanismes de financement sont nécessaires pour favoriser l'adoption de technologies et de pratiques culturelles durables et verser des compensations aux gouvernements et aux agriculteurs pour leur participation à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La production de biocarburants liquides basée sur les produits agricoles a plus que triplé entre 2000 et 2008, date à laquelle elle représentait près de 10 pour cent de l'utilisation totale de céréales secondaires dans le monde. Une augmentation de l'utilisation des cultures vivrières pour la production de biocarburants liquides pourrait offrir de nouvelles possibilités de revenus aux agriculteurs tout en représentant une menace grave pour la sécurité alimentaire. Parallèlement, l'utilisation des bioénergies pour répondre aux besoins énergétiques des populations rurales est souvent une possibilité plus intéressante et moins risquée que la production de biocarburants liquides à grande échelle en ce qui concerne

l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Par conséquent, les politiques qui encouragent l'utilisation de biocarburants liquides provenant de produits alimentaires doivent être réexaminées dans le but de réduire la concurrence entre nourriture et carburants pour des ressources rares, et l'utilisation de l'énergie de la biomasse pour améliorer l'accès des populations rurales à une énergie durable doit être encouragée.

À l'échelle de la planète, les gouvernements doivent coopérer pour s'entendre sur des objectifs communs et des politiques cohérentes pour les atteindre, suivre les progrès accomplis, identifier les bonnes pratiques et élaborer des plans prévisionnels afin d'être mieux préparés aux futures flambées des prix ou à d'autres chocs que pourrait subir le système alimentaire mondial. La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire doit être rendue plus cohérente et efficace. Il est urgent de prendre des mesures afin d'établir un Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, conformément aux vœux exprimés dans plusieurs instances à haut niveau récentes, par exemple les sommets du G8, en vue d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques et stratégies internationales ayant une incidence sur la sécurité alimentaire mondiale. Cela inclut en particulier le processus actuel de réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui est un élément central du Partenariat mondial en évolution, et la création d'un mécanisme permettant d'analyser d'une manière technique, scientifique et fiable les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Le système réformé devrait susciter l'intérêt d'un large éventail de parties prenantes, encourager les partenariats et renforcer les structures et les institutions existantes.

Le monde dispose des ressources, des technologies et des connaissances pour éliminer la faim maintenant et dans un avenir proche, malgré les nombreux risques posés et défis à relever. De nombreux pays montrent que si la volonté de s'engager est forte, les progrès peuvent être rapides. Il faut d'abord mobiliser la volonté politique au plus haut niveau et veiller à ce que les décisions clés concernant les investissements et les politiques pour éliminer la faim et éliminer les éventuelles crises alimentaires futures soient prises et mises en œuvre en temps voulu et d'une manière efficace.

Comme il est noté à juste titre dans l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement, le statu quo n'est plus une solution si la communauté internationale doit relever le double défi 1) de donner un accès à une nourriture adéquate à plus d'un milliard de personnes qui souffrent actuellement de la faim et de la malnutrition et 2) d'accroître l'offre alimentaire d'une manière durable afin de répondre aux besoins croissants de la population mondiale au cours du prochain demi-siècle. Des solutions doivent être trouvées grâce à la participation pleine et entière des populations locales, l'utilisation efficace des savoirs locaux et de la science moderne, et l'autonomisation des producteurs locaux, des négociants et des transformateurs au sein d'une économie mondiale de plus en plus intégrée. Les politiques visant à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent comprendre la reconnaissance effective du droit à l'alimentation et garantir l'accès à des services sociaux de base à chaque être humain. Elles doivent privilégier les investissements publics dans l'agriculture et les zones rurales des pays en développement, notamment la conservation des terres, de l'eau et de la biodiversité, afin de donner aux pauvres et aux affamés, hommes et femmes, de meilleures possibilités de trouver des solutions durables et géographiquement appropriées aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Les solutions doivent comprendre l'établissement de conditions de marché efficaces et équitables, un accès garanti et abordable aux ressources productives, à la terre, à l'eau, au savoir et à un large éventail de technologies. Les services environnementaux produits par les populations rurales doivent être compensés de manière adéquate. Une production plus élevée et la résilience des systèmes de production sont cruciales si l'on veut augmenter les revenus ruraux, améliorer l'accès des pauvres à la nourriture, permettre à l'agriculture locale d'être plus concurrentielle et atténuer l'incidence du changement climatique.

1. Introduction

La forte hausse des prix des produits alimentaires qui s'est produite au cours de ces dernières années et l'augmentation concomitante du nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition ont mis en évidence la fragilité du système alimentaire mondial et la vulnérabilité de la sécurité alimentaire. Ce constat doit se traduire par des actions efficaces pour que le système soit plus résilient vis-à-vis des facteurs de risque et pour garantir que la population mondiale croissante sera capable d'accéder à une nourriture suffisante, aujourd'hui et à l'avenir. Il est nécessaire d'affronter de nouveaux défis qui transcendent les horizons traditionnels de prise de décision des producteurs, des consommateurs et des responsables politiques, aux niveaux national et mondial.

Dans la première moitié de ce siècle, la demande mondiale d'aliments destinés à la consommation humaine ou animale et de fibres devrait croître de 70 pour cent, alors que, de plus en plus, les cultures peuvent être utilisées pour la production de bioénergies et à d'autres fins industrielles. Les demandes traditionnelles et nouvelles de produits agricoles mettront une pression croissante sur des ressources agricoles déjà peu abondantes. Et alors que l'agriculture devra, en ce qui concerne la terre et l'eau, faire face à la concurrence due à l'étalement de l'implantation urbaine, il lui sera également demandé de servir sur d'autres fronts majeurs: adaptation et contribution à l'atténuation du changement climatique, aide à la préservation des habitats naturels et maintien de la biodiversité.

Plus d'un milliard de personnes souffrent de la malnutrition et des milliers de jeunes enfants meurent chaque jour, victimes de maladies auxquelles ils survivraient s'ils étaient mieux nourris. Dans ces conditions, les actions visant à garantir la sécurité alimentaire à une population mondiale qui n'aura jamais été aussi importante au milieu de ce siècle devront être associées à des mesures immédiates visant à donner à tous ceux qui souffrent de la faim et de la pauvreté la possibilité de bénéficier d'une nutrition adéquate et de vivre en bonne santé dans le respect et la dignité. Résoudre les problèmes immédiats posés par la faim et la malnutrition à grande échelle permettra de garantir plus facilement la sécurité alimentaire de tous en 2050.

2. Perspectives de la sécurité alimentaire jusqu'en 2050

2.1 Un environnement socio-économique en pleine mutation

Les facteurs socio-économiques principaux qui poussent à une augmentation de la demande de denrées alimentaires sont une croissance de la population, une augmentation de l'urbanisation et une hausse des revenus.

D'après la dernière révision des **perspectives de population** (variante moyenne) de l'ONU, il faut s'attendre à un accroissement de la population mondiale de 34 pour cent, laquelle passera de 6,8 milliards d'habitants actuellement à 9,1 milliards en 2050 (soit moins d'un pour cent par an). Cette hausse se produira essentiellement dans les régions du monde comprenant les pays en développement actuels et sera due en grande partie à une durée de vie qui devrait s'allonger. L'accroissement démographique relatif le plus important, 120 pour cent, devrait se produire dans les pays les moins avancés.

À l'horizon 2050, selon les estimations, plus de 70 pour cent de la population devrait être d'origine urbaine. L'**urbanisation** entraînera dans son sillage des changements de modes de vie et de profils de consommation. Associée à une hausse des revenus, elle peut accélérer la diversification déjà entamée des régimes alimentaires dans les pays en développement. Alors que la part des céréales et des autres cultures de base diminuera, celle des légumes, des fruits, de la viande, des laitages et du poisson augmentera. En réponse à une demande croissante d'aliments semi-transformés ou prêts à la consommation, il est probable que toute la structure

des chaînes de commercialisation continuera son évolution dynamique vers une concentration des chaînes de supermarchés.

Malgré une augmentation de la population urbaine, les zones rurales seront peuplées pendant encore un certain temps de la plus grande partie des populations souffrant de la pauvreté et de la faim. Vivant dans des zones où règne la famine, souvent des régions écologiquement fragiles, beaucoup d'entre elles doivent vivre dans des conditions de forte pression démographique et de détérioration des écosystèmes. En dépit de l'urbanisation, les populations rurales pourraient augmenter plus rapidement que l'emploi dans l'agriculture primaire. Les gouvernements doivent donc créer un environnement institutionnel dans les zones rurales qui permette de multiples sources d'emploi et de génération de revenus, y compris le développement d'agro-industries.

Les projections concernant le troisième facteur déterminant de l'accroissement de la demande future, à savoir **la croissance des revenus**, sont soumises à une plus grande incertitude. Dans les années qui précédaient la crise financière mondiale actuelle de 2008/09, la croissance économique a été particulièrement forte dans de nombreuses régions en voie de développement, surtout en Asie, mais aussi dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne. La crise financière a interrompu cette croissance. À ce jour, les analystes pensent que les effets à long terme de la crise financière et économique sur la croissance économique seront assez faibles. La dernière version des projections de référence pour la croissance économique de la Banque mondiale prévoit un taux annuel de croissance du PIB de 2,9 pour cent au cours de la période de 2005 à 2050, se décomposant en 1,6 pour cent pour les pays à hauts revenus et 5,2 pour cent pour les pays en voie de développement.

À l'avenir, la **croissance de la demande alimentaire** dépendra de l'effet combiné d'un ralentissement de la croissance démographique, d'une croissance forte et continue des revenus et de l'urbanisation de nombreux pays en développement et des modifications connexes de la structure des régimes alimentaires, ainsi que d'une saturation alimentaire progressive dans de nombreux pays en développement, comme cela est déjà le cas dans les pays développés. Globalement, le taux de croissance de la demande sera très inférieur à celui des décennies antérieures. Toutefois, l'augmentation de la demande totale projetée reste significative en termes absolus, avec seulement quelques petites différences entre les modèles principaux. D'ici à 2050, la demande mondiale de denrées alimentaires devrait être de 70 pour cent supérieure à ce qu'elle est actuellement, ce qui représente une consommation annuelle supplémentaire de près d'un milliard de tonnes de céréales pour l'alimentation humaine et animale et de 200 millions de tonnes de viande.

En outre, la demande totale future de produits agricoles pourrait dépasser la demande de produits pour l'alimentation humaine et animale d'une manière plus ou moins significative, selon l'évolution de **la demande de biocarburants liquides** et en fonction des technologies utilisées pour la conversion de la biomasse agricole en biocarburants liquides.

Jusqu'à quel point la croissance future des revenus et de la demande alimentaire permettra d'atteindre une sécurité alimentaire sera également déterminé par les **perspectives de réduction de la pauvreté**. Dans ce contexte, il est encourageant de noter que le déclin tendanciel de la pauvreté globale s'est intensifié au cours des dernières décennies. Toutefois, les progrès en la matière n'ont pas été uniformes, et ils ont été interrompus par la crise actuelle.

2.2 La base de ressources naturelles jusqu'en 2050 – y aura-t-il suffisamment de terre, d'eau et de diversité génétique pour répondre à la demande ?

Le rythme auquel les pressions s'accumuleront sur les ressources – terre, eau, biodiversité – sera quelque peu tempéré dans les quarante années à venir du fait du ralentissement de la croissance de la demande de produits destinés à l'alimentation humaine et animale.

Cependant, une utilisation élargie des matières premières agricoles pour fabriquer des biocarburants liquides, la dégradation continue de l'environnement et une augmentation probable de l'ampleur et de la fréquence des chocs climatiques induits par des processus dus au changement climatique pourraient avoir des effets contraires.

Une grande partie de la **base de ressources naturelles** déjà utilisées dans le monde présente des signes inquiétants de dégradation. D'après l'Évaluation des écosystèmes du Millénaire, 15 des 24 services fournis par les écosystèmes qui ont été examinés sont déjà en voie de dégradation ou utilisés de manière non durable. L'épuisement des nutriments du sol, l'érosion, la désertification, l'épuisement des réserves d'eau fraîche, la perte des forêts tropicales et de la biodiversité sont des indicateurs clairs. L'urbanisation réduit également la disponibilité des terres pour la production alimentaire.

Le monde a des **réserves de terre considérables** qui pourraient être converties en terres arables, mais cette possibilité est somme toute limitée. L'absence de régimes fonciers garantis dans les pays en développement disposant de réserves apparentes bloque l'investissement. De plus, certaines des terres qui ne sont pas cultivées ont des fonctions écologiques importantes qui pourraient disparaître. On notera qu'elles sont situées en grande partie dans quelques rares pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, où le manque d'accès et d'infrastructures pourrait limiter leur utilisation au moins à court terme. En tenant compte de ces limitations, la FAO projette que d'ici à 2050, la superficie des terres arables augmentera de 70 millions d'hectares, soit de 5 pour cent environ.

Les **réserves d'eau fraîche** pour l'augmentation de la production présentent un tableau semblable. À l'échelle mondiale, il existe des capacités suffisantes, mais celles-ci sont réparties de manière très inégale. L'agriculture irriguée couvre un cinquième des terres arables et contribue à environ 50 pour cent de la production vivrière. Un nombre croissant de pays atteint des niveaux inquiétants de pénurie d'eau et 1,4 milliard de personnes vivent dans des zones où le niveau des nappes phréatiques baisse. La pénurie d'eau est particulièrement prononcée dans les régions du Proche-Orient/Afrique du Nord et de l'Asie du Sud et se détériorera probablement à la suite du changement climatique dans de nombreuses régions. Il existe de nombreuses possibilités d'augmenter l'efficacité de l'eau, mais elles sont limitées par des rigidités institutionnelles et techniques. De nombreux systèmes irrigués importants atteignent leurs limites en matière de productivité des terres. Des approvisionnements en eau médiocres, la salinisation et la détérioration de la qualité de l'eau contribuent à faire baisser la croissance de la productivité. Si l'on tient compte également de la pénurie de main-d'œuvre, il faudra, pour maintenir les niveaux de productivité actuels de nombreux systèmes d'irrigation de petite et moyenne dimension, porter une attention accrue à la mécanisation et à une meilleure gestion des exploitations pour réduire les risques qui menacent la production ainsi que les pertes après la récolte.

La **biodiversité**, une autre ressource essentielle pour la production alimentaire et agricole, est menacée par l'urbanisation, la déforestation, la pollution et la conversion des zones humides. Le pool génétique des ressources animales et végétales et des écosystèmes naturels, qui est nécessaire aux obtenteurs comme options pour une sélection future, diminue rapidement. Une douzaine d'espèces animales fournissent 90 pour cent des protéines animales consommées mondialement et uniquement quatre espèces cultivées fournissent la moitié des calories d'origine végétale du régime alimentaire humain.

L'avenir de l'agriculture et la capacité du système alimentaire mondial à assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale croissante sont étroitement liés à la nécessité **d'inverser la dégradation des ressources naturelles essentielles**. L'objectif devrait être de stopper la surexploitation, la dégradation et la pollution, de promouvoir des gains d'efficacité et d'élargir les capacités d'ensemble ainsi que nécessaire. Une législation adéquate et des incitations sont aussi requises pour donner à la population rurale qui s'engage dans des services liés aux écosystèmes des solutions gagnant-gagnant afin d'améliorer la durabilité des écosystèmes, atténuer le changement climatique et améliorer les revenus ruraux.

La FAO projette que, globalement, 90 pour cent (80 pour cent dans les pays en voie de développement) de l'augmentation de la production vivrière proviendra d'une **intensification des cultures, en particulier d'une augmentation des rendements et d'une intensité de culture plus élevée**. Dix pour cent seulement (20 pour cent dans les pays en développement) proviendront d'une expansion des terres arables. De même, il est largement admis que les rendements des pêches de capture ont atteint leurs limites et que seule l'aquaculture sera en mesure d'augmenter de manière importante la production de poisson. Cette tendance correspondrait aux tendances antérieures, mais elle n'en représente pas moins un défi majeur pour la recherche privée et publique future, y compris la recherche pour identifier des technologies appropriées à la culture intensive et qui sont à la fois simples et moins coûteuses à adopter et plus soucieuses de l'environnement que celles utilisées actuellement, et pour créer une plus grande résilience des systèmes d'exploitation agricole à l'évolution des risques.

Les pertes alimentaires représentent un coût important pour le monde économique et ont une incidence non négligeable sur notre capacité à alimenter les habitants de la planète. Les pertes contribuent à maintenir les prix à un niveau élevé en retirant une partie de l'offre du marché. Elles ont aussi un impact sur la dégradation de l'environnement et le changement climatique car des terres et des ressources non renouvelables sont utilisées pour produire, transformer, manipuler et transporter des aliments que personne ne consomme. Les évaluations des pertes ne sont généralement pas fiables, mais il est clair qu'il s'agit d'un problème qui doit être examiné dans l'urgence. Il est essentiel de le considérer dans son ensemble et non à chacune des étapes où il se présente. Des pertes importantes peuvent se produire au moment de la récolte et, dans certains cas, des cultures ne sont pas moissonnées parce qu'il n'y a pas de demande réelle. En ce qui concerne les cultures céréalières, le séchage, le battage et l'usage peuvent causer des pertes énormes, tandis que des conditions médiocres de manipulation, de conditionnement et de transport de fruits et légumes périssables peuvent, à l'occasion, entraîner la perte de la moitié d'une récolte. D'autres pertes peuvent aussi se produire pendant la transformation alimentaire. Toutes ces pertes alimentaires représentent un gaspillage de main-d'œuvre, d'utilisation des terres, d'eau, d'engrais ou d'autres intrants, et de carburants pour le transport, la transformation et le stockage en chambre froide.

2.3 Potentiel pour la sécurité alimentaire

D'après les **projections de référence de la FAO**, il devrait être possible de répondre à la demande future d'aliments destinés à la consommation humaine et animale de la population mondiale projetée pour 2050, avec des taux réalistes d'intensification de l'utilisation des terres et de l'eau et d'évolution des rendements. La satisfaction des besoins alimentaires de chacun dépendra, comme à l'heure actuelle, des politiques mises en œuvre.

La **disponibilité énergétique alimentaire** moyenne globale devrait atteindre 3050 kcal par personne, soit une augmentation de 10 pour cent par rapport à son niveau de 2003/05. À cette fin, la production céréalière mondiale devra augmenter globalement de 40 pour cent, soit près d'un milliard de tonnes. L'augmentation de la demande de céréales sera en grande partie due à l'alimentation animale, pour soutenir une consommation croissante de produits d'élevage.

La consommation de viande par habitant devrait passer de 41 kg actuellement à 52 kg en 2050 (de 30 à 44 kg dans les pays en développement).

D'après les projections actuelles, les pays en développement devraient soutenir la plus grande partie de la croissance projetée de la consommation en **augmentant leur propre production**. Ils augmenteront aussi par ailleurs leurs importations d'aliments de manière significative. Par exemple, les importations nettes de céréales des pays en développement devraient plus que doubler, passant de 135 millions de tonnes métriques en 2008/09 à 300 millions de tonnes métriques en 2050. Les pays développés pourront augmenter leur potentiel d'exportation en fonction. De leur côté, les pays en développement deviendront des exportateurs nets d'autres produits alimentaires comme les huiles végétales et le sucre. Rappelons que l'apparition des biocarburants liquides a le potentiel de modifier ces perspectives puisque les trois groupes de produits sont utilisés en tant que matières premières pour les biocarburants liquides.

Si cette perspective devait se réaliser d'ici à 2050, le niveau de **la disponibilité alimentaire par habitant sera encore très variable entre pays**, sachant qu'en moyenne, les niveaux seront plus élevés. Les pays industriels auront des niveaux de disponibilité moyenne de presque 3 600 kcal/personne/jour; les pays en développement considérés dans leur ensemble pourraient atteindre presque 3 000 kcal. Ces moyennes sont bien supérieures aux besoins quotidiens minima.

Les projections plutôt élevées des niveaux moyens de disponibilité alimentaire pourraient avoir comme conséquence un recul considérable de la **prévalence de la faim chronique** dans la plupart des pays et les problèmes liés à la suralimentation et au gaspillage des aliments pourraient devenir préoccupants dans de plus nombreux pays.

Toutefois, sauf changement radical des priorités politiques, **la faim ne disparaîtra pas sous l'effet d'une augmentation des niveaux moyens des disponibilités alimentaires**. Si l'on ne considère que les perspectives d'approvisionnement et de demande d'aliments pour la consommation humaine et animale (telle qu'exprimés sur le marché), et si l'on exclut toute augmentation éventuelle de la demande en biocarburants liquides, la prévalence de la sous-alimentation chronique dans les pays en développement devrait chuter et n'affecter au plus que 5 pour cent environ de leur population, soit près de 370 millions de personnes, d'ici à 2050. Le taux de prévalence de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble se situerait encore à 7 pour cent et celui de certains pays plus petits pourrait encore être supérieur à 15 pour cent. Pour que toutes les populations soient libérées de la faim d'une manière durable, des efforts supplémentaires devront être fournis par les politiques publiques, notamment des investissements accrus pour créer des emplois productifs additionnels dans ou hors du secteur agricole, des réformes macroéconomiques favorisant une répartition des biens et des revenus plus équitables, des mesures pour enrayer la consommation excessive et le gaspillage, et des filets de sécurité sociale ciblés.

Il est évident que la vision positive présentée ici tranche fortement avec les tendances réelles récentes. Même si la disponibilité alimentaire augmente plus rapidement que la croissance de la population, **le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation ou de malnutrition chronique dans le monde a augmenté, pas chuté**. La FAO estime que le nombre de personnes chroniquement sous-alimentées a augmenté, passant de 842 millions au début des années 1990 à plus d'un milliard en 2009. Cette augmentation récente a été principalement la conséquence de la crise financière récente et des augmentations spectaculaires du prix des aliments et elle a eu lieu en dépit des niveaux record atteints par les récoltes.

À supposer que la production alimentaire augmente selon les prévisions, le scénario ci-dessus suggère que les possibilités sont encore grandes de progresser vers un mode de consommation plus équitable et d'en tirer des avantages sanitaires et environnementaux importants.

Néanmoins, la tâche sera rude si l'on assiste à **une concurrence plus intensive entre les produits énergétiques et alimentaires** pour des ressources en eau et en terres limitées. Comme la crise récente l'a démontrée, une augmentation des prix du pétrole peut aisément entraîner une conversion accrue de la biomasse agricole en biocarburants liquides. Cette conversion peut alimenter la hausse des prix des intrants agricoles et des produits destinés à l'alimentation animale et humaine, et représenter un risque d'insécurité alimentaire supplémentaire.

La persistance de la faim et de la malnutrition dans un monde d'abondance est inacceptable. Elle cause des souffrances immenses et creuse un écart énorme entre la durée de vie des riches et celle des pauvres. **La faim et la malnutrition entraînent également d'importants coûts économiques**, compromettant gravement la productivité des individus, y compris la capacité d'apprentissage et la croissance physique des enfants. Lorsque plus de 20 ou 30 pour cent de la population souffre de malnutrition chronique, comme c'est le cas dans presque 40 pays, la croissance d'économies entières est compromise. Dans les pays en développement, un enfant sur trois âgé de moins de cinq ans souffre d'un retard de croissance à cause d'une malnutrition chronique, et 148 millions d'enfants présentent des insuffisances pondérales. En outre, les carences en micronutriments touchent plus de 30 pour cent de la population mondiale – soit 2 milliards de personnes – et s'accompagnent d'incapacités physiques graves, d'invalidités et de maladies, dont celles liées à une consommation excessive (excès pondéral et obésité, maladies cardiaques et vasculaires). Les coûts économiques comprennent les coûts directs liés aux pertes de productivité et à la hausse des dépenses de santé ainsi que les coûts indirects dus au développement physique et cognitif contrarié. Ces coûts dépassent largement les coûts des mesures préventives et correctives.

Pour conclure cet aperçu de la sécurité alimentaire sur une note positive, rappelons qu'un certain nombre de pays en développement de la planète ont mis un accent prioritaire sur la lutte contre la faim et la malnutrition et montré qu'**un engagement résolu peut déboucher sur des progrès rapides dans l'amélioration de la sécurité alimentaire**. Leurs politiques et leurs stratégies présentent des caractéristiques communes, notamment la stabilité politique, la bonne gouvernance, une forte croissance économique favorisant l'inclusion et la création de possibilités pour les populations pauvres, essentiellement fondées sur la croissance de l'agriculture, l'amélioration de la répartition des revenus, des stratégies « à double front » de la sécurité alimentaire associant des investissements améliorant la productivité à des mesures ciblées de protection sociale, et enfin l'intégration dans les marchés mondiaux et/ou la consolidation des marchés intérieurs. Les politiques qui ont des résultats comprennent aussi des mesures ciblées et spéciales visant à améliorer la sécurité nutritionnelle, c'est-à-dire la dimension qualitative des aliments produits ainsi que la composition nutritive et l'adéquation physiologique des aliments consommés.

3. Conditions préalables à la sécurité alimentaire mondiale

Il est nécessaire d'agir maintenant pour que la hausse nécessaire de la production alimentaire soit atteinte et que chaque être humain ait accès à une alimentation adéquate. Le présent chapitre décrit les principales actions prioritaires, donne des estimations concernant les besoins d'investissements avant de conclure par un bref aperçu du rôle des marchés dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.

3.1 Investir dans l'agriculture durable et l'accès universel à l'alimentation

Selon des estimations de la FAO, l'**investissement brut annuel moyen** dont ont besoin l'agriculture primaire (fertilité des sols, équipements agricoles, élevage, etc.) et les secteurs en aval (stockage, commercialisation et transformation) des pays en développement pour réaliser les augmentations de production nécessaires s'élèverait à 209 milliards d'USD, à prix 2009

constants. La plus grande partie de ces investissements viendrait du secteur privé. D'autres investissements publics seraient nécessaires dans la recherche et le développement agricole, les infrastructures rurales et les mesures de protection sociale. Ces estimations excluent les investissements pour répondre à une hausse éventuelle de la demande de produits agricoles destinés à la fabrication de biocarburants liquides.

Comparés à ces besoins d'investissements, **les investissements actuels dans l'agriculture des pays en développement sont clairement insuffisants**. En moyenne entre 1997 et 2007, les investissements bruts annuels dans l'agriculture primaire, aux prix de 2009, ont été estimés à près de 142 milliards d'USD. Pour atteindre les besoins annuels moyens d'ici à 2050, les pays en développement doivent collectivement augmenter leurs investissements bruts totaux annuels dans l'agriculture primaire et les services en aval de près de 47 pour cent, les investissements publics augmentant en proportion.

Il existe des preuves empiriques qu'une insuffisance d'investissement dans la production agricole des pays en développement peut avoir un **impact très préjudiciable sur leur sécurité alimentaire**. En effet le capital-actions par personne économiquement active en agriculture a augmenté moins dans les pays dont la prévalence et la gravité de la faim sont les plus élevées, en particulier dans l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud.

La baisse tendancielle de **l'aide publique au développement (ADP) de l'agriculture et du développement rural** doit être inversée. Elle est passée de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006 et se situe désormais autour de 5 pour cent. Ce recul est d'autant plus frappant qu'il se produit dans un contexte d'aggravation de la faim et de la pauvreté rurale. L'aide publique au développement peut améliorer l'efficacité des financements publics. Étant donné l'objectif commun, les ressources publiques provenant de sources nationales et internationales pourraient devenir complémentaires par une coordination efficace ainsi qu'un ciblage et un suivi communs, conformément au Programme d'action d'Accra et à la Déclaration de Paris.

L'investissement étranger direct (IED) dans l'agriculture, la foresterie et la pêche a été moins dynamique que l'IED dans d'autres secteurs. Cependant, des investisseurs ayant des tailles et des structures d'entreprises différentes interviennent depuis quelque temps à chacun des maillons de la chaîne de valeur globale, qu'il s'agisse de l'apport d'intrants, de la propagation des semences, de la production à la ferme, de la commercialisation et de la logistique, de la transformation et du commerce de détail. Les investisseurs étrangers, y compris les États, semblent tout à fait prêts à faire des investissements directs dans la terre, soit par propriété inconditionnelle ou des baux à long terme. Les pays en voie de développement doivent aussi renforcer leurs capacités à gérer le processus d'investissement étranger dans les terres et les industries de transformation en vue de tirer des avantages maxima de ces investissements au plan national et d'éviter les effets indésirables sur leur sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, le développement rural, les technologies et l'accès aux ressources, notamment à la terre. La possibilité d'un Code de conduite international pourrait être explorée à cet égard. Il garantirait que les avantages de ces investissements sont partagés d'une manière équitable entre les pays développés et les pays en développement.

3.2 Conserver les ressources naturelles et favoriser la croissance de la productivité

Puisque les possibilités d'expansion de l'agriculture sont limitées, la part la plus importante des aliments supplémentaires produits viendra d'une hausse des rendements. Cependant, au cours de ces dernières années, les taux de croissance des rendements ont ralenti sensiblement dans de nombreux pays et pour des produits de base essentiels. En particulier, les taux de croissance des rendements des céréales ont chuté, passant de 3 à 5 pour cent par an dans les années 60 à un pourcentage situé entre 1 et deux pour cent au début des années 2000.

L'investissement dans **la recherche et le développement (R & D) agricole peut générer des taux de retour extraordinairement élevés**. Il est donc vital que les investissements dans la R & D agricole, notamment l'aquaculture, des pays en développement soient augmentés de manière importante. La baisse tendancielle des investissements de R & D qui a été observée dans de nombreux pays en développement doit être inversée, ce qui ne sera possible que si la recherche agricole redevient une priorité. Lorsque des pays ont des problèmes communs, une coopération internationale sur des projets de R & D concrets peut apporter des économies d'échelle significatives. En particulier, les centres du GCRAI et les systèmes nationaux de recherche agricole doivent être renforcés. Afin d'encourager le secteur privé à investir dans la sélection et les systèmes semenciers, les droits à la propriété intellectuelle en matière d'obtention végétale doivent être clairement définis.

Dans le passé, les rendements ont augmenté grâce à une combinaison de plusieurs facteurs comme l'utilisation accrue de variétés végétales et de races animales améliorées, l'emploi intensif d'engrais et de pesticides, la mécanisation et l'extension des zones irriguées dans le cadre d'une meilleure gestion des exploitations et d'une amélioration des connaissances des agriculteurs. Cette **agriculture grosse consommatrice d'intrants** est à l'origine d'une croissance remarquable de l'offre et des revenus agricoles. Il faut cependant accentuer les efforts pour qu'elle soit plus durable, car elle est menacée par l'appauvrissement génétique des espèces végétales et animales, les dégâts causés aux structures du sol, la surexploitation et la pollution des ressources hydriques, le dérèglement des écosystèmes et l'augmentation des gaz à effet de serre, d'autant que le recours aux engrais, l'énergie rurale et l'élevage se développent.

Le problème principal est de conserver, de protéger et d'améliorer les capacités productives de la base des ressources naturelles dont l'agriculture dépend et de **développer des systèmes de culture et d'aquaculture associant la croissance économique des exploitations agricoles à une véritable utilisation durable des ressources**. À cet égard, il est important de remettre en valeur les cultures vivrières locales et traditionnelles qui ont été progressivement abandonnées dans de nombreux pays.

Pour réduire au minimum les externalités négatives et s'assurer de leur utilité pour toutes les parties prenantes, notamment les petits producteurs et les femmes, la recherche et l'adaptation locale devront, pour une large part, être effectuées par des institutions du secteur public et des agriculteurs. Des technologies doivent être adaptées aux besoins locaux des agriculteurs pauvres, qui sont en droit de pouvoir y accéder. Même aux niveaux technologiques actuels, des écarts de rendement importants et économiquement exploitables subsistent dans beaucoup d'endroits. En Afrique subsaharienne, en particulier, il existe des indices qui laissent penser que certains écarts de rendement pourraient être exploités avec des variétés existantes et des pratiques connues.

Les **options technologiques à la disposition des agriculteurs devraient être aussi vastes que possible**, allant des nouvelles variétés de plantes et de races animales mieux adaptées aux conditions changeantes; à des systèmes d'exploitation utilisant des technologies améliorées pour l'économie d'eau et de main-d'œuvre; à une réduction des pertes et du gâchis; et à la gestion des ressources naturelles. Les progrès technologiques sont particulièrement nécessaires dans le secteur des cultures de base. La préférence devrait être donnée aux technologies prometteuses de combinaisons **gagnant-gagnant** en matière d'augmentation de la productivité et de la durabilité dans la gestion des ressources naturelles.

Les principales pistes à explorer seront vraisemblablement liées à la manière de mieux maîtriser et de stimuler les processus biologiques naturels afin d'améliorer la fertilité des sols et la lutte contre les ravageurs et les maladies. Il conviendrait donc à ce propos de tirer profit **des pratiques agricoles favorisant la conservation** qui sont utilisées dans de nombreuses

régions du monde. D'autres pistes mènent vers les **biotechnologies modernes**, y compris les cultures transgéniques. Les biotechnologies peuvent être utiles aux pauvres dans la mesure où les caractères apportent des solutions avantageuses aux besoins spécifiques des agriculteurs aux ressources limitées et des consommateurs. Cependant, les cultures transgéniques continuent de susciter la controverse dans de nombreuses sociétés, qui les remettent en cause pour un certain nombre de raisons.

Le défi technologique s'étend jusqu'aux secteurs situés en **amont et en aval**. Les économies en développement et en pleine évolution ont besoin de la recherche et de services de vulgarisation afin que les négociants, industriels et distributeurs puissent accéder à un large choix de technologies compétitives et respectueuses des normes de sécurité et de qualité des aliments.

Les technologies de la communication et de l'information offrent de nouvelles possibilités pour le transfert de technologie et le partage des connaissances. Partager les connaissances, développer des compétences, transférer des technologies et renforcer des capacités de gestion locales dans les communautés rurales est un immense défi. Dans de nombreux pays, les budgets des **services de vulgarisation** ont été réduits et les **institutions publiques** ont été affaiblies, voire démantelées. Dans d'autres, la base de connaissances et les services de vulgarisation ont été durement affectés par une série de facteurs comme la migration et le VIH-sida. Il est nécessaire de renforcer les systèmes de connaissances locaux et traditionnels et de transférer des technologies agricoles appropriées plus efficacement. Dans de nombreux pays en développement, la proportion des femmes parmi les agriculteurs est majoritaire, ce qui signifie que des efforts spécifiques doivent être faits pour intégrer les besoins des femmes dans les programmes de diffusion et de développement des capacités. D'autres questions relatives à la parité ont une incidence sur le secteur agricole, comme la génération absente, qui laisse les générations plus jeunes et plus anciennes s'occuper de la production agricole. L'amélioration des moyens d'existence de tous ces groupes exige des approches très diverses, comme les écoles d'agriculture de terrain, par exemple.

3.3 Élargir l'accès à l'alimentation

Les pays qui connaissent des taux de croissance économique importants sont bien placés pour s'attaquer aux causes profondes, structurelles de la faim et de la malnutrition. Ils sont confrontés à des choix consistant à investir dans la rénovation des infrastructures et des services, ce qui revient à accroître la production et les possibilités d'emploi, et à introduire des mesures conduisant à une distribution de plus en plus équitable des revenus.

Dans la plupart des pays, cependant, les principales solutions à court terme pour que chacun puisse accéder à une nourriture suffisante consisteront à créer **des programmes de protection sociale ciblés ou filets de sécurité**. Ces programmes ont généralement pour but d'assurer un niveau de revenus – par des distributions d'espèces, une rémunération du travail sur les chantiers publics, ou des repas scolaires – qui comblent l'écart entre des niveaux de consommation alimentaire actuels et ceux qui sont nécessaires pour mener une vie saine. Il serait également rationnel et opportun de lancer d'ambitieux programmes visant à enrayer les carences en vitamines et en micronutriments.

Le problème principal est de vérifier, conjointement avec eux, que les gouvernements peuvent prendre en charge ces programmes. Il est aussi de mettre en place des mécanismes institutionnels dès qu'ils sont adoptés afin de cibler précisément les bénéficiaires et de contrôler l'éthique administrative. Des études économiques montrent que ces programmes ne doivent pas être considérés comme une « aide sociale » mais comme des investissements viables pouvant produire leurs propres flux d'avantages économiques. Ce lien peut être renforcé par l'ajout de conditions dans les programmes de distribution d'espèces. L'aide reçue

par les familles pauvres dépend alors du respect de certaines conditions en rapport avec la santé et l'éducation.

Les **coûts des filets de sécurité** varient selon les pays et dépendent de la forme d'assistance offerte. L'un des programmes sociaux les plus complets en Afrique, le programme de protection sociale d'Éthiopie, bénéficie à près de 7 millions de personnes et coûte au maximum 3,50 USD par personne par mois ou 21 USD pour une durée maximale de 6 mois par an. En Amérique latine, le programme de distribution d'espèces Bolsa Familia accorde une allocation mensuelle de près de 51 USD par famille à plus de 12,4 millions de familles.

En supposant que 600 millions de personnes qui souffrent actuellement de la faim soient éligibles aux programmes de protection sociale, pour un coût moyen de 40 USD par an, le coût annuel serait de 24 milliards d'USD. Le coût total diminuerait progressivement en proportion du nombre de personnes pouvant se passer d'aide sociale grâce à une plus grande capacité à participer au marché du travail.

Dans la mesure où ce revenu supplémentaire est dépensé pour l'alimentation, ce qui est le cas dans la plupart des programmes de protection et de stabilisation sociale, il est de ce fait « recyclé » dans les marchés alimentaires, augmentant ainsi la demande de produits locaux. Une externalité positive peut être atteinte si la petite production locale peut être dynamisée pour répondre à cette demande accrue.

La Banque mondiale a estimé les coûts d'un programme de lutte contre les carences en micronutriments dans 68 pays à 11,8 milliards d'USD par an.

3.4 Commerce, marchés et soutien aux agriculteurs

La crise alimentaire mondiale récente de 2007-2008 a rappelé clairement que le système planétaire d'alimentation et d'agriculture, y compris les politiques nationales en matière de commerce agricole et les règles commerciales mondiales actuelles, est très vulnérable. Les **risques et les incertitudes** associés à cette vulnérabilité nécessitent, entre autres, de reconsidérer les facteurs qui contrôlent le commerce agricole à long terme, y compris une éventuelle réforme des règles du commerce agricole mondial.

Un certain nombre de facteurs semble avoir progressivement créé une **situation d'équilibre étroit entre l'offre et la demande**: une demande mondiale croissante, spécialement dans les pays en développement, pour les aliments de base ainsi que les produits à valeur élevée; un ralentissement de la croissance de la productivité; une augmentation du prix de l'énergie et de la conversion des matières premières agricoles en biocarburants. Dans ces conditions de contraction, il pourrait suffire d'un seul choc tel que la pénurie d'une culture, la spéculation sur un produit ou une augmentation à court terme du prix de l'énergie, pour créer une flambée importante des prix.

La **perspective à moyen et long terme pour les prix des produits agricoles** suggère que la croissance de la demande globale continuera de ralentir tandis que la demande de certains produits à forte élasticité-revenu augmentera plus rapidement, en particulier dans les pays en développement. Un investissement insuffisant dans les capacités de production et la persistance de contraintes liées à l'offre pesant sur la croissance de la productivité maintiendrait l'élasticité de l'offre à un niveau faible et les marchés restreints. Un autre facteur qui pourrait maintenir des prix fermes au moyen terme est une croissance additionnelle de la demande en biocarburants liquides. Les experts s'attendent à ce que les prix des produits alimentaires restent au-dessus des niveaux pré-2006, au moins à moyen terme.

Plusieurs facteurs indiquent qu'il y a un **risque d'une hausse de la volatilité des prix sur les marchés mondiaux des produits alimentaires**. Outre la variabilité de la production, ils comprennent la spéculation sur le marché des produits dérivés, l'instabilité du taux de change de l'USD, l'instabilité des prix du pétrole et des politiques nationales unilatérales qui réagissent en se tournant vers l'intérieur pour protéger les citoyens concernés, comme les interdictions d'importation lorsque les prix sont élevés.

Au cours de ces dernières années, les **politiques ayant des effets de distorsion des prix** ont été progressivement supprimées dans de nombreux pays. Cette tendance devrait se poursuivre. De nombreux pays en développement ont amélioré les incitations par les prix à l'intention des producteurs agricoles en atténuant les préjugés politiques historiques contre l'agriculture. Les pays à faibles revenus et à déficit vivrier doivent réduire leur vulnérabilité aux chocs des marchés internationaux – et ce, de préférence, non pas en instaurant de nouvelles barrières commerciales mais en investissant dans les capacités productives et la gestion des risques. Alors que le soutien de l'OCDE à l'agriculture a été stable dans le temps, le poids relatif du soutien découplé dans les transferts globaux vers l'agriculture a été graduellement augmenté. Le coefficient de distorsion-marché agrégé pour le soutien agricole de l'OCDE a chuté de 0,96 en 1986 à 0,74 en 2007. Il est temps de mettre en place un système commercial mondial qui contribue à un marché fiable, se concentre sur l'élimination des barrières commerciales et qui assure que des mécanismes de sécurité sont en place pour protéger les plus vulnérables.

Les flambées des prix pouvant devenir plus fréquentes, les besoins **des pays à faible revenu dépendant des importations** doivent être pris en compte. Ces pays ont besoin d'un accès à des importations adéquates de vivres en cas de pénuries extraordinaires sur les marchés mondiaux. Des arrangements pourraient inclure la réduction adaptée du risque et l'élaboration de politiques pour affronter les risques et/ou un service dédié au financement des importations d'aliments. Des politiques comme l'interdiction des exportations et l'imposition de taxes d'exportations prohibitives devraient être évitées dans de telles situations. Des réformes supplémentaires devraient en particulier concerner les restrictions restantes relatives à l'accès des marchés des importations. Revenir en arrière par rapport à la libéralisation réduirait la capacité du commerce à stabiliser les marchés et à générer de la richesse, avec des conséquences négatives pour la sécurité alimentaire.

Il faut donc innover et mettre au point des dispositifs qui garantissent que les niveaux des **stocks alimentaires mondiaux** sont suffisants et que les pays pauvres qui dépendent des importations y ont accès, notamment en cas de pénuries extraordinaires.

Le renforcement de la **coopération économique régionale** est aussi un moyen de protéger des économies locales précarisées et soumises à des contraintes économiques pesantes. Ce type de coopération impose la prise en compte des questions de réglementation et notamment l'application de normes sanitaires et phytosanitaires et la gestion des risques pour la sécurité sanitaire, ainsi que l'amélioration des capacités de négociation, notamment lorsque des pays doivent acheter des denrées alimentaires et/ou des intrants agricoles sur les marchés internationaux.

Par ailleurs, compte tenu de la prévalence de la faim dans les populations rurales pauvres de la planète, de l'écart de productivité entre les petits exploitants agricoles et les secteurs agricoles orientés vers les exportations, et de l'aggravation récente de la faim dans le monde, il est important que l'assistance apportée aux exploitations familiales comprenne l'accès aux marchés. Le programme brésilien d'achats alimentaires, qui est une composante de la stratégie « Faim Zéro », est un exemple de mesure qui avantage les agriculteurs tout en revitalisant économiquement des zones rurales en crise.

4. Les risques et les défis

La capacité du système alimentaire et agricole global à répondre à la demande future d'aliments pour la consommation humaine ou animale et de fibres pourrait être sévèrement limitée par un certain nombre de risques et de défis, notamment celui, de plus en plus préoccupant, du changement climatique, qui touche les pays en développement de manière disproportionnée. Autre défi, la progression rapide de l'utilisation des matières premières agricoles pour les biocarburants, qui entraîne une pénurie supplémentaire sur les marchés des aliments pour la consommation humaine et animale et une concurrence accrue pour des facteurs de production comme la terre et l'eau.

Il est également préoccupant que la faim et la malnutrition persistent où même continuent de croître en dépit d'une production alimentaire qui est suffisante au niveau agrégé.

4.1 Avoir faim malgré une production vivrière globalement suffisante

Au cours de la dernière décennie, la production mondiale de produits alimentaires a connu une augmentation tendancielle, même sur une base par habitant. Néanmoins, le nombre de personnes souffrant de malnutrition, loin de diminuer, a au contraire augmenté. Ce constat rappelle que la fourniture d'une nourriture suffisante au niveau agrégé, tant sur le plan national que mondial, ne garantit en rien que tous les habitants auront suffisamment à manger et que la faim sera éliminée. Le défi à relever aujourd'hui et dans un avenir immédiat est d'éviter le risque que la faim continue d'augmenter.

Les raisons qui font que la faim et la malnutrition pourraient persister en dépit d'une nourriture suffisante au niveau agrégé, tant sur le plan national que mondial, sont bien connues: croissance insuffisante du secteur agricole, manque d'opportunités de création de revenus pour les pauvres et absence de programmes de protection sociale efficaces. L'expérience des pays qui ont réussi à réduire la faim et la malnutrition montre que des politiques de croissance économique et de réduction de la pauvreté en tant que telles ne garantissent pas automatiquement le succès: **la source de la croissance et la manière dont les avantages sont partagés** jouent aussi des rôles fondamentaux. En ce sens, la croissance économique est une condition économique mais non suffisante. Pour autant, la croissance du PIB issue de l'agriculture, en particulier des petits exploitants, a une incidence positive au moins deux fois plus élevée sur les populations les plus pauvres d'un pays que la croissance issue des secteurs non agricoles. Ceci est d'autant moins surprenant que 75 pour cent des pauvres des pays en développement vivent dans des zones rurales et tirent une part importante de leurs revenus de l'agriculture. Il est inutile d'ajouter que les mesures adoptées pour améliorer l'accès à l'emploi des autres 25 pour cent de pauvres qui vivent dans les zones urbaines sont tout aussi importantes.

La deuxième raison de la persistance de la faim et de la malnutrition, y compris les carences en micronutriments, tient au fait que des millions de personnes parmi les plus pauvres et affamées sont prises dans le **cercle vicieux de la faim et de la pauvreté**. L'expérience montre que la faim est souvent la conséquence de la pauvreté mais aussi sa cause principale. La pauvreté prive les personnes des moyens d'acheter ou de produire des denrées alimentaires. Les personnes qui ont faim ne peuvent pas exploiter pleinement leur force de travail et sont plus sensibles aux maladies. Les enfants souffrant de malnutrition sont incapables d'apprendre efficacement. Beaucoup sont handicapés à vie. Le cercle vicieux se perpétue lorsque l'enfant mal nourri, une fois devenu adulte, ne peut pas garantir le droit à l'alimentation de ses propres enfants. Il est donc également nécessaire de lutter contre la faim aujourd'hui pour garantir la sécurité alimentaire dans l'avenir.

Pour que ces personnes puissent briser ce cercle vicieux, il faut prendre des mesures ciblées et déterminées visant à mettre en place des services sociaux complets comprenant notamment l'aide alimentaire, la santé et l'assainissement, l'éducation et la formation, et mettre l'accent sur les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes plus âgées.

Il est donc urgent de trouver les moyens d'assurer l'accès à la nourriture d'un milliard de personnes souffrant de la faim dans le monde entier. Les pays sont invités à appliquer des **stratégies relatives à la sécurité dont le double objectif** sera d'investir dans l'amélioration de la productivité et une croissance productrice d'emplois axée en particulier sur les petits exploitants, les femmes et les pauvres (objectif 1) et mettre en place des filets de sécurité et des programmes de protection sociale pour les démunis qui ne peuvent pas être autonomes dans l'immédiat (objectif 2). Ces deux objectifs peuvent se renforcer mutuellement, car les filets de sécurité qui transforment des besoins alimentaires non satisfaits en demande peuvent stimuler la croissance de l'agriculture, tout comme les programmes de protection sociale peuvent viser l'amélioration des infrastructures rurales et la fourniture de services environnementaux grâce à des programmes ciblés nécessitant une main-d'œuvre abondante.

Le défi principal à relever est donc de donner une priorité égale à l'élimination de la faim à court terme et à long terme et de transformer la croissance de la production agricole en un accès plus large à la nourriture.

4.2 Changement climatique

L'impact du changement climatique sur **l'agriculture, les forêts, la pêche et l'aquaculture** se manifestera par une hausse des températures, une augmentation de la concentration de dioxyde de carbone (CO₂), un changement des régimes de précipitations, une propagation accrue des mauvaises herbes, des ravageurs et des maladies. La température moyenne à la surface du globe devrait augmenter de 1,8°C à 4,0°C d'ici 2100. De tels changements auront des conséquences plus ou moins graves sur tous les aspects de la sécurité alimentaire que sont la production, la disponibilité et la stabilité de l'offre alimentaire, l'accès à l'alimentation et l'utilisation des aliments (sécurité sanitaire).

Dans l'état actuel des connaissances et au vu du large consensus des scientifiques sur le fait que le changement climatique est déjà à l'œuvre, le changement climatique est plus qu'un risque. Il est une **priorité qui impose de prendre des mesures** énergiques pour atténuer ses effets et s'adapter aux conséquences inévitables.

Les conséquences du changement climatique sur les productions agricole et halieutique sont **réparties de manière très inégale selon les régions**. Les pays en développement, et en particulier les petits États insulaires en développement (PIED), contribuent moins au changement climatique, mais ils pourraient en subir les plus graves effets, sous la forme d'une baisse des rendements et d'une plus grande fréquence d'événements climatiques extrêmes (sécheresses et inondations). Il a été estimé que l'impact négatif agrégé du changement climatique sur la production agricole africaine jusqu'en 2080-2100 pourrait se situer entre 15 et 30 pour cent, alors que dans l'hémisphère Nord, les températures plus élevées favoriseront l'extension de zones propices à l'agriculture, allongeront les périodes de culture et augmenteront les rendements. Les effets agrégés du changement climatique sur la production mondiale peuvent être dans un premier temps réduits, en particulier pour les céréales, mais son impact devrait être néanmoins immédiat et grave sur la sécurité alimentaire de l'hémisphère Sud, où l'offre alimentaire pourrait être nettement inférieure aux niveaux actuels, déjà insuffisants. En outre, les effets d'une demande accrue d'eau pour l'irrigation pourraient être énormes.

Toutes les estimations quantitatives actuelles montrent que le **changement climatique aura un effet préjudiciable** sur la sécurité alimentaire. En moyenne, les prix des aliments devraient augmenter du fait du changement climatique. La dépendance des pays en développement à l'égard des importations de denrées alimentaires augmentera. Cependant, la capacité d'adaptation des communautés rurales aux chocs découlant du changement climatique sera d'autant plus forte que la sécurité alimentaire de ces communautés pourra être assurée avec succès. Les pays vulnérables à faibles revenus ont besoin d'une assistance spéciale afin d'investir dans une résilience plus importante contre le risque de catastrophes causées par les événements climatiques extrêmes.

L'agriculture, qui contribue actuellement pour 13,5 pour cent environ des émissions de gaz à effet de serre (6,8 Gt de CO₂), joue un rôle d'atténuation important en captant le carbone. Elle a la capacité d'absorber 5,5 à 6 Gt de CO₂ par an d'ici à 2030, surtout par le stockage du carbone dans les sols. En outre, plusieurs solutions d'atténuation basées sur l'agriculture produisent des avantages communs importants pour la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique. Des méthodes de pêche moins coûteuses en énergie et la réduction des surcapacités dans le secteur de la pêche peuvent aussi contribuer aux solutions d'atténuation. Il existe des **synergies d'adaptation et d'atténuation dans l'agriculture**, en particulier l'agriculture de conservation, la remise en valeur des pâturages dégradés, la gestion durable de l'élevage, la conservation des forêts, l'agroforesterie pour l'alimentation ou l'énergie, la remise en valeur des terres, la récupération des biogaz et des déchets, une pêche et une aquaculture responsables et, en général, un large éventail de stratégies qui favorisent la conservation des ressources en sols et en eau tout en améliorant leur qualité, leur disponibilité et leur efficacité d'utilisation. Les pays vulnérables à faibles revenus ont besoin d'une assistance spéciale pour améliorer leurs capacités de préparation et d'adaptation aux risques de catastrophes causés par des événements climatiques extrêmes.

Les pays en développement peuvent être une source d'avantages multiples s'ils s'engagent davantage sur les marchés du carbone. Il faut à cet égard insister pour que l'agriculture soit incluse dans le futur **Accord de Copenhague sur le changement climatique**. Les crédits carbone des pays développés pourraient être utilisés pour encourager la réduction des émissions de carbone mais aussi pour améliorer la productivité et la production au moyen de technologies et d'investissements dans les pays en développement.

4.3 Bioénergies

De 2 à 3 milliards de personnes dépendent de ressources énergétiques non renouvelables fondées sur la biomasse et 1,6 milliard de personnes, pour la plupart des ruraux pauvres, n'accèdent pas à des services énergétiques durables. Cette situation renforce la pauvreté de masse et l'insécurité alimentaire. Des politiques et des programmes nationaux visant à donner aux ruraux pauvres un accès élargi à des services énergétiques contribueront d'une manière importante au développement durable et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La conception et la mise en œuvre de programmes de petite dimension axés sur les bioénergies, tenant compte de facteurs sexo-spécifiques et visant à améliorer la parité hommes-femmes peuvent aussi être utiles dans ce contexte.

Le développement des bioénergies attire également de nouveaux investissements dans le secteur agricole et crée des débouchés et des emplois pour les 2,5 milliards de personnes qui dépendent de l'agriculture, chiffre qui inclut la plupart des 900 millions de ruraux pauvres. La croissance des bioénergies, si elle est gérée rationnellement, peut aussi contribuer à améliorer les infrastructures et l'accès aux marchés dans les zones rurales.

La production de biocarburants liquides basée sur les produits agricoles **a plus que triplé** entre 2000 et 2008. Dans certains pays, diverses mesures réglementaires visant à accélérer le passage aux biocarburants liquides, telles que le mélange obligatoire de biocarburants liquides aux carburants fossiles, des subventions ainsi que des incitations fiscales et des restrictions d'importation, ont été le moteur de cette évolution. L'augmentation rapide des prix du pétrole brut jusqu'en 2008 a créé une incitation supplémentaire. Les augmentations spectaculaires des prix des produits alimentaires de base tels que le maïs, le blé, le riz et le soja en 2007/2008 reflétaient l'augmentation du prix des produits énergétiques et ont confirmé que les marchés de l'énergie et des produits agricoles étaient devenus plus étroitement liés.

Une nouvelle augmentation de la production de biocarburants liquides, fabriqués notamment à partir de produits alimentaires, pourrait créer **un risque réel pour la sécurité alimentaire** si elle n'est pas maîtrisée. En 2007/2008, déjà, l'utilisation totale de céréales secondaires pour la production d'éthanol s'élevait à 110 millions de tonnes, sur une utilisation totale de 1 120 millions de tonnes, ce qui représente donc une proportion importante d'environ 10 pour cent. D'après les projections de l'OCDE-FAO, la production globale de biocarburants pourrait quasiment doubler et atteindre 192 milliards de litres en 2018 en fonction, entre autres, du prix futur des pétroles bruts et des politiques de soutien dans les principaux pays. Par conséquent, il faut s'attendre à ce que la demande en matières premières agricoles (sucre, maïs, graines oléagineuses) pour les biocarburants liquides continue d'augmenter, exerçant une pression croissante sur le prix des aliments. À ce propos, il faut noter que certains types de biocarburants liquides ne contribuent pas, somme toute, à une réduction importante des émissions de gaz à effet de serre, ce qui est une nouvelle source de préoccupation. Une étude récente de l'IFPRI estime que si la production de biocarburants continuait de croître rapidement jusqu'en 2050, le nombre de enfants en âge préscolaire souffrant de malnutrition pourrait être plus élevé de 3 millions en Afrique subsaharienne et de 1,7 million en Asie du Sud.

Il faut donc s'employer à **réduire la concurrence entre nourriture et carburants pour les ressources rares**, notamment en passant plus rapidement à des biocarburants liquides de deuxième génération fabriqués à partir d'autres produits que les produits alimentaires, en utilisant des systèmes de production d'énergie et d'aliments mieux intégrés et en réexaminant les politiques de soutien actuelles comme les subventions et l'obligation de mélanger les biocarburants et les carburants fossiles. Sachant que les ressources limitées feront encore l'objet d'une concurrence entre les matières premières destinées aux biocarburants provenant de la biomasse non alimentaire et les produits de base destinés à l'alimentation, il faudrait consacrer davantage d'efforts pour développer de nouvelles formes d'énergies renouvelables, au niveau des ménages et de l'industrie. En résumé, développer des biocarburants et assurer la sécurité alimentaire de manière durable à l'échelle de la planète ne doivent pas être deux objectifs contradictoires.

En dépit des barrières commerciales, la demande de biocarburants peut aussi représenter des **opportunités** pour les pays ayant une infrastructure adéquate, des terres abondantes et des ressources climatiques adaptées, par exemple les pays d'Amérique latine, de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique subsaharienne. Si les petits exploitants pauvres peuvent bénéficier de ces opportunités, grâce à des investissements suffisants dans les infrastructures, la demande plus élevée de biocarburants pourrait contribuer au développement rural et agricole et à la sécurité alimentaire.

5. Mobilisation de la volonté politique et création d'institutions

Les participants au Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996 avaient mis en évidence l'ampleur du problème de la faim et de la malnutrition dans le monde et élaboré un cadre d'action utile. Divers pays ont entre-temps démontré leur volonté politique de s'attaquer à ce problème et réussi, par des mesures adaptées, à réduire la prévalence de la faim et de la malnutrition. Il n'en reste pas moins vrai que le **nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition stagne voire augmente**, ce qui prouve que d'autres pays n'ont pas réussi, malgré leurs efforts, ou n'ont pas cherché à prendre les mesures nécessaires.

La sécurité alimentaire est fondamentale pour la réduction de la pauvreté, une bonne santé, une meilleure éducation, l'inclusion sociale, le développement durable, la paix et la sécurité. Alors que la nourriture est abondante dans le monde et suffirait à nourrir chaque être humain, l'existence de la faim et de la malnutrition n'est pas uniquement inacceptable du point de vue éthique mais elle est aussi coûteuse sur le plan économique. Qu'il résulte ou non de la négligence ou de l'ignorance des responsables politiques, ce drame est une **violation du droit fondamental de chaque être humain à une nourriture suffisante**, à une bonne santé et à la dignité.

Le temps est venu de lancer une nouvelle campagne d'envergure pour **mobiliser la volonté politique** en priant les acteurs responsables de s'attaquer aux causes profondes et multiples de l'insécurité alimentaire, de traduire la volonté politique en actions concrètes et de garantir les ressources nécessaires pour promouvoir la sécurité alimentaire et investir dans l'agriculture. Cette mobilisation pourrait avoir lieu à différents niveaux, y compris les dialogues nationaux sur la sécurité alimentaire et la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire.

Des dialogues nationaux sur la sécurité alimentaire doivent avoir lieu dans les pays concernés par la faim et la malnutrition, rassemblant des gouvernements, une large représentation de la société civile et, le cas échéant, des partenaires internationaux du développement et d'autres parties prenantes pertinentes. L'objectif pourrait être de préciser clairement les gains politiques, sociaux et économiques significatifs qui pourraient être obtenus en réduisant la faim et la malnutrition. Il serait aussi d'attirer l'attention des gouvernements sur leurs obligations vis-à-vis de la Charte des Nations Unies, à savoir qu'ils doivent respecter, protéger et pourvoir aux droits des hommes, y compris le droit à la nourriture. Ces dialogues nationaux doivent faire en sorte que les mesures prioritaires adoptées en matière de sécurité alimentaire reflètent les besoins locaux et nationaux, que leur financement, par des sources nationales ou internationales complémentaires, soit suffisant, et qu'elles contiennent les instruments les mieux adaptés. La question du dosage des mesures est à cet égard importante. Il faut en effet d'une part augmenter les possibilités de créer des revenus supplémentaires et d'accroître les capacités de production, notamment celles des groupes à plus faible revenu, et d'autre part donner aux plus démunis et vulnérables un accès immédiat à des services sociaux appropriés, notamment en matière d'alimentation et de santé.

Une étape importante d'une campagne mondiale de mobilisation de la volonté politique est **de mieux faire connaître et comprendre, à l'échelon mondial**, les problèmes de la faim et de la malnutrition et les solutions réalistes. Ce travail de sensibilisation est nécessaire pour que les sociétés et les acteurs concernés expriment leur soutien à une action politique sérieuse. Si les gouvernements n'ont pas le sentiment que le soutien est large, ils continueront d'être réticents à s'engager dans les réformes politiques profondes et nécessaires et à changer les allocations budgétaires, dans le souci de ne pas heurter qui bénéficient du statu quo.

Il existe deux conditions préalables pour qu'une mobilisation de la volonté politique soit efficace et durable. Premièrement, les dialogues nationaux doivent s'inscrire dans un **processus défini par les pays**, fédérateur et résultant d'un plan d'action concret en faveur de

la sécurité alimentaire nationale. Divers acteurs nationaux et des partenaires en matière de développement participeront à la préparation de ce processus, qui sera fondé sur des principes de bonne gouvernance, de respect des droits fondamentaux et d'efficacité économique. Deuxièmement, un mécanisme doit être établi garantissant la **responsabilité** du gouvernement et de ses partenaires nationaux et internationaux concernant la mise en œuvre et le suivi du plan. Pour confirmer leur volonté d'être tenus responsables des actions concrètes visant à atteindre un objectif déclaré de réduction de la faim, les gouvernements pourraient être invités à exprimer leur engagement sous la forme, par exemple, d'une déclaration officielle pouvant être enregistrée d'une manière appropriée. Un tel registre des engagements servirait de gage de transparence pour tous les partenaires nationaux et internationaux.

La gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire doit être plus cohérente et efficace. La persistance de la faim et de la malnutrition à une telle échelle signale que les systèmes actuels présentent des faiblesses et qu'il est temps de les réformer et de les améliorer. Les responsables politiques prêtent de nouveau attention à la sécurité alimentaire mondiale et à sa gouvernance, et semblent déterminés à s'attaquer aux effets des crises mais aussi, et c'est là le point le plus important, aux facteurs structurels qui contribuent à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Il est urgent de prendre des mesures afin d'établir un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, conformément aux vœux exprimés dans plusieurs instances à haut niveau récentes, par exemple les sommets du G8 et du G20 et des réunions des organes directeurs de la FAO, en vue d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques et stratégies internationales ayant une incidence sur la sécurité alimentaire mondiale. Cela inclut en particulier le processus actuel de réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondial, qui est l'un des instruments principaux du partenariat mondial en évolution. Ce comité, créé en 1974 suite à la Conférence mondiale sur l'alimentation, sert d'organe intergouvernemental au sein du système des Nations Unies, chargé d'examiner et de suivre les politiques et les programmes concernant la sécurité alimentaire mondiale. En 1996, les participants au Sommet mondial de l'alimentation (SMA) ont décidé de lui confier la responsabilité du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action du SMA. Considéré comme un organe intergouvernemental, le Comité de la sécurité alimentaire a donc une composition universelle. Il est ouvert à tous les États membres de la FAO, à tous les États membres des Nations Unies, à tous les représentants d'autres organisations internationales, aux ONG, à la société civile et au secteur privé.

La réforme du Comité de la sécurité alimentaire est l'initiative la plus récente et la plus prometteuse visant à renforcer la coordination et les partenariats pour lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif du programme de réforme, qui a été approuvé par les membres du Comité le 17 octobre 2009, est de faire du Comité de la sécurité alimentaire: *«... un élément central du Partenariat mondial en évolution pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, [qui] constituera la principale plate-forme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'humanité tout entière. »*

Pour assurer la sécurité alimentaire, **une bonne gouvernance au niveau national** est aussi essentielle. Cette bonne gouvernance englobe la fourniture de biens collectifs essentiels, y compris la stabilité politique, la primauté du droit, le respect des droits fondamentaux, la lutte contre la corruption et l'efficacité du gouvernement. En outre, donner un accès universel à la nourriture peut ajouter de la valeur à une stratégie de sécurité alimentaire efficace en imposant la transparence des processus politiques, l'obligation de rendre des comptes de la part des institutions publiques et la clarification des obligations des gouvernements et droits et obligations des détenteurs de droits. Des institutions efficaces sont une caractéristique

particulière de la bonne gouvernance. La priorité devra être donnée à des réformes institutionnelles garantissant que tous les membres de la société, ruraux et urbains, hommes et femmes, producteurs et consommateurs tout le long de la chaîne alimentaire, y compris les plus vulnérables et les victimes de l'insécurité alimentaire, sont correctement organisés et représentés dans le processus d'élaboration des politiques.

Le monde dispose des ressources, des technologies et des connaissances pour éliminer la faim maintenant et dans un avenir proche, malgré les nombreux risques posés et défis à relever. De nombreux pays montrent que si la volonté de s'engager est forte, les progrès peuvent être rapides. Il faut d'abord mobiliser la volonté politique au plus haut niveau et veiller à ce que les décisions clés concernant les investissements et les politiques pour éliminer la faim et éliminer les éventuelles crises alimentaires futures soient prises et mises en œuvre en temps voulu et d'une manière efficace. Les ressources nécessaires doivent être mises à disposition d'une manière efficace. Il est désormais temps d'agir et de faire en sorte que chaque pays qui s'engage à atteindre l'objectif mondial d'élimination de la faim et de la malnutrition traduise ses engagements dans des stratégies et des plans à l'échelon national et se considère comme tenu de jouer un rôle à part entière dans la création d'un avenir meilleur pour toute l'humanité.